

n° 428
NOVEMBRE
2014

4,60 € - 7 FS

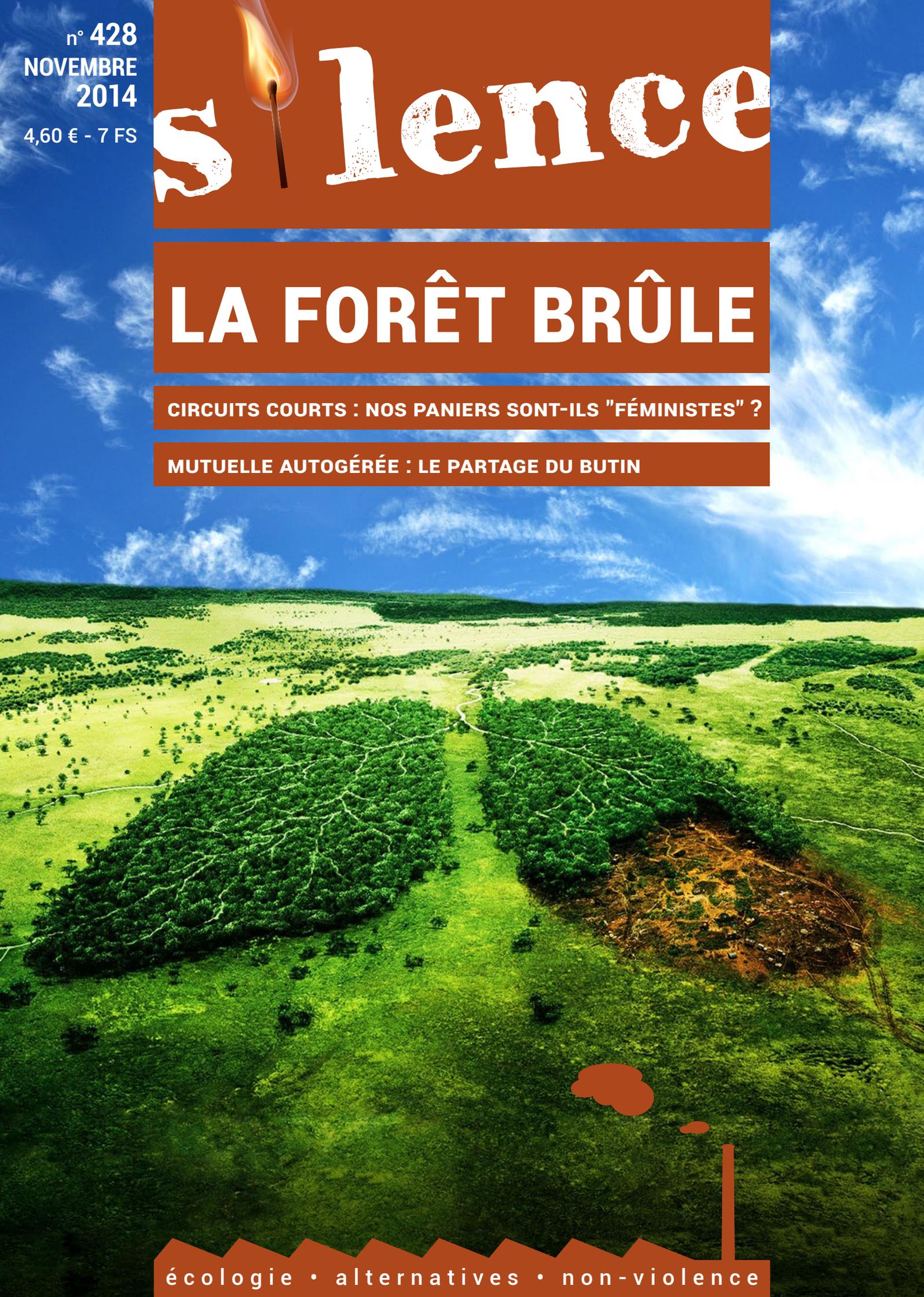


silence

LA FORÊT BRÛLE

CIRCUITS COURTS : NOS PANIERS SONT-ILS "FÉMINISTES" ?

MUTUELLE AUTOGÉRÉE : LE PARTAGE DU BUTIN



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Geneviève Laferrère,

Présidente de la Fédération des Usagers de la Bicyclette

Combien de villes sont concernées et combien y a-t-il de vélos en libre-service aujourd'hui ?

Le premier libre-service vélo informatisé, déployé à l'échelle d'une ville française, est celui de Rennes en 1998. Cette opération ouvre la voie à un type de marché novateur qui va quelques années plus tard intéresser la plupart des grandes agglomérations.

En 2013, 38 agglomérations sont équipées de systèmes de vélos en libre-service de tailles très différentes (8 vélos à assistance électrique à Montbéliard, 23 000 Vélib' à Paris),

soit au total 46 000 vélos. On identifie principalement 3 modes de gestion et d'exploitation : marché public couplé à l'installation de mobilier urbain (Lyon, Paris, Dijon...) ou pas (Toulouse, Orléans), délégation de service public concernant les vélos en libre-service seuls (Strasbourg, Vannes) ou l'ensemble des transports urbains (Bordeaux, Lille...), plus rarement en régie (La Rochelle, Saint-Étienne, Belfort).

Quels sont les impacts en termes d'usages du vélo dans ces villes ? Est-ce significatif en termes de pollution ? D'amélioration de la santé ? D'effet d'entraînement ? D'aménagements urbains spécifiques ?

L'impact principal est de démythifier l'usage du vélo : il ne requiert pas de qualités sportives particulières, se pratique à tous âges et améliore la sécurité routière par un effet modérateur sur les vitesses des autres usagers. Un déplacement en vélos en libre-service génère souvent plus de 4 déplacements en vélo personnel. Sa part dans les déplacements reste actuellement trop faible pour qu'un impact significatif sur la pollution soit détecté (le vélos en libre-service est en hyper centre ville, la pollution émane des roclades et des pénétrantes) mais, combiné à la mesure de restriction de circulation instaurée lors du récent pic de pollution, il a montré toute son efficacité. Une étude de l'observatoire de santé francilien (2012) étendue à la France entière (2013) montre

que les gains en termes de santé sont plus de 20 fois supérieurs aux risques encourus. Il ne suffit pas d'installer un système de vélos en libre-service pour qu'il soit utilisé : un ensemble de facteurs contribue à sa réussite parmi lesquels, en premier lieu, la contrainte qui pèse (ou pas) sur l'usage de l'automobile, la densité et l'implantation judicieuse des stations, les aménagements cyclables dans les points de conflits (ou pas), la communication... Entre 2010 et 2012, le linéaire de voiries aménagées a augmenté en France métropolitaine de 19%, principalement dans les centres-villes et sous forme de pistes ou bandes cyclables : effet positif mais si les points « durs » subsistent, la pratique reste limitée dans une zone d'hyper centre ville.

Nombre de ces services en "libre" service ont une contrepartie dans la publicité (contrats avec JC Decaux, Clear Channel...). Quels sont les exemples de ce type d'impact négatif ?

Ce service rendu à la société a un coût, tout comme les transports urbains, coût majoré par les dégradations et le vandalisme. La fourchette de prix de revient par vélo et par an (investissement et fonctionnement) est entre 1300 à 3400 € pour un prix de vélo moyen de 750 €. C'est un impact non négligeable quel que soit le mode d'exploitation ! L'augmentation d'emplacements publicitaires (dans les premiers marchés entre 2005/2009), l'occupation de l'espace public par les stations surtout si elles sont implantées hors voirie pour ne pas pénaliser le stationnement automobile, des transferts des modes de déplacement de la marche et du Transport en commun vers le vélo au lieu d'un transfert voiture-vélo, peuvent être des effets collatéraux négatifs.

Pour un particulier, l'attractivité des vélos en libre-service repose sur le fait que sont résolus, de facto, ses problèmes de stationnement au domicile comme sur son lieu de travail

et de l'entretien du vélo... Une politique de stationnement, de soutien à la création d'ateliers de réparation, de location longue durée, de développement de l'apprentissage du vélo pour mieux éviter les pièges de la circulation (visibilité, angles morts...) permet de démultiplier les effets du système et de mieux cibler les usages : faciliter l'intermodalité (un vélo perso + un train + un vélo en libre-service), offrir aux visiteurs de passage et aux touristes un moyen souple de découvrir la ville... L'exemple des agglomérations de Strasbourg, Bordeaux, Grenoble avec un panel d'offres de services non limitées aux vélos en libre-service montre la voie. En conclusion, le système est un bon déclencheur mais si on ne l'alimente pas en parallèle par des services dédiés aux cyclistes et des contraintes sur l'usage de la voiture, il reste inutilisé : Aix-en-Provence en a fait le triste constat.

Pour en savoir plus :

Fiche vélo 25 "les vélos en libre service", novembre 2012, CEREMA
Fiche vélo du rapport 2014 de la CCTN (commission des comptes transport de la Nation)

Fédération française des Usagers de la Bicyclette, 12, rue des Bouchers - 67000 Strasbourg - Tél : 03 88 75 71 90 - www.fubicy.org

LES RICHES FRANÇAIS DÉTIENDRAIENT 17 MILLIARDS D'EUROS EN BELGIQUE



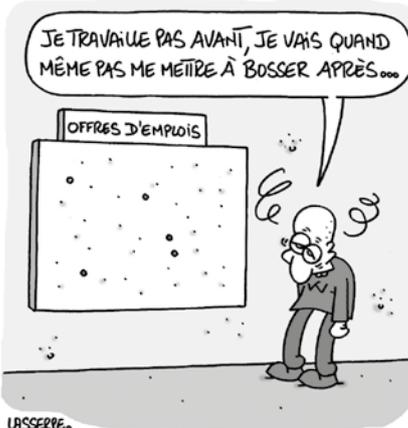
LA CHASSE AUX FRAUDEURS



NICOLAS SARKOZY VA FAIRE APPEL AUX DONS



RÉTRAITES : LES FRANÇAIS NE VEULENT PAS TRAVAILER APRÈS 62 ANS



■ DOSSIER

La forêt brûle

**5 Centrales au bois :
halte à la biomascarade !**

Nicholas Bell

**9 E.ON,
menaces en Cévennes**

Laurent Carbonel

**12 Pour une gestion
écologiquement
responsable
et socialement
solidaire !**

Anne Berthet

■ CHRONIQUES

14 Pour poursuivre sur le chemin de la musique verte (M. Scrive)

16 Marche pour le climat : succès à Paris,
triomphe à New York (B. Binctin)

17 BD : Les crêpes (S. Moizie)

20 "La situation est globalement sous contrôle" (M. Douillet)

24 Le Pacifique et l'interdiction des armes nucléaires (B. Barrillot)

25 Pascal Canfin - Une participation au gouvernement bien
transparente (T. Noirot)

■ ARTICLES

32 Circuits courts :
nos paniers sont-ils
"féministes" ? Agnès Terrieux

34 Révoltée, Sylvie la nou-
nou a créé un syndicat

Emilie Lay

36 Internet fait exploser la
consommation électrique

Francis Vergier

37 Le surprésentéisme,
un fléau méconnu

Guillaume Gamblin

38 Le partage du butin

Eva Thiébaud

40 Les femmes, meilleures
actrices de la résolution
des conflits armés

Guillaume Gamblin

48 Des français...
Identités, territoires
de l'intime

Denis Rouvre



■ BRÈVES

- 14 Alternatives • 18 Environnement • 19 Climat
20 Nucléaire • 21 Énergies • 22 Vélo(rution)
23 Femmes, hommes, etc. • 24 Paix • 25 Nord/
Sud • 26 Politique • 27 Société • 28 Agri-bio
28 Décroissance • 29 OGM • 29 Annonces
30 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 20 ET 21 NOVEMBRE !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 18 et 19 décembre, 22 et 23 janvier, 19 et 20 février**

■ OFFREZ UN CADEAU QUI A DU SENS !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an. Si vous désirez que vos amis reçoivent le numéro de

Prochain dossier :
Que vivent nos 75 langues régionales !



janvier qui arrive dans les boîtes aux lettres à partir du 23 décembre, il faut nous envoyer leurs coordonnées et le règlement avant le **10 décembre**.

■ NOUVEAUX RELAIS LOCAUX

En Mayenne, vous pouvez prendre contact avec Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél : 02 43 01 21 03.
En Lorraine, avec Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél : 03 54 00 60 20.

■ RÉSEAUX DES RELAIS LOCAUX

Un réseau de relais se développe localement et participe à la vie associative et militante autour de chez eux en représentant la revue (pour en savoir plus voir p.47). Merci de nous communiquer vos coordonnées (papier, téléphone et courriel si possible) si vous êtes d'accord pour que nous les transmettions au relais local le plus proche de chez vous. Pour ce faire, appelez-nous, envoyez-nous un mot. *Silence c'est aussi vous !*

ÉDITORIAL

Les bûches qui nous attendent

Avec ce dossier "la forêt brûle", il ne s'agit pas de critiquer l'usage du bois comme énergie — le poêle à bois dans le logement bien isolé est excellent — mais d'alerter sur une dérive industrielle lancée depuis quelques années, qui à l'aide de chaufferies géantes, crée un déséquilibre aussi bien dans le secteur de l'énergie que dans la gestion de nos forêts.

Des particuliers, des communes ou des syndicats communaux ont une démarche cohérente liant le recours au bois-énergie local à la réduction des dépenses énergétiques et l'isolation des bâtiments pour globalement diminuer notre consommation. Au contraire, ces projets de chaufferies sont pensés pour fournir toujours plus d'énergie, dans une société où rien ne semble envisageable sans consommer toujours plus.

Nous rejoignons ici les problématiques de l'investissement industriel dans les implantations offshore d'éoliennes ou de la spéculation qui s'observe autour des champs de photopiles. Cette dérive est coordonnée par un "programme de transition énergétique" gouvernemental où les lobbies ont soigneusement, au fil des années, gommé tout ce qui irait vers une diminution de leurs profits.

Il semble que nous ayons du mal à nous sortir de la pensée dominante. Nous sommes fascinés par le toujours plus, y compris dans l'usage des énergies renouvelables (1).

Pourtant, répétons-le,

- 1) la seule énergie qui ne pollue pas est celle que l'on ne consomme pas.
- 2) l'énergie sert souvent à faire fonctionner des appareils qui détruisent la planète.

Michel Bernard ■

(1) Même l'excellente association *Energie partagée*, qui anime des projets citoyens, a bien du mal à soutenir des projets d'économie d'énergie ! En septembre 2014, elle soutient 18 projets dans le photovoltaïque, 12 projets dans l'éolien, 5 projets dans la biomasse, 1 projet dans la microhydraulique, aucun dans le solaire thermique... et un seul projet d'économie d'énergie !



Campagne WWF "Before it's too late" (Avant qu'il ne soit trop tard)



Coupe de bois (Canada)



Centrale Thermique de Gardanne



Mécanisation de l'abattage



Chargement des grumes



Oliver Reisinger

◀ Centrale thermique de Gardanne dans les Bouches-du-Rhône

Centrales au bois : halte à la biomascarade !

Le bois, une énergie renouvelable ? Oui, mais dans certaines limites. Les projets actuels de centrales thermiques au bois risquent de provoquer un épuisement rapide de la ressource bois-énergie. Le cas de l'entreprise allemande E.ON de reconversion de la centrale électrique à charbon à Gardanne, près de Marseille, est le plus contestable (1).

C'EST EN OCTOBRE 2011 QUE LA ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, et le ministre de l'Industrie, Eric Besson, ont approuvé quinze projets de mégacentrales qui brûleront de la biomasse.

La centrale E.ON, la plus importante, aura besoin d'environ 900 000 tonnes de bois par an, dont la grande majorité sous forme d'arbres coupés afin d'être brûlés pour produire de l'électricité. Le projet étant prévu sans cogénération — couplage de productions d'électricité et de chaleur — le rendement ne dépassera guère 30 %. Ce qui signifie que 70 % des arbres ne serviront qu'à chauffer le ciel et polluer la région.

Pendant les dix premières années de fonctionnement, la moitié du bois sera importée, sans doute du Canada. C'est grâce à des rapports détaillés, publiés par des associations britanniques, canadiennes et américaines, que nous avons commencé à mesurer l'échelle de la catastrophe (2).

Le projet d'E.ON à Gardanne fait partie d'un nombre considérable de conversions "charbon vers biomasse" en Europe. Au Royaume-Uni, où les centrales à charbon sont parmi les plus polluantes d'Europe (3), plusieurs centrales à charbon qui ne respectaient pas les exigences de la Directive européenne sur les grandes installations de combustion (4), à cause de leurs fortes

émissions de dioxyde de soufre (SO₂), ont été ou seront converties à la biomasse. Les transformations déjà autorisées au Royaume-Uni auront besoin de plus de 50 millions de tonnes de bois par an, soit plus de cinq fois la production annuelle des forêts du pays (5).

Les conversions "charbon vers biomasse" sont au cœur de la politique britannique sur les énergies renouvelables. Il est donc évident que les autorités britanniques et les industriels du secteur comptent sur des importations massives de bois, en général sous forme de pellets (6).

PILLAGE EN AMÉRIQUE DU NORD

Nicolas Mainville, directeur de Greenpeace Québec, a écrit sur son blog : "J'étais de passage en Europe la semaine dernière, entre autres pour rencontrer des représentants et députés du Parlement européen. Objectif : tenter de faire changer les politiques énergétiques européennes qui encouragent (et même subventionnent) la combustion de bois pour remplacer le charbon dans les grandes centrales thermiques. Les forêts européennes ne pouvant suffire à la demande grandissante des géants énergétiques (GDF-Suez, RWE, DRAX, Vattenfal, E.ON, etc.), ces grands producteurs d'électricité ont de plus en plus recours au bois des forêts canadiennes et américaines. Utilisant initialement des

(1) Voir "Ca brûle pour la forêt", *Archipel* n° 220 (novembre 2013) et "Contre le délire d'E.ON", *Archipel* n° 223 (février 2014).

(2) Jean-François Davaut, de l'association Adret-Morvan, a fait un travail de synthèse très utile : "Biomasse énergie : réalité de la situation", fondé sur des rapports de Biofuelwatch, Manomet Center, Partnership for Policy Integrity, Energy Justice, Nobiomass (Australie). La synthèse est disponible sur le site sosforet.usud.wordpress.com

(3) "Why was the world's biggest biomass power station closed down – and what does this mean for forests?", publié le 25 septembre 2013 par le blog de la Global Forest Coalition (GFC)

(4) Directive 2001/80/EC

(5) A ce chiffre, il faut ajouter le besoin de plusieurs douzaines de centrales neuves conçues dès le départ pour la biomasse. Ce qui donnerait, selon certaines estimations, le chiffre total de neuf fois la production annuelle.

(6) Les pellets, ou granulés bois, sont des combustibles issus du compactage des sous-produits de la transformation du bois comme la sciure ; à ne pas confondre avec les plaquettes, qui sont constituées de bois broyé ou déchiqueté. Avec l'augmentation de la demande pour des pellets, des entreprises américaines ont commencé à transformer des arbres entiers en sciure pour, ensuite, transformer celle-ci en pellets.

➤ La CGT-ONF s'inquiète de la surexploitation des forêts...



sciures et des résidus industriels, les producteurs de granulés canadiens doivent maintenant se tourner vers la forêt pour suffire à la demande.

(...) Le Port de Québec a donné son aval à l'entreprise Arrimage Québec pour construire un terminal et permettre l'exportation de 75 000 tonnes de granulés annuellement à destination d'une immense centrale thermique de 4000 MW appartenant à DRAX en Angleterre. Or l'opposition de la population locale est palpable et l'acceptabilité sociale de ce projet est loin d'être acquise, sachant que Drax brûlera plus de 7 millions de tonnes de bois annuellement dès l'an prochain. Les granulés qui passeront par le Port de Québec proviennent d'arbres de la forêt ontarienne abattus et broyés par Rentech Inc., une entreprise californienne en pleine expansion dans le monde de la bioénergie. En 2011, Rentech s'est vu attribué par l'Ontario plus de 1,1 million de mètres cubes de bois annuellement en terre publique" (7).

Selon un rapport de Greenpeace Canada, "les coupes à blanc, encore majoritairement utilisées et fortement agglomérées, détruisent jusqu'à 145 000 hectares de forêt boréale par bloc de coupe" (8).

Ce pillage de la ressource est tel que 61 scientifiques américains ont écrit à la Commission européenne (9) pour s'inquiéter de cette situation, estimant que les Etats du Sud des Etats-Unis vont exporter près de 6 millions de tonnes de bois en 2015. Ils demandent à l'Union européenne de "repenser sa politique qui alimente cette demande de pellets de bois comme source de combustible pour générer de l'électricité en Europe".

"Les sociétés (10) s'implantent dans les régions forestières du monde entier. Elles achètent des forêts entières, y implantent des unités de fabrication de granulés destinés à approvisionner des centrales européennes. Autre conséquence de cette nécessaire ressource : l'émergence de la 'culture' du bois. L'idée étant de planter des forêts d'essence à croissance rapide et donc à rotation courte, de 10 à 15 ans, d'exploiter par coupe rase et de replanter. Avec comme conséquence la nécessité d'intrants pour favoriser la croissance rapide et de grandes quantités d'eau pour démarrer la pousse.

Voir par exemple E.ON en Afrique, qui achète 8000ha, quitte à exproprier les petits paysans locaux et à leur interdire l'accès à l'eau. L'Australie, qui privilégie

Plan gouvernemental de centrales à biomasse

L'idée de disposer en France de centrales de production d'électricité et de chaleur remonte à une loi de 2000 et à un décret d'application publié le 4 décembre 2002.

En 2006, suite au Grenelle de l'environnement, un premier appel d'offres est lancé par le gouvernement. Le 12 juin 2008, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, et Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, annoncent que 22 projets ont été sélectionnés, pour une puissance de 300 MW.

Le 22 janvier 2010, les mêmes ministres annoncent que le gouvernement a retenu 32 nouveaux projets pour une puissance totale de 250 MW.

En octobre 2011, 15 nouveaux projets sont acceptés pour une puissance totale de 400 MW. Celui de Gardanne (Bouches-du-Rhône) est le plus important, avec une puissance de 150 MW. C'est l'un des seuls à ne pas être couplé en cogénération.

(7) "Brûler nos forêts en Europe pour remplacer le charbon : Québec se lance dans l'exportation", blog de Nicolas Mainville du 19 novembre 2013

(8) "Alerte boréale", publié en décembre 2012 par Greenpeace Canada. www.greenpeace.ca

(9) Lettre du 30 août 2013 au commissaire européen en charge de l'énergie, M. Günther Oettinger

(10) Comme E.ON, RWE, Drax...



D.R.

◀ ... tandis que la CGT de Gardanne se mobilise pour éviter la fermeture du site

l'utilisation des déchets bois, a interdit l'utilisation du bois d'œuvre en tant que bois énergie. Pour pallier cette difficulté, certaines compagnies de production d'énergie envisagent de cultiver de grandes étendues d'eucalyptus pour fabriquer du combustible pour leur propre compte, mais aussi pour l'export à destination de... l'Europe." (11)

DES FORÊTS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉES

Dans ces plantations d'arbres à destination des centrales à biomasse, on trouvera sans doute les nouvelles espèces d'arbres génétiquement modifiés. Depuis plusieurs années, des expérimentations sont menées sur des variétés d'eucalyptus et de peuplier. En France, l'Institut national de recherche agronomique a récemment mené un projet de recherche intitulé "Taillis à très courte rotation de peupliers génétiquement modifiés pour les propriétés du bois - Evaluations agronomique et environnementale - Evaluation du bois pour la production de bioénergie" (12).

Mais selon d'autres informations, dans les centrales à charbon converties à la biomasse, il est conseillé de ne brûler que des pellets issus de feuillus à croissance lente avec un faible pourcentage d'écorce. En effet, les autres types d'arbres ont un niveau trop élevé de sels alcalins, qui corrodent les chaudières (13). Ainsi, ce n'est pas par hasard que les entreprises de production de pellets les plus performantes du Sud des Etats-Unis ciblent les forêts de feuillus. S'il est vrai que des entreprises comme Drax ont besoin d'exploiter des forêts de feuillus à croissance lente, l'impact sera immédiat, car, dans le Sud des Etats-Unis, très peu de forêts de feuillus autochtones ont survécu aux coupes rases et aux plantations de monocultures de résineux. La biodiversité de la région sera anéantie en un court laps

de temps. L'industrie dépendra ensuite de la destruction de forêts à croissance lente ailleurs, au Canada, en Russie, en Europe de l'Est...

CONCURRENCE AVEC LES AGROCARBURANTS

On pourrait penser que la perspective était déjà assez sombre, mais d'autres menaces planent sur les forêts de notre planète. Dans un entretien avec *Radio Zinzine* (14), Sylvain Angerand, des Amis de la Terre, lance un avertissement : la nouvelle génération d'agrocarburants visera surtout des arbres. Un article publié par *Energizine* (15) vient confirmer cette crainte : "En 2012, la Finlande a notifié son intention de soutenir financièrement la construction d'une unité de production d'huile de pyrolyse dans une centrale combinée chaleur et électricité existante à Joensuu". Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la politique de concurrence, a donné son feu vert à

Le poids des transports

A elle seule, la centrale de Gardanne nécessitera l'arrivée sur le site de 2500 tonnes de bois par jour, soit une centaine de camions (un camion dit 38-tonnes transporte au maximum 24,5 tonnes). Cela fait plus de 4 camions par heure, jour et nuit. Ces camions proviendront soit des zones de coupes (donc jusqu'à 400 km du site), soit du port de Marseille pour le bois importé.

Lorsque l'on dit que le bois fixe autant de carbone qu'il en émet lorsqu'on le brûle, on oublie les énormes émissions de gaz que les camions vont provoquer et qui, elles, ne seront pas compensés.

(11) Extrait de la synthèse de Jean-François Davaut.

(12) <http://presse.inra.fr/Ressources/Communiqués-de-presse/Peupliers-génétiquement-modifiés-l-INRA-souhaite-l-aboutissement-d-une-procedure-sur-des-bases-claires> (mai 2013)

(13) Extrait de l'article de la GFC (note 3). Ces précisions proviennent de données techniques fournies par l'entreprise Drax, suite à une demande de Biofuelwatch dans le cadre de la loi sur la liberté d'accès à l'information. L'article précise que ces informations concernent uniquement les centrales à biomasse qui sont le résultat de conversions de centrales à charbon. La situation est différente dans le cadre de centrales à biomasse neuves conçues dès le départ pour un fonctionnement avec de la biomasse.

(14) Ecouter "SOS Forêt à Paris", quatrième émission de la série "Entre cimes et racines" réalisée par *Radio Zinzine*, en partenariat avec le Réseau pour les alternatives forestières (RAF). www.radiozinzine.org ou sur le site du RAF : la page forêt sur www.relier.info

(15) "L'huile de pyrolyse constitue une excellente alternative au fuel lourd", publié le 11 avril 2014 sur *Energizine.com*. L'huile de pyrolyse est obtenue par un traitement thermique du bois.

► Gardanne et sa centrale électrique



la construction de cette usine. Pour lui, "l'huile de pyrolyse constitue une excellente alternative au fuel lourd. Elle peut être utilisée dans des chaudières à mazout existantes moyennant des adaptations minimales, ce qui constitue un sérieux incitant, pour les producteurs de chaleur, à se tourner vers des combustibles plus propres".

LE MYTHE DU BILAN CARBONE NEUTRE

La synthèse de Jean-François Davaut aborde deux autres aspects méconnus de cet engouement pour la biomasse industrielle : le mythe du bilan carbone neutre et la biomasse qui pollue autant que le charbon.

"La destruction des forêts et la combustion de la biomasse qui s'en suit sont l'affaire de quelques heures. Par contre, la régénération de biomasse nécessaire à la recapture du carbone émis va prendre plusieurs dizaines d'années. Il y a donc mécaniquement un 'pic carbone' qui va durer quelques dizaines d'années. La combustion de la biomasse émet, sur le moment, 51 % de CO₂ de plus que la même quantité de charbon, ce qui crée une 'dette' carbone. Il a été calculé qu'il

faut environ 40 ans pour annuler cette dette carbone supplémentaire par croissance de biomasse nouvelle, et 100 ans pour neutraliser l'émission carbone totale." (16)

"La biomasse est prônée par quasiment l'ensemble des institutions politiques et écologiques, mais il apparaît que de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer un discours simplificateur, qui va à l'encontre des objectifs affirmés. Des rapports scientifiques émanant d'organisations indépendantes, voire de collectifs de scientifiques, prouvent que les centrales à biomasse de grande capacité vont à l'opposé des résultats recherchés, à savoir un moindre impact écologique.

Brûler de la biomasse est en général plus polluant que brûler du charbon, sauf en ce qui concerne le dioxyde de soufre. Des données de centrales en activité indiquent que la biomasse émet 98 % de la quantité d'oxyde d'azote d'un volume équivalent de charbon bitumineux, 51 % de plus de CO₂ et un niveau global comparable de particules, sauf que la biomasse émet davantage de particules fines. Les dioxines – particules chimiques les plus toxiques – sont émises en quantité 7 fois supérieure que par combustion du charbon. Pour compléter ce tableau, il faut noter que le pouvoir énergétique de la biomasse est environ deux fois plus faible que celui du charbon : il faut donc environ 2 tonnes de biomasse pour obtenir l'équivalent énergétique d'une tonne de charbon.

Ce qui amène à questionner les politiques publiques mises en place pour favoriser l'émergence des énergies renouvelables, ou plutôt de certaines catégories d'entre elles. L'un de ces rapports a servi à la Cour fédérale américaine pour annuler des lois mettant en place des subventions et des avantages fiscaux pour la production d'électricité à partir de la biomasse bois. De plus en plus de projets sont contestés, y compris par des organismes d'Etat chargés d'éclairer les décideurs politiques." (17)

On ne peut donc que lancer un appel massif "Halte à la biomascarade", ce qui ne met aucunement en question des petites chaufferies à biomasse adaptées à la ressource locale.

Du bon usage du bois

Le bois peut être un excellent combustible s'il est accompagné de mesures adéquates : circuits courts, utilisation dans des installations performantes, couplage avec une politique d'isolation. Particulièrement efficace pour la chaleur, il peut aussi être valorisé en cogénération électricité-chaleur. A l'opposé du projet de Gardanne.

Au niveau individuel, une mesure efficace pour économiser le bois est de remplacer une cheminée à foyer ouvert (dont seulement 10 à 20 % de la chaleur produite est récupérée) par un insert, un poêle à bois ou un poêle de masse, dont les rendements peuvent dépasser 80 %. Il faut accompagner cela d'une isolation du logement qui peut faire baisser de manière très importante les besoins en chaleur...

(16) Note de la rédaction : A comparer avec le taux de renouvellement du charbon, qui est de l'ordre de 300 à 500 millions d'années !

(17) Par exemple, le Vermont Public Service Board a refusé les certificats pour la centrale de North Springfield, dans l'Etat du Vermont.

Nicholas Bell,

Réseau pour les alternatives forestières,
Collectif SOS Forêt du Sud
nicholas.bell@gmx.net ■



◀ Coupe rase mécanisée d'une forêt

E.ON, menaces en Cévennes

Avec son projet de centrale à biomasse de Gardanne, le groupe E.ON veut exploiter les forêts du Gard, de Lozère et d'Ardèche. Le volume est tel qu'il faudra une exploitation intensive et mécanisée.

L'ÉTAT A ACCORDÉ SON AIDE AU GROUPE E.ON sur ce projet de centrale à biomasse, sous la condition impérative qu'il développe les filières bois régionales dans un périmètre de 400 kilomètres (1). E.ON avance que la centrale de Gardanne consommera principalement des déchets verts, des résidus de plans de défense de la forêt contre les incendies (DFCI), et des bois inutilisables à d'autres fins.

En vérité, le bois de coupe issu de l'exploitation forestière représente plus de 80 % du combustible biomasse, et le groupe a besoin d'aller en chercher en forêt. Au démarrage, 50 % de la ressource forestière nécessaire sera issue de bois venant de l'étranger ; les 50 % restants, soit 420 000 tonnes, seront mobilisés principalement en Provence (Montagne de Lure) et dans les Cévennes. A l'horizon 2025, la ressource en bois, soit 850 000 tonnes, devra être locale à 100 % (2).

LES CÉVENNES OFFERTES AUX GROS ENGINS MÉCANIQUES

Dans ces deux principales zones d'approvisionnement prioritaires de bois forestiers, E.ON a choisi le territoire cévenol (Nord-Gard, Sud-Lozère, Sud-Ardèche) où la richesse et la diversité apparente des paysages et de la forêt cachent un énorme potentiel de ressource de bois, actuellement inutilisé.

Lors d'une réunion d'information à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) en 2013, le groupe a évoqué son intérêt pour les châtaigneraies cévenoles.

Quiconque s'est intéressé un tant soit peu aux filières bois-énergie sait que, pour mobiliser du bois en forêt, il faut adapter son exploitation à un procédé industriel. Ce ne sera pas une armée de bûcherons qui se collera à la tâche, tronçonneuses à la main, mais plutôt des têtes abatteuses, des débusqueurs et toute une batterie d'engins permettant de couper et sortir du bois des massifs forestiers, rapidement et à moindre coût. Aussi, en observant les deux principales essences présentes dans les massifs cévenols (pin maritime et châtaignier), on comprend rapidement que le pin maritime est mieux "calibré" pour s'adapter à une exploitation utilisant ces machines : la châtaigneraie, à l'abandon, présente le plus souvent de vieux sujets tordus avec de nombreuses branches charpentières de gros calibre partant en tous sens, alors que le pin maritime a un port relativement droit, avec un houppier haut et des branches régulières le long du tronc.

TOUCHER LES ÉLUS AU CŒUR AVEC LE CHÂTAIGNIER

Stratégie d'E.ON pour les Cévennes : toucher les élus au cœur en leur parlant du châtaignier (certains

(1) Cela représente un arc de cercle qui va de la frontière espagnole, au niveau de l'Ariège, au Massif central, en passant par Foix, Toulouse, Clermont-Ferrand, Macon et la totalité des Alpes françaises.

(2) Source : <https://www.lenergieenquestions.fr/gardanne-une-centrale-charbon-convertit-a-la-biomasse/>



◀ Chargement de bois

➤ Troncs flottants
(Canada)

➤➤ Coupe rase
(Oregon)

croient d'ailleurs que grâce à E.ON, la châtaigneraie cévenole retrouvera une nouvelle vie) ; ou bien, leur proposer de les débarrasser du pin maritime (espèce envahissante majoritaire qui a contribué au déclin de la châtaigneraie, appauvrit le sol et accroît les risques d'incendie).

C'est sans doute pour ces raisons qu'une majorité des élus des Cévennes, contrairement à ceux de l'autre zone d'approvisionnement, en Provence, a cosigné en août 2013 un appel à initiative avec E.ON afin d'inciter les professionnels de la filière bois locale à s'équiper, en proposant un appui à la recherche de financements pour du matériel spécifique à ce type d'exploitation : araignées, débusqueur, pont mobile, têtes abatteuses...

MÉGAPROJET ET PRÉSERVATION DU TERRITOIRE : LE PARADOXE

Depuis 2006, les élus cévenols ont œuvré pour la forêt, ses débouchés bois d'œuvre et bois énergie, par la rédaction de chartes forestières de territoire, la mise en place de filières bois énergie locales, et l'étude de valorisation du pin maritime. Dans toutes les études et réflexions menées (SCOT, charte du Parc national des Cévennes, charte forestière, schéma de développement touristique...), on vante la qualité de ces forêts et paysages encore préservés, et on exprime le souci de les sauvegarder via une politique de développement respectueuse. Le syndicat mixte Pays Cévennes (120 communes) a localement mis en place une filière bois énergie ; d'un côté, les collectivités du territoire sont équipées de chaufferies à bois automatiques, de l'autre, quatre plateformes de stockage et de déchiquetage ont été créées sur le territoire, et une déchiqueteuse a été acquise.

Pourquoi une large consultation des acteurs du territoire a-t-elle eu lieu lors de la rédaction de ces chartes forestières, alors que pour le projet

E.ON, seules quelques réunions ont été organisées par le groupe ou, parfois par quelques élus "convaincus" ?

Pourquoi les organismes censés représenter les propriétaires forestiers et gérer la forêt cévenole (Syndicat des propriétaires, CRPF, ONF...) se transforment-ils en véritables promoteurs du projet ? Serait-ce un aveu d'échec de la politique forestière en Cévennes ? Serait-ce par naïveté, en pensant qu'E.ON s'intéresse de manière objective au territoire ?

UN PROJET MENÉ DANS LA PLUS GRANDE DISCRÉTION

Depuis le dépôt initial de demande d'autorisation de conversion de la centrale de Gardanne à la biomasse, fin 2011, et la réunion de Saint-Hippolyte-du-Fort, il n'y eu ni consultation ni échange pour les habitants et les professionnels. Certains élus ne connaissent même pas le contenu du projet.

Tout dossier de cette envergure requiert la prise en compte de l'évaluation des effets environnementaux directs et indirects, inhérents à ce type d'exploitation. On n'a mené aucune étude d'impact sur les paysages et la biodiversité dans les zones concernées. Rien dans le dossier d'E.ON...

Y a-t-il une stratégie de gestion durable des coupes ? Des propositions de replantation après coupe ?

QUELS IMPACTS ?

Malgré l'absence d'étude et vu les volumes envisagés, on peut aisément imaginer les atteintes aux massifs forestiers. Sans compter que légalement, E.ON peut, de manière directe ou indirecte, traiter avec les propriétaires forestiers pour exploiter leurs parcelles. Seule obligation



D.R.



facilement contournable : ne pas effectuer de coupes à blanc sur plus de 4 ha. Autre point : il n'existe aucun impératif de reboisement après les coupes, ce qui laissera la place à un semis naturel de résineux sans entretien, ce qui augmentera considérablement le risque d'incendie et appauvrira encore un peu plus les sols, lessivés et mis à nu par les coupes rases.

L'impact sur les paysages sera également important. On peut déjà voir, dans le nord du Gard et le sud de l'Ardèche, le résultat de ce type d'exploitation. Voilà cinq ans, le pin maritime ne valait rien, ses uniques débouchés étant l'usine de pâte à papier de Tarascon ou la fabrication de palettes (3) ; aujourd'hui, certains exploitants offrent jusqu'à 8 €/m³ sur pied pour alimenter notamment les chaufferies à bois de la ferme aux crocodiles de Pierrelatte.

Quant à la dégradation des infrastructures, E.ON ne propose aucun financement pour l'entretien et la rénovation des pistes de DFCI et des voiries secondaires, qui restent à la charge des collectivités locales. Des frais d'entretien qui augmenteront avec la circulation régulière d'engins lourds...

JOUER SUR L'IMAGE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR DÉTRUIRE LA FORÊT

En résumé, ce projet profite de la mode des énergies renouvelables et repose sur une exploitation industrielle de la forêt, malgré cet affichage durable. De nombreuses questions restent en suspens : l'entretien du réseau routier et des chemins forestiers à la charge des collectivités locales et des domaines privés ; la concurrence avec des filières locales (bois énergie, valorisation du pin maritime, bois de construction...) ; le patrimoine (dégradation du petit patrimoine bâti, ponts, sites remarquables)... Sans compter

SOS forêt France

Ce collectif s'engage pour contribuer à élaborer et faire adopter une autre vision de la gestion forestière et de la filière bois, qui optimise les apports sociaux, écologiques et économiques des forêts à court et long terme, pour le bien de tous, aujourd'hui et demain. Il est né en 2011 en Lorraine de la rencontre entre syndicats de l'Office national des forêts, préoccupés par l'évolution des directives nationales et associations de protection de la nature ; il a pris une dimension nationale en 2013. Il s'est notamment investi pour modifier les articles forestiers de la loi d'Avenir, par des propositions d'amendements et une pétition rassemblant 50 000 signatures. Il regroupe des organisations nationales (Amis de la Terre, France Nature Environnement...) et des collectifs locaux comme SOS forêt Cévennes ou SOS forêt du Sud

■ <http://www.sosforet.org/> (site actualisé) et <http://sosforets.wordpress.com/> (site initial).

les diverses pollutions, qu'elles soient chimiques (terre et eau) ; physiques (érosion du sol) ; environnementales (coupes rases, création de pistes d'accès, transport du bois...).

Afin de préserver nos paysages et les intérêts des habitants des Cévennes, un collectif de citoyens est né, regroupant des associations et particuliers du Gard, de Lozère et d'Ardèche : *SOS forêt Cévennes*... Une mobilisation nécessaire, car, cerise sur le gâteau, le dossier d'enquête publique nous apprend qu'au niveau juridique, E.ON n'a aucune obligation de mise à jour ni d'adaptation des déclarations prévisionnelles de son projet.

Par Laurent Carbonel,
collectif SOS Forêt Cévennes ■

■ Collectif SOS forêt Cévennes,
Association Cèze et Ganière,
ceze.et.ganiere@gmail.com

(3) L'entreprise qui vient chercher le bois ne paie pas le propriétaire.



Pour une gestion écologiquement responsable et socialement solidaire !

La question de la surexploitation du bois énergie inquiète de nombreux acteurs de la filière bois, aujourd'hui regroupés au sein du Réseau pour les alternatives forestières.

EN SEPTEMBRE 2008, GAËTAN DU BUS DE Warnaffe, ingénieur forestier indépendant et docteur en écologie, propose à l'association Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en milieu rural (RELIER) d'évaluer l'intérêt d'un travail de réseau sur les alternatives forestières. Gestionnaire forestier depuis seize ans, il connaît la nécessité d'une sylviculture plus respectueuse et son potentiel en matière d'emploi, d'autonomie locale et de transmission des savoir-faire. Face au sentiment que la société est prête à écouter les échos de la forêt, il organise avec RELIER une première journée de rencontre sur ce thème à Saint-Affrique (Aveyron) en octobre 2008.

Le chantier est lancé, mobilisant les acteurs concernés pour travailler ensemble à la définition des enjeux de la gestion forestière, au repérage et à la valorisation d'expériences alternatives exemplaires, à l'émergence de solutions et d'outils méthodologiques permettant de dépasser les obstacles et de favoriser la coopération entre acteurs. Plus de 300 personnes ont répondu présent. Les professionnels de la forêt et du bois représentent plus de la moitié du réseau. La diversité des membres est à l'image de celle des projets alternatifs. Ils agissent à des niveaux variés de la filière, sont porteurs de visions complémentaires de la forêt et partagent le souci de l'avenir de la forêt en France.

FAVORISER L'ÉMERGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT DES ALTERNATIVES FORESTIÈRES

La recherche-action du RAF regroupe schématiquement trois volets intimement liés autour d'une vision de société : un premier volet technique (sylvicole et artisanal) qui tend à respecter les écosystèmes en favorisant la diversité et la continuité, plutôt que la monoculture et la rupture. Et ce, tout en préservant les habitats et microhabitats riches et rares (vieux arbres, bois mort, tourbières...) et en optimisant la valorisation locale des bois de pays dans leur diversité.

Le deuxième axe de travail, économique, vise à bâtir des microfilières, à valoriser intelligemment la diversité des ressources (bois, champignons, plantes médicinales, fourrages, faune...), et à établir une répartition équitable des ressources économiques entre tous les acteurs en présence.

Le dernier volet, qui concerne l'humain et le social, prévoit de travailler à la transparence économique dans les relations professionnelles, de coopérer plutôt que se concurrencer, de développer les échanges entre les maillons de la filière (propriétaires, forestiers, scieurs, constructeurs, artisans, consommateurs de bois énergie...). Il s'agit aussi d'impliquer la population (achat collectif de foncier, AMAP bois), de développer les savoir-faire.



RÉSISTANCE, INNOVATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

De 2008 à 2010, les premiers membres du réseau ont écouté les problèmes et les souffrances rencontrés par les acteurs de la forêt et du bois et, plus largement, par celles et ceux qui ne se retrouvent plus dans une gestion de plus en plus industrielle, à court terme, mécanisée, simplifiée, concentrée, artificialisée... Ce travail de recueil d'informations, de rencontres, a également permis d'identifier des résistants et des créatifs car l'innovation existe, en matière forestière.

La charte du RAF, adoptée en 2011, a permis de bien identifier le cœur d'action de la structure : le partage d'expériences, la sylviculture douce, le dialogue, l'achat responsable, l'humilité, l'observation et les modes d'intervention les plus adaptés, l'ancrage territorial... Onze points définissent le positionnement adopté par l'association dans la filière bois-forêt (1).

Aujourd'hui, le réseau a monté sa propre association et quitte progressivement le giron bienveillant de RELIER pour s'affirmer dans sa propre identité, à la fois militante et force de propositions alternatives.

LES ALTERNATIVES DE DEMAIN

Le réseau s'est donné pour objectif de repérer, relier et encourager les acteurs, professionnels ou non, qui s'engagent dans cette recherche de cohérence entre leurs valeurs, leur métier et leurs aspirations personnelles. Il s'agit d'ouvrir un vrai débat sans tabou sur la gestion forestière dans la société civile, et de sortir enfin de l'opposition entre écologie et économie.

Afin de caractériser les alternatives forestières, Pascale Laussel, avec l'aide des membres actifs du RAF, a réalisé des enquêtes auprès de dix acteurs non conventionnels de la forêt et du

bois. Les résultats ont inspiré un livre rappelant les enjeux forestiers actuels : *Vivre avec la forêt et le bois – portraits d'acteurs engagés*.

Le changement de mentalité et de comportement en forêt passe évidemment par la formation. Au fil des ans, le RAF a noué un partenariat solide avec le centre de formation pour adultes de Digne-Carnejane (Alpes-de-Haute-Provence). En 2014, la formation de quatre mois d'éco-gestionnaire forestier récoltant de bois organisé en 2011 et 2013 va ainsi devenir en 2014 un brevet professionnel d'un an. Cette formation innovante, à laquelle le RAF participe activement, pose les bases d'un nouveau métier alliant les compétences du bûcheron et du gestionnaire forestier dit "doux".

RETIRER LES FORÊTS DU MARCHÉ SPÉCULATIF

Le réseau mène également une réflexion sur l'accès au foncier forestier en s'inspirant du modèle *Terre de Liens* (2) pour allier épargne citoyenne et dons. Une manière d'acquérir collectivement des forêts pour les protéger, les retirer du marché spéculatif, porter le débat sur la question de la gestion et installer des paysans forestiers.

L'équipe du RAF apporte au jour le jour son soutien, des outils, des références pour que toutes celles et ceux qui aspirent à un autre modèle se rassemblent, échangent et portent la voix de l'innovation forestière, une innovation à la fois sociale, solidaire et écologique.

Anne Berthet

Chargée de mission forêts

RELIER-RAF ■

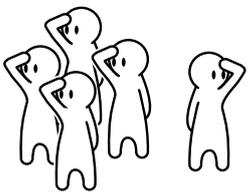
Pour en savoir plus :

■ Série de 14 émissions par Radio Zinzine : www.reseau-relier.org
Entre-cimes-et-racines-Emissions

■ Contacts : Réseau alternatives forestières, 1, rue Michelet 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 49 58 67, www.alternativesforestieres.org, contact@alternativesforestieres.org

(1) www.reseau-relier.org/La-chartre-du-RAF

(2) Sur Terre de Liens, voir *Silence* n°396 ou www.terredeliens.org



Alternatives

» CHRONIQUE : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

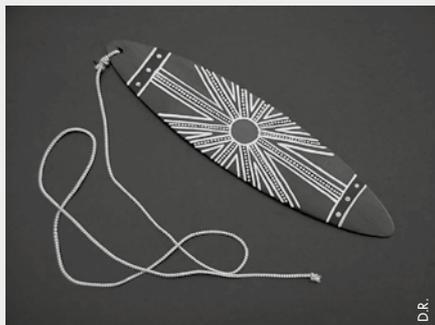
Pour poursuivre sur le chemin de la musique verte

J'avais déjà abordé une première fois ce sujet en mars 2013. En voici un prolongement en deux articles (ce mois-ci et dans le numéro de janvier), qui j'espère vous donnera envie de partir vous promener dans la nature, de ramasser des végétaux pour vous amuser et de "brûler"...

Le Rhombe est une planchette de bois d'environ 20 centimètres de long, 5 à 6 centimètres de large et une épaisseur entre 0,5 et 1 centimètre. Le Rhombe peut aussi être fabriqué avec un morceau d'écorce.

Le bout de bois est attaché au bout d'une ficelle, que l'on fait tourner dans l'air avec un mouvement circulaire. Cela produit un son de grondement et de vent assez mystérieux. La planchette est souvent taillée sur le bord comme une lame. Elle peut avoir une forme arrondie, dentée ou sculptée...

Les bergers l'utilisaient pour communiquer et éloigner les animaux prédateurs de leurs troupeaux. Des versions préhistoriques en os ont été retrouvées. On a découvert cet instrument sonore chez les aborigènes en Australie, en Afrique, en Amazonie et en Sibérie... Il est parfois associé à des cérémonies.



Il existe une variante appelée le "viou-viou", que l'on peut faire dans une section de canne de Provence ou de Renouée du Japon. Prenez une section fermée des deux côtés, faites une fente de deux ou trois millimètres de large dans le sens de la longueur et fixez une ficelle en faisant un petit trou à une extrémité, qui devra ensuite être bloquée par un nœud. Vous faites tourner votre "viou-viou" comme un rhombe, le son sera, cette fois, aigu comme un sifflement.

Avec les tiges creuses (sureau, roseau, bambou, renouée...), il est également possible d'élaborer un sifflet avec une tige de 10 à 15 centimètres. Il faut prévoir le trou de sortie de l'air (un rectangle ou un biseau) vers 1,5 centimètres de l'embout et un morceau de bois en biseau qui fasse un effet d'entonnoir entre l'endroit où l'on souffle et le rectangle de sortie d'air.

En mettant votre sifflet dans l'eau et en soufflant fort, vous obtiendrez le chant du rossignol, que

l'on peut aussi faire avec une anche en folle avoine, mise dans une cavité en terre remplie d'eau. Le sureau ou la canne de Provence peuvent aussi servir à faire des flûtes ou des clarinettes avec une anche au bout et des trous à des longueurs précises.



Le jeu de la pipée : ce jeu était à l'origine une technique de chasse, devenue ensuite un jeu d'enfant. Il vous faudra un bout de branche de noisetier (ou un autre bois tendre et droit) de 4 ou 5 cm de long et entre 1 et 2 cm de diamètre.

Vous fendez votre morceau en deux dans le sens de la longueur au milieu. Vous limez une rigole de 1 à 2 millimètres de profondeur à l'intérieur de chaque demi baguette, avec une marge préservée au bout. A la fin, vous pouvez passer le papier de verre pour aplanir le bois.

Les anciens mettaient une lamelle d'écorce dans le sens de la longueur, au milieu de la rigole. Avec un morceau de caoutchouc (exemple : une rondelle de chambre à air tendu), vous arriverez au même résultat. Selon la tension du caoutchouc servant d'anche sonore, vous n'obtenez pas le même son (cri du paon, de la buse, de la chouette...). Deux élastiques sur les côtés permettent de maintenir les trois pièces ensemble sous tension. Pour faire un chant d'oiseau, le son s'obtient en soufflant dans la rigole. A vous ensuite de varier votre souffle pour reproduire le chant.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

Références

- *L'atelier Nature, petit guide de la lutherie en herbe* - Tinaig Clodoré-Tissot - Editions Lugdivine - 2014
- *Jouets Rustiques* - Daniel Descombs - Editions Ostal Del Libre - 2001

» Médias

♦ **Jef Klak**. Association Marabout, 30, avenue Mathurin Moreau, 75019 Paris, <http://jefklak.org>. Cette nouvelle revue de 304 pages mais aussi avec des contenus sonores sur CD et d'autres sur internet, est un bel objet en couleur et en grand format. Semestrielle, elle prétend parler de critique sociale et d'expériences littéraires. Dans ce numéro, un dossier très vaste sur tout ce qui tourne autour de la magie : capitalisme sorcier, mythes technologiques, religions... La presse en Algérie, Unabomber, les drones sont l'objet d'articles, à côté de variations poétiques ou philosophiques, etc. A noter : sur 8 pages sont reproduits et traduits les tracts qui ont servi sur la place Tahrir en Egypte de guides tactiques de l'action non-violente durant les révoltes de 2011. Au final, un objet éclectique d'une impressionnante richesse.

♦ **Timult**, 15, rue Jacquet, 38100 Grenoble, timult@riseup.net. Dans le huitième numéro de cette excellente revue féministe radicale et maquettée avec style, un témoignage sur le sexisme dans une ressourcerie, une réflexion sur les traitements psychiatriques, une controverse sur la dérive réactionnaire de certains groupes anti-technologiques, un dialogue sur l'asexualité,...



» Kokopelli

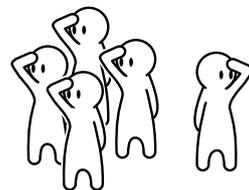
Semi-victoire judiciaire contre Graines Baumaux

L'association de diffusion de semences végétales *Kokopelli* est en procès depuis de nombreuses années contre l'entreprise *Graines Baumaux* qui l'a attaquée pour concurrence déloyale en raison de sa diffusion de semences végétales non-enregistrées dans le Catalogue officiel des semences. La Cour d'Appel de Nancy a statué le 9 septembre 2014, en rejetant cette accusation. Son verdict est ambigu puisqu'il conclut que *Kokopelli* commet des actes illicites par la

vente de variétés non inscrites au Catalogue officiel, mais que ces agissements ne sont pas générateurs de concurrence faussée vis-à-vis de *Graines Baumaux*. C'est en tout cas la levée d'une épée de Damoclès judiciaire sur l'association promotrice de la biodiversité cultivée et de la liberté d'échange des semences.

Kokopelli, 22 Cap de Lourm, 09290 Le Mas d'Azil, tél : 05 61 67 69 87, www.kokopelli-semences.fr.





» Drôme

Batotopie

Batotopie est un projet d'installation de six personnes âgées de 24 à 32 ans autour d'activités de maraîchage (Annabel et Maxime), de paysan-boulangier (Nicolas F.) d'apiculture (Nicolas T.), complétées par une activité socio-culturelle proche de l'éducation populaire (Pascale et Anne). Le groupe s'est constitué en 2011 lors d'un compagnonnage REPAS (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires). Pour mettre en place ce projet collectif, ils ont passé chacun un Brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole, ils ont testé les différentes actualités en allant en renfort sur des exploitations agricoles et dans des festivals. Ils ont pris contact avec la Confédération paysanne et Terre de Liens pour la recherche de foncier. Trois struc-

tures ont vu le jour : une SAS, société par actions simplifiées, qui a pour but d'acheter le foncier (en lien ou non avec Terres de Liens), un GAEC, Groupement agricole d'exploitation en commun qui sera locataire et l'association Batotopie qui garantit l'éthique du lieu, assure la communication, collecte les dons et les aides, et propose différentes activités de soutien. Un travail de sensibilisation est fait dans la région de Romans, la Drôme des collines, pour tisser des liens avec le voisinage et les inciter à participer au projet.

♦ **Batotopie**, 40, route des Collines, 26750 Geysans, tél : 04 75 45 96 55, <http://batotopie.org>

♦ **Réseau Repas**, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80, www.reseautrepeas.free.fr



Faire marcher son ordinateur en pédalant ?

C'est le défi qu'a relevé *Pedal Power* ("le pouvoir de la pédale"), une entreprise new-yorkaise qui a lancé un vélo-bureau : le système de pédales est relié à un générateur avec, en guise de guidon, un plateau doté d'une alimentation électrique à laquelle on peut brancher son ordinateur ou tout autre appareil électrique qui consomme relativement peu d'énergie. Il est encore un peu bruyant et ses inventeurs travaillent à le rendre plus discret. Ses plans sont en libre accès, mais le vélo-bureau est aussi en vente (encore cher) pour les non-bricoleurs. (Source : *Reporterre*, 19 septembre 2014)

» Allemagne

Give box, des boîtes à dons dans l'espace public

En errant à travers Münster (charmante ville allemande), j'ai aperçu une étagère dont le contenu hétéroclite et les couleurs ont attiré mon regard. A priori, le concept de *Give box* (boîte à dons) est né à Berlin. Le principe : une étagère/boîte faite (et décorée) maison est installée dans la rue, et ceux qui le souhaitent peuvent déposer des affaires dont ils ne se servent plus : livres, bijoux, objets de décoration ou du quotidien, vêtements. Qui veut vient y trouver son bonheur. Une feuille est là pour préciser quelques éléments de base quant au fonctionnement, comme par exemple le fait de retirer ce que l'on a déposé si cela est toujours là après deux semaines (afin que la boîte à dons ne se transforme pas en "dépotoir"), ou encore de ne pas prendre d'affaires pour les revendre ensuite !

Un système chouette lorsque l'on a des choses en pleine forme que l'on n'utilise plus, que l'on ne veut ni laisser sommeiller dans un placard, ni jeter.

Ce principe permet donc de donner "à l'aveuglette", en sortant (un moment du moins) de notre système monétaire. En outre, on a le sentiment que dans ce cadre le niveau économique passe au second plan : on peut donner et se servir, que nos finances soient plutôt modestes ou qu'elles ne soient pas un sujet de préoccupation. Une façon ainsi de permettre que notre appartenance à l'espèce humaine prime les diverses catégories par lesquelles on peut être identifié tout au long de notre existence (écho à l'ouvrage *Les identités meurtrières* d'Amin Maalouf).

Sophie Fallot



» Alpes de Haute-Provence

La librairie Regain

La librairie indépendante Regain, située à Reillanne, s'ancre dans une identité culturelle basée sur le choix, l'engagement et l'accueil. Elle donne une large place aux poésies et à des éditeurs confidentiels. Le gérant Antoine Prohom multiplie les actions en jetant des ponts entre musique et littérature, fête et poésie. Dans cette démarche il associe son bar *Le Café du Cours* pour mener des soirées à thème "lâcher de mots", des concerts, des rencontres, des projections.

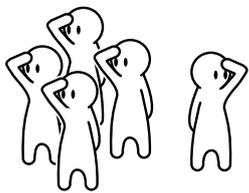
Librairie Regain, place de la libération, 04110 Reillanne, tél : 04 92 75 30 84 ou 06 87 22 38 59.

» Sarthe

Tannage écologique et parchemin

Anne-Marie et Jean-Pierre Nicolini sont artisans tanneurs depuis 1979. Ils réalisent des parchemins bios sans machine. Ils proposent aussi des stages de tannage écologique de peaux de mouton. Pour développer cette pratique, ils se proposent de diffuser du produit de tannage à base d'éléments naturels en petites quantités alors qu'il ne se vend actuellement que par 100 kg à des professionnels. Ils sont les auteurs du livre illustré *Le parchemin, fabrication et utilisations* (éditions *L'insulaire*, 2004, 26 € port compris). Ils dénoncent la politique de la Bibliothèque Nationale de France qui achète du parchemin produit au Maroc transformé à l'aide de formol dans des conditions sanitaires dangereuses.

Anne-Marie et Jean-Pierre Nicolini, 72240 Cures, tél. : 06 76 59 12 56, <http://acheterduparchemin.fr>.



Marche pour le climat : succès à Paris, triomphe à New York

La marche pour le climat a connu un vif succès dans les nombreuses villes du monde où elle s'est déroulée le 21 septembre 2014. A Paris, plus de dix mille personnes se sont retrouvées pour rappeler que le changement climatique est l'enjeu politique prioritaire pour l'humanité, à deux jours du sommet 2014 de l'ONU sur le climat.



Cette manifestation était présentée comme "le plus grand rassemblement citoyen jamais organisé sur l'enjeu climatique". Batacadas, déguisements, banderoles : le cortège a défilé dans une ambiance détendue, jeune et familiale, pour exprimer sa préoccupation du changement climatique. Ils étaient nombreux à scander en chœur les slogans : "Changer de climat, on n'en veut pas", "Le pétrole, c'est tabou, on en viendra tous à bout"...

Des non-militants descendus dans la rue

Dans la foule, beaucoup reconnaissent faire leurs premières manifestations. Pour James, qui porte son fils Arthur, trois ans et demi, sur ses épaules, cela fait "plus de quinze ans qu'on n'avait pas participé à une manifestation pédestre". L'action de marche est un geste d'engagement ponctuel ; la plupart refusent d'ailleurs l'étiquette de "militants".

Cette mobilisation des non-militants témoigne du succès de la manifestation. Jouer sur une perception nouvelle de la gravité de la situation et la sortir des seules sphères politiques : c'était un parti pris, depuis le début, par Avaaz (1), coordinateur de l'événement et dont l'objet est d'animer des campagnes de mobilisation internationale sur internet : "Cette marche doit être un signal fort de la société civile à l'égard de ses dirigeants. C'est d'autant plus vrai en France, où le gouvernement doit prendre le leadership sur le climat en vue de la COP 21 à Paris en décembre 2015", explique Marie Yared, chargée de campagne pour Avaaz.

Dépolitiser le débat ?

Dépolitiser le débat : serait-ce la clé de la réussite dans la lutte contre le changement climatique ? "C'est ce qui a tué l'écologie, ce paradoxe d'un enjeu universel qu'on a réduit à un enjeu partisan, nous répond Nicolas Hulot. C'est un sujet qui doit dépasser tous les courants. C'est un sujet humaniste, qui ne peut donc pas se réduire à un parti".

Au milieu du bain de foule, Jean-Luc Mélenchon répond à Reporterre qu'il ne partage pas cet avis : "Il ne faut sûrement pas dépolitiser le débat, ce serait une erreur terrible. C'est une question fondamentalement politique : comment peut-on expliquer la stupidité des superstructures politiques devant le changement climatique autrement que par la pression des intérêts privés ?". Pour autant, il admet qu'il faut "sortir

le sujet du contexte partidair, c'est le meilleur moyen de faire avancer la cause". Les partis politiques étaient d'ailleurs loin d'être absents de la manifestation.

Faire du climat un enjeu incontournable

A plus d'un an de l'échéance de la conférence COP 21 (2) qui aura lieu près de Paris en décembre 2015, la manifestation du 21 septembre 2014 se voulait une première étape.

Combien de participants à Paris ? 5000 selon la préfecture de police, jusqu'à 25 000 selon certains observateurs. A New-York, ce sont environ 300 000 personnes qui sont descendues dans la rue, du jamais vu sur le thème du changement climatique. A Londres ils étaient 40 000, 30 000 à Melbourne, 10 000 à Berlin, 5000 à Rio de Janeiro, 3000 à Montréal, 800 à Genève...

Barnabé Binctin,
pour www.reporterre.net

(1) Organisation plusieurs fois critiquée par *Silence* pour son opacité et ses origines douteuses. (voir *Silence* n°405 p. 25, n°409 p. 25 et ci-dessous).

(2) Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du 30 novembre au 11 décembre 2015. Echéance cruciale devant aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C.

Avaaz abuse des militants

Mi-juillet 2014, l'organisation non-clairement identifiée Avaaz a lancé une campagne de levée de fonds pour mettre en place une supposée "banque mondiale des semences" qui permettrait de contrer Monsanto.

L'association Kokopelli avait déjà protesté contre une précédente campagne : Avaaz prétendait alors collecter des fonds pour les soutenir, mais sans leur avoir rien demandé.

Intrigué par cette nouvelle campagne, Kokopelli a essayé d'en savoir un peu plus. Avaaz prétend dans son texte que "une coalition de 20 groupes et personnalités de l'agriculture durable tels que le Center for Food Safety et l'activiste Vandana Shiva sont prêts à lancer le projet". Kokopelli a contacté Vandana Shiva en Inde qui a nié avoir été contactée pour cela. Elle a officiellement protesté contre l'utilisation de son nom et de sa notoriété sur son site *SeedFreedom*. Kokopelli a fait le tour des organisations européennes qui travaillent sur ce thème : personne n'était au courant. Quant à l'organisation américaine *Center for Food Safety*, la seule identifiable, elle parle de "malentendu"... ce dont doute Kokopelli quand il s'agit de lancer un appel en 17 langues à plusieurs millions de personnes.

Kokopelli relève qu'il n'existe aucun site internet relatif au projet évoqué ; que les "fermiers" et "organisations" partenaires ne sont pas nommés ; que les éventuels fournisseurs et bénéficiaires des semences ne sont pas identifiés ; que les actions projetées ne tiennent aucun compte des contraintes réglementaires...

Interrogé, Avaaz ne donne aucun chiffre sur le montant collecté, mais annonce avoir reçu 55 000 dons. 55 000 personnes abusées ?

Pour en savoir plus : Association Kokopelli, 22, Cap de Lourm, 09290 Le Mas d'Azil, tél : 05 61 67 69 87, www.kokopelli-semences.fr

» Rhône

La clinique de l'écran plat

Après 25 ans comme technicien d'une grande marque de l'électronique, Philippe Gibert s'est mis à son compte pour restaurer les écrans de télévision et lutter contre l'obsolescence programmée. Selon l'Ademe, 44 % des appareils électriques en panne sont réparés, un taux qui tombe à 20 % après la fin de la garantie. Philippe Gibert explique que la panne provient du choix de pièces volontairement de mauvaise qualité et de stocks de rechange limités. Pour faire ses interventions, ils récupèrent les pièces sur les appareils cassés, ou sur internet... et arrive ainsi à ranimer environ 90 % des écrans qu'on lui soumet, pour un prix qui varie de 30 à 250 €. *La clinique de l'écran plat, Le haut de Lafay, 69610 Saint-Genis-l'Argentière, tél : 04 74 72 20 69, <http://lacliniquedelecreecranplat.com>* (source : Village, automne 2014)

Imbroglia des langues

Le traité de Lisbonne qui régit le fonctionnement de l'Union européenne indique que tout citoyen a "le droit de s'adresser aux institutions et aux organes consultatifs de l'Union dans l'une des langues des traités et de recevoir une réponse dans la même langue".

Il y a officiellement 24 langues officielles au sein de l'Union européenne. Cela signifie qu'il faut prévoir, si l'on veut rester en démocratie, la possibilité de traduire de 552 manières (24 x 23) différentes ! Et d'autres langues demandent leur reconnaissance : accepter par exemple le catalan parlé par plus de 6 millions de personnes) augmenterait le nombre de traduction de 48 !

Cette inflation exponentielle entraîne, dans les faits, que seul l'anglais permet d'avoir accès à l'ensemble des documents. Selon une étude au sein de l'institution, en 2007, 73 % des textes soumis aux services de traduction (7000 salariés) sont arrivés en anglais, 12 % en Français, 2 % en Allemand, le reste dans les autres langues.

L'exemple du programme Erasmus, programme d'échange pour les étudiants au sein de l'Union, en est une caricature : pour y avoir droit, vous devez remplir sur internet des documents formulés uniquement en anglais... sinon vous êtes sans doute considéré comme un mauvais étudiant. Alors que le programme Erasmus dispose d'un budget de 2 milliards d'euros, il n'accepte donc pas de dialogue en dehors de l'anglais ?

Ce n'est sans doute pas un hasard. Que ce soit à l'Institut des Études politiques de Paris ou à HEC, de plus en plus de grandes écoles donnent des cours en anglais... et parfois même uniquement en anglais. C'est officiellement illégal, mais aucun de nos dirigeants ne réagit, estimant l'anglais comme langue internationale...

Ainsi, progressivement, les classes dirigeantes de demain échangeront de plus en plus en anglais, alors que les autres continueront à parler leur patois local, le français pour nous. Si l'on raisonne sur le plan économique, c'est sans doute la meilleure solution... mais si l'on veut raisonner sur le plan culturel, il en est tout autrement. Presque plus personne ne sait lire aujourd'hui Frédéric Mistral (qui écrivait en occitan), il est pourtant mort il y a seulement un siècle. Le risque est que demain plus personne ne sache lire Victor Hugo.

Y a-t-il une voie possible entre traduire dans toute les langues et ne communiquer qu'en anglais ? Est-il possible d'adopter au niveau européen une langue d'échange, en maintenant en parallèle les langues nationales ou régionales. Avec 25 langues, il n'y aurait plus que 25 possibilités de traduction et donc une économie financière majeure au niveau de l'Union européenne et une égalité devant cette langue 'extérieure' à tous.

Différentes pistes sont envisagées comme l'utilisation d'une langue construite à partir d'une fusion entre le latin et l'espagnol ; ou encore un "anglais international" ou l'espéranto déjà parlé par 1 à 3 millions d'Européens...

» Rhône

Naissance d'une Cigales

Les Cigales sont des Club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire. Un groupe de particuliers se réunit avec des créateurs (ou développeurs) d'entreprises locales, accompagne leurs projets, et décide collégialement d'une participation à leur capital. Chaque membre possède une voix quel que soit le montant de son épargne (entre 8

et 450 euros par mois). Les sommes investies permettent d'enclencher un effet de levier auprès d'autres financeurs, qui sont ainsi confortés sur la viabilité du projet, soutenus pendant cinq ans par les "cigaliers". Tel est donc Cigaluire : un club de finance citoyenne directe, en création à Caluire, issu de membres de Caluire Écologie, le groupe NEF, Négawatt, Colibris... *Contact pour les internautes : cigaluire@yahoo.com.*



Les bonnes recettes à l'huile d'Olive, qui fait bien la cuisine!



Les CRÊPES

INGRÉDIENTS, pour 12 crêpes environ :

- ♥ Farine bise²et³ : 300 grs.
- ♥ Sel : 1 cuil. à café.
- ♥ Eufs : 2.
- ♥ POUR LA GARNITURE³ : Sucre roux, Confitures, Miel, Crème de marrons, etc.
- ♥ Huile d'olive³ : 1 cuil. à café.
- ♥ Eau : 5 verres.

1 - Dans une terrine, mettez la farine et le sel. Cassez-y les œufs et mélangez avec une cuiller en bois.

2 - Lorsque vous obtenez une pâte lisse, incorporez peu à peu le lait froid et une noix de beurre juste fondue.



¹ La gastronomie, pas la pièce à vivre !
² Demie-complète, contenant des fibres.
³ Biologique, sans OGM ni pesticide.
⁴ <http://www.principes-de-sante.com/article/traitements-retrouver-eau-vraiment-potable.html>
⁵ http://www.youtube.com/watch?v=Xltd_13Y6Zg
⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Eau_du_robinet



Climat

» Etats-Unis

Niveau de vie non négociable !

En 1992, Georges Bush avait annoncé la couleur : "le mode de vie américain n'est pas négociable". Même si aujourd'hui Obama est sur des positions plus intéressantes, il a annoncé dès le début du sommet de l'ONU à New-York que les Etats-Unis ne prendraient aucune mesure contraignante... car la Constitution précise qu'un engagement de ce type doit être validé par les deux tiers du Sénat... lequel n'est pas sur des positions pro-climat. Déjà en 1997, le protocole de Kyoto avait été signé par les Etats-Unis, mais jamais ratifié, par opposition des parlementaires.

» Chine

Fin du charbon sale

CLIMAT : HAUSSE RECORD DES ÉMISSIONS DE CO2



Ils n'ont rien compris !

Le 21 septembre 2014, plus de 580 000 personnes ont manifesté dans le monde en faveur de mesures concrètes pour sauver le climat. Une immense marche s'est tenue à New-York. Au milieu des 300 000 personnes, de nombreuses personnalités avec notamment pour la France, trois ministres, Laurent Fabius, Ségolène Royal et Annick Girardin. Prendre l'avion pour aller manifester pour le climat à l'autre bout du monde ! Il fallait y penser !



Centrale thermique près de Beijing

La Chine, dont 70 % de l'énergie provient du charbon, a annoncé le 16 septembre 2014 qu'à partir du 1er janvier 2015, le charbon contenant plus de 3 % de soufre ou produisant plus de 40 % de cendres, ne sera plus autorisé dans les centrales thermiques. Le gouvernement a aussi annoncé la fermeture de 50 000 installations de petite taille qui seront remplacées par des unités de plus grande envergure et disposant des méthodes les moins polluantes. Plus que le souci du climat, il s'agit pour la direction du pays de limiter la colère montante de la population face à des taux de pollution de l'air particulièrement catastrophique dans les grandes villes.

Davantage de "réfugiés climatiques" que de déplacés par les guerres



En 2013, les catastrophes naturelles ont provoqué le déplacement de 21,9 millions de personnes dans le monde, selon l'Observatoire des situations de déplacement interne. C'est trois fois plus que le nombre de déplacés pour causes de conflits armés et ce chiffre est en augmentation constante. Ce sont l'Asie (19 millions de déplacés) puis l'Afrique qui sont les plus touchés.

SORTIR DU CADRE

IMAGES MOVEMENTÉES
LE FESTIVAL DE
CINÉMA D'ATTAC

18-23 nov.
2014

au cinéma La Clef
21, rue de la clef
75005 Paris

Toutes les informations sur le site :
<http://imagesmouvementees.fr>

Echange publicitaire



Nucléaire

» Catastrophe de Fukushima

"La situation est globalement sous contrôle" !

La nouvelle ministre de l'Industrie Yuko Obuchi qui a comme première mission de convaincre l'opinion publique de la nécessité de redémarrer les réacteurs nucléaires a rendu visite le 7 septembre 2014 aux travailleurs de Fukushima. Elle a pu découvrir leurs pénibles conditions de travail et le directeur de la centrale ne lui a rien caché des difficultés de recrutement devenues préoccupantes au plus haut point sur le site. Ceci n'a pas empêché la ministre de reprendre à l'attention des journalistes l'antienne gouvernementale : "la situation est globalement sous contrôle".

Voici quelques exemples des stratégies de contrôle de l'État, aidé par son entreprise nationale :

Achat d'élus : Officiellement, la région de Fukushima va verser 110 millions d'euros et l'État 620 millions d'euros aux deux communes qui acceptent de recevoir les déchets radioactifs.

Protection de la vie privée : Dans une conférence de presse, TEPCO a clarifié les rumeurs sur l'évacuation en urgence d'un salarié par hélicoptère le 6 septembre dernier.

- 1— il n'y a aucune preuve d'un lien entre les doses reçues et la maladie de cette personne
- 2— L'entreprise ne communiquera ni le nom de la maladie, ni l'âge du salarié parce que cela relève de sa vie privée
- 3— Si d'autres travailleurs tombent malades et meurent, aucun détail ne sera fourni sur les maladies ou les causes de leur mort.

Censure et plus : Le journaliste Peter Barakan annonce qu'il arrête à la fin du mois de septembre, son émission "Barakan morning", estimant qu'il n'a plus de liberté de parole. Après 2013, il a dû promettre de ne plus parler du nucléaire au moins jusqu'aux élections du

printemps 2014. Depuis, dès qu'il a annoncé qu'il reprenait le sujet, il a subi des pressions.

Un directeur d'une chaîne de télévision qui avait réalisé des reportages sur les cancers de la thyroïde et les coulisses de l'industrie nucléaire

a été retrouvé mort. La police a conclu à un suicide... mais sur sa page Facebook, celui-ci avait écrit : "si je meurs pensez à un crime".

Cependant, les mesures autoritaires ne résolvent pas les problèmes :

Lors d'un colloque organisé par l'Atomic Society of Japan, un intervenant de l'IRID (International Research Institute for Nuclear Decommissioning) a présenté une étude estimant que dans le réacteur n° 1, le corium (cœur en fusion) avait non seulement percé depuis le début les parois du cœur,

mais maintenant aussi la première enceinte de confinement en béton et serait en train de faire fondre les fondations du réacteur. Il est possible que les réacteurs 2 et 3 se trouvent dans une situation analogue...

Problèmes qui s'aggravent, dirait-on :

Publication des prélèvements effectués dans les puits de contrôle (autre genre de contrôle).

Mai 2014 : cela atteint 690 000 Bq/l alors que la limite pour les rejets en mer est de 5 Bq/l.

15 sept : record de contamination dans un puits : 720 000 Bq/l.

22 sept : record de contamination dans un puits : 790 000 Bq/l.

Comme on le constate, tout est sous contrôle !

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net



Yuko Obuchi

» Grande-Bretagne

Le contrat scandaleux entre EDF et le gouvernement

Pour se lancer dans la construction d'un réacteur EPR en Grande-Bretagne, EDF a négocié avec le gouvernement un contrat qui lui garantit le prix de rachat de l'électricité. Ce prix garanti est de 115 € par MWh ! Cela a provoqué de multiples critiques de la part des spécialistes qui font remarquer que ce prix est d'ores et déjà plus élevé que le prix de l'électricité d'origine éolienne. Ils ajoutent qu'en plus, du fait de l'arrivée des renouvelables, on s'attendait à une baisse du prix de l'électricité. L'agence de notation Moody's a ainsi montré que sur le plan européen, les prix ont déjà baissé de 40 % en trois ans du fait de la surproduction actuelle et estime qu'ils devraient se stabiliser dans les années à venir autour de 32 € le MWh. Les recours au niveau européen se multiplient contre l'accord jugé totalement incohérent avec la libre concurrence.

» Vallée du Rhône

Nouvelle chaîne humaine

A l'occasion du 4^e anniversaire de l'accident du début de la catastrophe de Fukushima, une nouvelle chaîne humaine est organisée dans la vallée du Rhône entre Tricastin et Marcoule, le samedi 14 mars 2015. Si l'affluence le permet, elle se prolongera en direction du site de Cadarache (134 km, ce qui supposerait la mobilisation de 65 000 personnes). Il s'agit de demander l'arrêt des subventions nationales, européennes et autres pour les projets de surgénérateur Astrid à Marcoule et de réacteur de fusion ITER à Cadarache ainsi que l'arrêt des réacteurs du Tricastin qui ont dépassé l'âge de trente ans. Des chaînes de préparation seront organisées dans le quart sud-est de la France pendant l'automne et l'hiver (Valence le 20 septembre sur le Champ de mars, Aix-en-Provence, le 29 novembre, sur le cours Mirabeau, Marseille, le 31 janvier sur le Quai des Belges (Vieux port)... Programme sur : www.chaînehumaine.fr ou par téléphone au 07 77 20 27 71.

» Bugey

Jusqu'en 2022 ?

Les réacteurs nucléaires de la centrale de Bugey (Ain, à 30 km à l'est de Lyon) sont les plus vieux en fonctionnement après ceux de Fessenheim. Alors que le rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire, ASN, rendu public le 20 juin 2014, signale de nombreux indices de vieillissement des bâtiments, celle-ci a quand même annoncé la prolongation de l'autorisation de fonctionnement du réacteur n°5 jusqu'en 2022. Le réacteur aura alors 43 ans... alors qu'il a été conçu pour une durée de vie de 25 à 30 ans. Dans le rapport de l'ASN, il est signalé que l'enceinte de confinement présente un taux de fuite qui augmente de manière sensible et nécessitera un contrôle en 2016 (il n'est pas réparable). L'année 2013 a totalisé 71 incidents dont 12 de niveau 1. Le premier semestre 2014 en totalise 28 dont 7 de niveau 1. A noter que cette autorisation intervient avec 3 ans de retard... et que donc le réacteur n°5 a fonctionné pendant ce temps hors réglementation. *Sortir du nucléaire Bugey, 28, impasse des Bonnes, 01360 Loyettes, tél : 06 27 01 51 14.*

» Fessenheim

Conséquences de la fermeture sur l'emploi

L'INSEE a publié, mi-juillet 2014, une étude sur l'évolution de l'emploi en cas de fermeture des deux réacteurs de Fessenheim. Cela représente 1850 équivalents temps plein dont 850 salariés d'EDF. Les autres sont des emplois de sous-traitance, mais aussi de services, de commerces... Au total, en considérant les familles, 5000 personnes sont concernées.

L'arrêt signifie-t-il chômage ? L'exemple de la fermeture de la centrale électrique au charbon de 1986 à Strasbourg a montré que la plupart des 450 salariés sont soit partis en pré-retraite soit ont été déplacés... à la centrale de Fessenheim. Il est probable que cette fois, on assiste au même glissement au sein d'EDF en direction du secteur énergies renouvelables, lequel embauche régulièrement. Des études menées en Nord-Pas-de-Calais et Grand Ouest montrent que le potentiel des renouvelables et de l'isolation dans le bâtiment sera énorme dans les années à venir. L'Alsace pourrait donc engager une démarche de reclassement dans ces secteurs.

Les postes les plus spécialisés devraient être déplacés sur d'autres sites nucléaires, EDF étant en manque de personnels pour de nombreuses activités de maintenance.

L'étude de l'INSEE montre que seuls 16 % des salariés de la centrale habitent la commune, 24 % dans le canton... alors que 44 % habitent à Colmar et Mulhouse. Les possibilités de reconversion dans ces deux villes sont plus importantes que sur place. A l'arrivée, selon Stop-Fessenheim, l'arrêt de la centrale est avant tout un choix politique, peu une question sociale.

Eolien

♦ **Gigantisme.** Le fabricant Vestas teste depuis début juillet 2014, au nord de l'Allemagne, un modèle de 8 MW. Les pales de 82 m de long fonctionnent à partir d'un vent de 15 km/h. Conçue pour l'offshore (en mer), cette éolienne a été pensée pour remplacer les modèles existants moins puissants, évitant ainsi de refaire les installations électriques et les soubassements.



♦ **Incendie.** Lorsque le rotor des éoliennes dysfonctionne, le plus souvent par défaut de lubrifiant, cela peut provoquer des échauffements et des incendies. Selon une étude du ministère de l'énergie britannique, entre 1995 et 2012, soit 17 années, 1328 pannes ont été recensées dans le monde dont 200 incendies. Ceci pour un total actuel de 225 000 machines. Avec 8 éoliennes qui ont pris feu, Jeumont industrie (groupe Areva) est dans le peloton de tête des machines défaillantes.

Renouvelables en Europe

♦ **Allemagne : une région 100 % renouvelables.** Le land de Schleswig-Holstein, situé le long de la frontière danoise a annoncé qu'en 2014, il aura produit 100 % de son électricité avec des sources renouvelables. Il annonce un objectif de 300 % pour exporter dans les années à venir.

♦ **Allemagne : record pour les renouvelables.** Le dimanche 11 mai 2014, les énergies renouvelables ont couvert 74 % des besoins en électricité du pays. Au premier trimestre 2014, elles ont fourni 27 % de l'électricité.

♦ **Pays-Bas : financement participatif record.** Le financement collectif des éoliennes ou des parcs solaires aux Pays-Bas est une pratique courante... contrairement à la France. Et parfois, cela va très vite : début octobre 2013, pour financer une éolienne de 2 MW, un appel a été lancé via une plate-forme spécialisée Windcentrale créée en 2010 à Amsterdam. Il s'agissait de collecter la somme de 1,3 million d'euros. Chaque souscripteur bénéficie alors de 500 kWh par part et par an à un tarif préférentiel (la consommation moyenne d'un foyer aux Pays-Bas est de 3500 kWh). Il n'a fallu que 13 heures pour collecter la somme !

Fausse comparaisons entre le solaire et le nucléaire

De nombreuses comparaisons entre les prix de l'énergie photovoltaïque et l'énergie nucléaire sont faussées, ont dénoncé début septembre 2014 plusieurs instituts allemands indépendants travaillant pour le compte du Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie : les données internationales parlent d'un prix moyen des installations pour le solaire comme pour le nucléaire... alors que le prix du solaire dégringole et celui du nucléaire grimpe. Si on prend les centrales nucléaires les plus récentes, l'EPR en construction en France, le coût de vente du MWh produit est estimé autour de 100 €... alors que la moyenne sur l'ensemble des réacteurs est de l'ordre de 30 €. A l'inverse, la moyenne pour le solaire est encore de 32 € alors que certains nouveaux contrats se négocient à 7 €. Autant dire que le photovoltaïque produit une électricité aujourd'hui jusqu'à 10 fois moins chère que le nucléaire !

Gaz de schistes

♦ **Nicolas Sarkozy, le retour.** Le déjà candidat pour sauver la France l'a annoncé le 25 septembre 2014 : "Je ne peux pas accepter que les Etats-Unis soient devenus du point de vue de l'énergie indépendants grâce au gaz de schiste et que la France ne puisse pas profiter de cette nouvelle énergie alors que le chômage ravage tant de nos territoires et tant de nos familles, c'est inacceptable". Et les médias de titrer sur son prétendu "revirement". Faut-il rappeler que si c'est sous sa présidence qu'une interdiction a été prise, en juillet 2011, contre la fracturation hydraulique, ce n'est que parce qu'il a voulu calmer une opposition très virulente sur le terrain.

♦ **Ségolène Royal, le véto.** En réponse à Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal a répondu le 29 septembre 2014 : "Tant que je serai ministre de l'Écologie, il n'y aura pas de gaz de schiste et pas d'investigation sur le gaz de schiste" (...) "pas question à un moment où on a des ressources publiques rares d'investir dans des filières aléatoires et spéculatives" (...) "Les experts américains en reviennent. Il y a beaucoup de dégâts environnementaux, ensuite le coût s'est révélé beaucoup plus important que prévu [...]. On commence à voir aux États-Unis des friches industrielles scandaleuses, avec des riverains effarés, des poches de pauvreté et des poches de chômage [sur les sites d'exploitation abandonnés]".

Dix ans d'ouverture à la concurrence

Après dix ans d'ouverture à la concurrence, au premier juillet 2014, EDF conservait encore 92 % du marché de l'électricité et GDF, 74 % du marché du gaz (85 % chez les particuliers).

Ségolène Royal veut des bâtiments à énergie positive

Accompagnée de représentants de l'Union sociale de l'habitat (qui rassemble 757 organismes HLM), Ségolène Royal a visité le 12 septembre 2014, un immeuble social construit en 2013 à Paris et qui est à énergie positive. La ministre a argumenté son accélération prévue dans la loi sur la transition énergétique disant aux représentants du secteur social : "si certains y arrivent, pourquoi pas tout le monde ?".

L'immeuble en question, dans le 11^e arrondissement, dispose de 17 logements. Construit en bois et béton, avec puits de lumière, isolation renforcée, 127 m² de capteurs photovoltaïques, il dispose d'une chaudière gaz de puissance modeste de 45 kW (utilisée normalement en logement individuel). Les locataires ont des charges de chauffage et d'eau chaude divisées par 3 par rapport aux standards actuels. Le bâtiment a coûté 3,2 millions d'euros soit 10 % de plus que le coût moyen des HLM construits actuellement.



Côté rue



Côté cour

Baudouin-Bergeron Architectes

Baudouin-Bergeron Architectes



Vélo(rution)

» Lyon

Tunnel accidentogène



D.R.

De gauche à droite : la piste cyclable, le trottoir et le couloir de bus

Depuis décembre 2013, Lyon dispose d'un tunnel "mode doux" qui permet aux cyclistes, piétons et bus de passer sous la colline de la Croix-Rousse. Le couloir de bus est bien isolé par un muret et donc ne pose pas de problème (sauf les odeurs de gaz d'échappement), par contre la proximité entre le trottoir central et la piste cyclable est à l'origine de nombreux accidents, parfois graves (une personne paraplégique). Du fait de sa longueur (1,8 km), seulement 4000 piétons par jour passent par ce tunnel (soit 200 par heure), la plupart sont des touristes attirés par la communication de la ville à propos des projections sur les murs. Les cyclistes qui utilisent le tunnel pour des raisons de transports critiquent ces installations lumineuses : lorsqu'elles démarrent, l'éclairage du tunnel est fortement diminué, les gens s'arrêtent n'importe où, cycliste et piétons, et les coups de freins sont nombreux. Plutôt que d'arrêter ces animations, la ville de Lyon a choisi... de mettre un radar pour les vélos, limitant la vitesse à 25 km/h ! Conclusion d'un article sur internet : "si vous voulez faire passer le vélo pour un mode dangereux, créez un aménagement cyclable merdique, mélangez les piétons et les vélos puis éteignez la lumière !".

» Plan de mobilité

Un livre blanc pour aller plus loin

Le *Comité de promotion du vélo*, collectif d'organisations d'usagers, a réalisé un livre blanc pour contribuer au *Plan d'actions des mobilités actives* (PAMA) engagé par l'Etat. Il préconise entre autres une modification du statut du vélo au niveau du code de la route, avec un aménagement du régime des infractions, la création d'espaces mixtes piétons/vélos en sorties d'agglomération où les piétons sont plus rares, l'apprentissage obligatoire du vélo à l'école à l'image de la natation, l'introduction de modules sur la prise en compte des cyclistes dans l'examen du permis de conduire, etc. *Comité de promotion du vélo*, 12, rue Louis-Bertrand, 94200 Ivry-sur-Seine, www.comite-promotion-velo.fr.

Devenez éducateur mobilité à vélo

La Fédération des associations d'usagers de la bicyclette, avec plusieurs autres fédérations, a mis en place une formation d'Educateur mobilité à vélo destinée à des personnes qui veulent créer des vélo-écoles. Elle a complété cette formation par un jeu "Mobivélo" qui permet aux éducateurs de former à leur tour des bénévoles dans les associations. *FUB*, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 76 70 86, www.fubicy.org

Les colis arrivent par vélo

Environ 500 vélos de livraison (sans tenir compte de ceux de La Poste) servent actuellement pour la livraison de marchandises en France. C'est la conclusion d'une étude réalisée par la revue *Stratégies logistiques* (n° 147, été 2014).

Certains vélos-cargos à assistance électrique peuvent transporter jusqu'à 350 kg. Les 31 entreprises recensées exercent à Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes, Tours, Clermont-Ferrand... et l'île de Ré. La revue conclut que nous sommes au début d'une évolution rapide en faveur des vélos.



D.R.

» Vélos en libre service

Succès mondial

Selon une étude réalisée par *Earth Policy Institute*, un institut dirigé par Lester Brown, aux Etats-Unis, on comptait, fin 2013, 600 villes dans 52 pays qui ont développé un réseau de vélos en libre service. Si en Europe, la France compte le plus grand nombre de vélos (environ 50 000 dans 37 villes), c'est en Espagne que l'on compte le maximum de villes (132) devant l'Italie (104) et l'Allemagne (43 villes). Au niveau mondial, c'est la Chine qui est en tête avec 82 réseaux et 380 000 vélos.

Le vélo est-il dangereux ?

Les statistiques gouvernementales publiées début juillet 2014 sur les accidents routiers de 2012 sont parlantes : sur 62 000 accidents recensés, seuls 7 % impliquent un vélo. Sur 3842 victimes, on dénombre 522 piétons et 185 cyclistes. Le vélo n'est pas totalement inoffensif : sur 11 000 piétons blessés, 200 l'ont été par un cycliste et 3 en sont morts. Alors que les deux-tiers des accidents impliquant un cycliste ont lieu en ville, c'est à la campagne qu'ils font le plus de victimes : sur 185 cyclistes tués, 118 l'ont été hors agglomération. On constate que plus la ville est dense, plus le nombre de cyclistes augmente et plus le nombre d'accidents baisse : seulement 13 morts dans les villes de plus de 100 000 habitants. Autant dire que plus les cyclistes sont nombreux sur la chaussée, plus cela les protège.

15|16 NOV. 2014

Le Thor (Vaucluse) Salle des fêtes 9-19 h

fête DE LA biodiversité

PAYSANNE ET DES VARIÉTÉS ANCIENNES

Conférences, débats..., marché de producteurs de plants fruitiers, de variétés potagères anciennes et de produits de terroir, expositions, ateliers et animations pour les enfants, librairie spécialisée, dégustation, buvette, tartines, crêpes et compagnie...

VENDREDI 14 NOVEMBRE 2014 à 20h00 (salle des fêtes)
Le réalisateur **Luc Jacquet** vous invite à un incroyable voyage,
« Il était une forêt » suivi d'un débat animé par le botaniste **Francis Hallé** qui a inspiré ce film. Prix d'entrée : 5 euros ; entrée libre pour les moins de 10 ans.

Exchange publicitaire



» 25 novembre

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Le 25 novembre 1960, les sœurs Mirabal, militantes dominicaines étaient assassinées sur les ordres du chef de l'État, Rafael Trujillo. Depuis 1999, l'ONU a proclamé le

25 novembre *Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.*

La forme la plus courante de violence subie par les femmes est la violence physique infligée par le partenaire intime. Selon l'ONU, en moyenne, au moins une femme sur trois est battue, victime de violence sexuelle ou autrement maltraitée

par un partenaire intime au cours de sa vie. Selon les données de la Banque mondiale, le viol et la violence conjugale représentent un risque plus grand pour une femme âgée de

15 à 44 ans, que le cancer, les accidents de la route, la guerre et le paludisme réunis.

Pour agir, l'ONU invite à participer aux *Jours orange* du 25 novembre au 10 décembre, en organisant des marches orange, et en projetant de la lumière, accrochant des drapeaux, attachant des rubans de couleur orange dans les cinémas, librairies, stations-essence ou monuments de son quartier. Cette campagne vise à sensibiliser son voisinage à la question des violences faites aux femmes. Elle semble

aujourd'hui assez peu relayée en France.

Plus d'informations sur le site de l'ONU :

www.unwomen.org



Les sœurs Mirabal, République Dominicaine

Le virus Ebola tue davantage les femmes

Face à des épidémies telles que celle d'Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest, l'inégalité entre hommes et femmes tue. En Guinée et au Sierra Léone, on estime à entre 55% et 60% la proportion de femmes parmi les personnes décédées de cette maladie. Au Libéria, les autorités sanitaires donnent le chiffre de 75%. La raison n'est pas biologique, mais dans la répartition des rôles sociaux. Les femmes sont plus exposées au virus car ce sont elles qui sont responsables du soin des malades, de leur linge, de la préparation des morts, des accouchements, elles sont majoritaires chez les personnels infirmiers et d'hygiène dans les hôpitaux. La répartition des rôles sociaux par genre n'a donc rien d'anodin. (Source : *Diagonal* n°229 p.18.)

» Grenoble

Bibliothèque féministe

A la bibliothèque féministe, il est possible de découvrir de nombreux ouvrages, romans, essais, BD, vidéos, revues... Tous les 2^{es} mardis du mois, une permanence est assurée pour les intersexes, pédés, trans', lesbiennes, gouines, assexuelLEs, pansexuelLEs, gays, et biEs, permettant de profiter d'un espace non centré sur l'hétérosexualité. Le 1^{er} lundi du mois, une réunion mixte est ouverte à tous.

Bibliothèque féministe, BAF, 2, chemin des Alpines (croisement rues Stalingrad/Alliés), 38100 Grenoble.



Polyamour

Pour celles et ceux qui vivent plusieurs histoires d'amour de façon simultanée, et qui tentent de le faire dans la transparence, les cafés-polys offrent des espaces de paroles et d'échanges.

Ils se déroulent dans différentes villes de France et de Belgique.

Paris : Quatrième mardi du mois à partir de 19h30 à La Cantada II, 13 rue Moret, dans le 11^e.

Bruxelles : Premier mercredi du mois à partir de 19h à la Maison Arc-en-ciel, 42 rue du Marché au Charbon.

Lyon : Dernier jeudi du mois à partir de 19h30, à l'Entre-Autre, 11 rue Terme, dans le 1^{er}.

D'autres café-polys ont lieu de façon moins régulière dans différentes villes de France, notamment Rennes, Strasbourg, Toulouse, Marseille, Montpellier et Avignon.

Les polyamoureux n'ayant pas constitué d'association et les réunions s'organisant de façon assez informelle, il n'existe pas une seule et unique personne-relais dont le contact assurerait la transmission de l'information. Pour connaître l'agenda exact des manifestations polyamoureuses il faut donc se rendre sur les sites polyamour.info rubrique Événements pour la France, et polyamour.be rubrique Café-Salon-Ciné pour la Belgique.

» Espagne

Retrait du projet de loi sur l'avortement

Le 23 septembre 2014, le premier ministre espagnol Mariano Rajoy a annoncé le retrait du projet de loi qui restreignait à l'extrême le droit à l'avortement en Espagne. Adopté en décembre 2013, le projet de loi avait engendré un mouvement de protestation important dans la société espagnole qui a fini par avoir raison des velléités de la droite réactionnaire actuellement au pouvoir.

Discours féministe à l'ONU

Emma Watson, 24 ans, actrice britannique ayant joué le rôle d'Hermione dans la série des Harry Potter, est devenue en 2012 ambassadrice de l'ONU pour la campagne pour l'égalité hommes-femmes. Le 11 septembre 2014, à la tribune de l'ONU, elle a lancé un vibrant appel au renouveau du féminisme. "Si vous détestez ce mot, ce n'est pas le mot lui-même qui est important, c'est l'idée et l'ambition qu'il y a derrière. Toutes les femmes n'ont pas eu les droits que j'ai. D'après les chiffres, je peux même dire qu'elles sont peu nombreuses à les avoir. (...) J'ai décidé que j'étais féministe (...) Des femmes choisissent de ne pas dire qu'elles le sont. Apparemment, que les femmes s'expriment est vu comme trop fort, trop agressif, repoussant et comme une opposition aux hommes". Pour elle, le féminisme doit impliquer les hommes : "Comment peut-on changer le monde si la moitié seulement est invitée à en discuter ?".





» CHRONIQUE : Le nucléaire, ça boum !

Le Pacifique et l'interdiction des armes nucléaires

Si des peuples sont particulièrement sensibles au nucléaire, c'est bien dans le Pacifique ! De 1945 à 1996, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fait des îles du Grand Océan le champ d'expérimentation de leurs bombes nucléaires.

Après Hiroshima et Nagasaki, les Etats-Unis ont effectué 100 essais aériens, les plus puissants à Bikini et Enewetak aux Iles Marshall entre 1946 et 1958. Puis entre 1952 et 1958, ce fut le tour des 21 essais britanniques en Australie et à Christmas Island au nord des Iles Marquises où les Etats-Unis ont également fait exploser 24 bombes thermonucléaires en quelques semaines en 1962. Enfin, entre 1966 et 1996, malgré le traité d'interdiction des essais aériens signé le 5 août 1963, la France a poursuivi son programme d'essais nucléaires en Polynésie sur les atolls de Moruroa et de Fangataufa : 193 bombes aériennes et souterraines.

Ces expériences ont été réalisées sans la moindre consultation des peuples concernés des îles du Pacifique, parfois même en collaboration étroite avec les gouvernements locaux sous tutelle coloniale comme en Australie et en Polynésie française. Depuis le début des essais, les peuples ont protesté et résisté à ces violations de leurs droits souvent avec l'aide d'organisations militantes dont Greenpeace est la plus connue. En 1973, les grands Etats du Pacifique — Austra-

lie, Nouvelle-Zélande et Fidji — ont poursuivi la France devant la Cour internationale de Justice. En 1985, quelques semaines après l'attentat des services secrets de la France contre le navire de Greenpeace, le *Rainbow Warrior*, et faisant suite à des campagnes militantes pour un "Pacifique indépendant et libéré du nucléaire", ces Etats ont conclu le traité de Rarotonga, créant une zone dénucléarisée dans le Pacifique sud.

Aujourd'hui, les peuples des îles et archipels du Pacifique et les peuples aborigènes d'Australie proches des anciens sites d'essais, touchés par des maladies "radio-induites", mènent un combat juridique très difficile pour faire admettre la responsabilité des trois Etats nucléaires et obtenir des réparations. Près de 70 ans après les premières bombes, des atolls et d'immenses territoires aborigènes d'Australie restent impropres à toute activité humaine. Aux milliers de tonnes de déchets radioactifs déversés dans l'océan s'ajoute le poison déversé par l'accident de Fukushima contaminant les ressources vivantes aquatiques qui restent la principale source de protéines des peuples insulaires.

Cette tragique histoire permet de comprendre la détermination antinucléaire des peuples, des ONG et des Eglises du Pacifique. Plusieurs Etats indépendants — Iles Salomon, Papouasie Nouvelle Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Marshall Islands — ont voté en faveur des résolutions de l'ONU pour un traité d'interdiction complète des armes nucléaires. Eux, qui



ont subi et subissent encore comme les autres peuples de l'ex-URSS, de Chine, du Sahara et des autres pays nucléaires des conséquences désastreuses pour leur santé et leur environnement, soutiennent un monde débarrassé des armes nucléaires au nom des risques ingérables que ces armes font courir à l'humanité.

Bruno Barrillot

Bruno Barrillot est l'un des fondateurs de l'*Observatoire des armements*. Il est membre de *Armes nucléaires Stop* et a été de 2005 à 2013 conseiller auprès du gouvernement Temaru en Polynésie pour animer la commission d'enquête sur les essais nucléaires.

Lire la contribution d'ICAN Australie, coordination internationale pour abolir les armes nucléaires, sur <http://www.obsarm.org/spip.php?article227>

» Expo du 4 au 15 novembre 2014

Lyon : les résistances à la guerre s'affichent !

1914 - 2014
LES RÉSISTANCES À LA GUERRE S'AFFICHENT
La Maison des Passages - 44 rue Saint-Georges
Lyon 5^{ème} (Métro Vieux Lyon)

DU 4 AU 15 NOVEMBRE 2014 DE 12H00 À 19H00
Exposition organisée par le CEDRATS et l'Observatoire des armements.
expo2014obsarm.org

En complément aux nombreuses manifestations qui commémorent le centenaire de la Première guerre mondiale, l'*Observatoire des armements* et le *Cedrats* — deux centres de documentation à Lyon — ont fait des recherches pour montrer les différentes initiatives qui ont exprimé leur opposition à toutes les guerres dans la région lyonnaise, depuis le début du 20^e siècle.

Ces recherches ont abouti à la réalisation d'une exposition qui se tiendra dans les locaux de la Maison des Passages (44, rue Saint-Georges, Lyon 5^e) de 12h à 19h du 4 au 15 novembre 2014. Elle s'appuie sur la documentation recueillie depuis 30 ans par l'Observatoire des armements, riche de plus de 250 affiches, tracts, coupures de presse, revues, photos, sur des recherches auprès des Archives départementales du Rhône, sur des documents prêtés par les Archives municipales de Lyon, le Musée Mundaneum (Belgique), le Centre de documentation libertaire de Lyon...

En parcourant diverses initiatives de refus et de lutte contre l'armée, pour la paix, l'objection, l'insoumission, l'exposition montre que,

bien que minoritaire, ce mouvement de refus a toujours perduré, y compris dans des situations de guerre, et reste d'actualité comme un choix possible, en 2014, dans un monde où guerres et conflits sont plus que jamais présents.

Parallèlement à cette exposition sont prévus :

- ♦ une soirée cinéma au Comœdia, 13 avenue Berthelot, Lyon 7^e, le 17 novembre à 20h avec la projection du film *Johnny got his gun* de Dalton Trumbo (1971).
- ♦ un colloque *Quelles résistances à la guerre aujourd'hui ?* qui se tiendra le vendredi 14 novembre de 14h à 18h dans les locaux des Archives municipales de Lyon, 1, place des Archives, 69002 Lyon.

L'inauguration de l'exposition aura lieu le 4 novembre à 18h30.

Patrice Bouveret

- ♦ Observatoire des armements, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03, www.obsarm.org
- ♦ CEDRATS, Centre de ressources sur les alternatives sociales, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 90 67.



» Botswana

Mine de diamant dans la réserve du Kalahari

En 2004, le gouvernement botswanais s'était engagé devant de nombreuses organisations non gouvernementales à respecter les zones protégées et notamment le désert du Kalahari où vivent les Bushmen. Ceci à la suite d'une vaste protestation contre les déplacements de population, faisant suite, dans les années 1980, à la découverte de gisements de diamants. Officiellement, le gouvernement du Botswana déclarait que ces déplacements de population étaient justifiés par la nécessité de protéger la faune ! Le 5 septembre 2014, une mine de diamants a ouvert en plein désert et en pleine contradiction avec les engagements internationaux. Cette mine va fonctionner avec une fracturation hydraulique... qui nécessite d'importantes quantités de liquide (au milieu du désert !) et va polluer les nappes souterraines donc les rares puits où se désaltèrent les peuples indigènes.

L'organisation *Survival International* qui défend les droits des peuples indigènes organise une campagne internationale de boycott du tourisme au Botswana. Elle dénonce "l'utilisation par le Botswana d'images folkloriques et idylliques des Bushmen pour attirer les touristes tout en employant la violence, et même la torture, pour les expulser de leurs terres ancestrales dans la réserve du Kalahari". Les Bushmen, dernier peuple chasseur-cueilleur d'Afrique, se trouvent aujourd'hui au bord de l'extinction du fait de la politique du gouvernement botswanais à leur encontre.

Survival, 18, rue Ernest-et-Henri-Rousselle, 75013 Paris, tél : 01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org

Drones et biomimétisme

La recherche militaire multiplie les projets de drones miniatures. Pour espionner, l'essentiel est de passer inaperçu d'où des annonces de drones serpent (Israël), drones mouettes (Allemagne et Suède), drones-moustiques (Etats-Unis). Le biomimétisme vanté par certains écologistes, notamment pour économiser l'énergie, trouve ici des applications plus dangereuses.

Selon des informations non vérifiables qui circulent sur internet, le drone moustique peut filmer, enregistrer, prélever de la sueur pour analyser l'ADN ou encore déposer une puce pour ensuite localiser une personne. Problème pour les chercheurs : ces drones sont si légers qu'ils sont difficilement utilisables dès qu'il y a du vent... comme pour les vrais moustiques ! Pour se protéger des intrus, demain, tout le monde aura de puissants ventilateurs !

Ventes d'armes en hausse

Avec 40 000 emplois directs et 10 000 indirects, l'industrie d'armement en France se porte bien : elle a augmenté son chiffre d'affaires de 43 % en 2013 par rapport à 2012. Qui a dit que le gouvernement ne fait rien pour créer des emplois ?

En 2013, par exemple, la France a vendu à la Turquie des "agents chimiques anti-émeutes, des explosifs, du matériel de protection" à trois reprises... au moment où les manifestations contre le gouvernement ont été violemment réprimées.

En 2014, les affaires s'annoncent bien puisque la France a annoncé, le 3 septembre, être en train de finaliser un accord avec l'Arabie saoudite portant sur la livraison d'armes pour un montant de 3 milliards d'euros, ces armes étant livrables... au Liban !



Rejet d'une motion contre le nucléaire israélien

Présentée le 25 septembre 2014 à la conférence générale annuelle de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, par 18 Etats arabes, une motion en faveur d'un Proche-Orient sans armes nucléaires demandant qu'Israël supprime son stock d'armes nucléaires n'a pas été adopté. Les Etats-Unis ont fait pression, estimant une telle mesure "contre-productive". 45 Etats ont voté pour, 58 ont voté contre (dont les pays européens), les autres se sont abstenus. Nul doute que maintenant l'AIEA va arrêter ses demandes de contrôle à l'Iran, puisque vouloir contrôler l'arme nucléaire est contre-productif.

» Chronique : En direct de nos colonies

Pascal Canfin Une participation au gouvernement bien transparente

Dans le lot de soubresauts qui ont marqué la politique française en 2014, on cherche encore le bilan du passage très emblématique de l'eurodéputé EELV Pascal Canfin au ministère du Développement.

L'arrivée au gouvernement, en 2012, d'un des hérauts de la transparence financière en Europe, avait suscité quelques espoirs : l'évasion fiscale privant les États "pauvres" de bien davantage de ressources que l'ensemble pourtant fantaisiste des dépenses comptabilisées comme "aide au développement", allait-on enfin s'attaquer à une des causes de leur "pauvreté" ?

Certes, la loi bancaire votée à l'été 2013 a permis d'imposer aux banques françaises de commencer à publier dès 2014 des informations sur leurs différentes implantations ailleurs dans le monde (principe du "reporting"), afin de révéler d'éventuels mécanismes d'évasion fiscale. Mais cette victoire ne saurait être mise au bilan du ministre du Développement : on la doit davantage à l'émoi provoqué par le scandale de l'affaire Cahuzac et à l'activisme de certains députés.

En revanche, lors des discussions à propos de la "loi sur le développement", dont il tire une grande fierté, Pascal Canfin n'a pas hésité à torpiller l'amendement progressiste de députés qui proposaient d'imposer la même obligation de reporting aux entreprises qui remportent les marchés publics de l'aide française au développement. Idem avec celui demandant une transparence de la Proparco (filiale dédiée au secteur privé de l'Agence Française de Développement) sur l'ensemble de ses participations dans des fonds d'investissement, dont on sait que plusieurs sont enregistrés dans des paradis fiscaux notoirement. Pour bloquer de telles avancées, au nom du gouvernement, il invoqua la nécessité d'agir plutôt à l'échelle européenne, où des textes en cours de discussion pourraient inclure de telles dispositions.

Un parapluie bien hypocrite, pour celui qui ne pouvait pas ignorer que la loi bancaire fran-



çaise avait offert un opportun effet d'entraînement sur la réglementation européenne. Idem, à nouveau, avec le timide amendement relatif au "devoir de vigilance", un principe au nom duquel on pourrait enfin envisager que le siège français d'une multinationale soit juridiquement responsable des problèmes causés par ses filiales à l'étranger, ce que le droit français ne permet actuellement pas. Cette fois le jeune ministre se réfugia notamment derrière les travaux futurs de la plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises (créée en 2013), à laquelle siègent pourtant en bonne place des représentants de dirigeants d'entreprises.

Au final, celui qui fanfaronnait que son gouvernement avait "normalisé les relations entre la France et l'Afrique" (*Médiapart*, 16 juillet 2012), a juste offert un nouveau nom à l'ex-ministère de la Coopération. Il a soutenu l'interventionnisme militaire, admis sans sourciller que l'Élysée continue de recevoir en grande pompe des dictateurs, et assumé auprès de Survie l'absence de réforme du système monétaire néocolonial du Franc CFA par l'"inexistence d'une demande des Africains" à ce sujet. Un bilan particulièrement transparent, en somme.

Thomas Noirot

Survie, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, <http://survie.org>



Politique

Aider nos élus à s'opposer au TAFTA

Les collectivités territoriales (communes, départements, régions) ont le pouvoir d'influencer la tenue des négociations qui ont lieu actuellement entre les Etats européens et les USA autour du TAFTA, traité atlantique de libre échange. En effet la Commission européenne dispose d'un "mandat de négociation" dans lequel les collectivités sont invitées à s'exprimer. Raoul-Marc Jennar lance une campagne "10 000 collectivités territoriales disent au gouvernement : non au partenariat UE-US" pour informer nos élus de leur pouvoir de faire dérailler ces



négociations. Du matériel est mis à disposition (uniquement pour les internautes) : textes pour rencontrer l'élu et lui expliquer son pouvoir sur ce processus, proposition de texte pour mettre le sujet en débat devant le Conseil de sa collectivité, projet de motion à soumettre au vote à l'issue du débat. Tout ceci se trouve sur le site internet : <http://www.gmpourleretraitdelafrance.fr>

Efficacité du ministère de l'écologie ?

Le Ministère de l'écologie est officiellement classé, depuis l'arrivée de Manuel Valls au poste de premier ministre, juste derrière celui du premier ministre et celui des affaires étrangères. Il devrait donc théoriquement être prépondérant en cas d'opposition avec les décisions des autres ministères. Ça c'est pour la communication...

Dans la réalité, il dispose d'un budget ridicule (9,75 milliards d'euros en 2014) qui ne lui permet absolument pas de lutter contre les groupes d'intérêt très présents en particulier au Ministère de la défense, de l'économie ou de l'industrie. Ensuite, pour qu'un ministre soit totalement efficace, il lui faut un délai d'adaptation de plusieurs mois... ce que n'ont eu aucun des trois ministres à ce poste depuis l'arrivée de François Hollande, puisqu'en moyenne ils n'y sont restés que 231 jours chacun.

Agir pour l'environnement a ironisé au moment de la nomination de Ségolène Royal en se demandant si l'on devait parler du Ministère de la transition énergétique ou celui des ministres transitoires...

Israël-Palestine

♦ Enrôlement de jeunes français.

Le 12 août 2014, Taoufiq Tahani, Président de l'Association France Palestine Solidarité, interpellait le gouvernement : "Monsieur le Premier Ministre, vous avez pris des mesures pour faire face à l'enrôlement de jeunes français dans certains groupes de rebelles syriens qu'on qualifie de "djihadistes". La presse fait état de soldats français servant comme volontaires dans l'armée israélienne. (...) Nous vous demandons quelles mesures vous entendez prendre pour empêcher que certains de nos concitoyens ne puissent continuer à s'enrôler." Bizarrement, ceux-ci ne sont pas arrêtés à leur retour sur le territoire !



Manœuvres conjointes entre la marine française et israélienne, au large d'Haïfa, en novembre 2013 sur le thème de la lutte contre le terrorisme

♦ Allemagne : débat.

Ralf Stegner, vice-président du SPD (centre-gauche) a pris position publiquement le 8 septembre 2014 pour demander que son pays suspende les livraisons d'armes à Israël : "L'Allemagne ne doit pas livrer des armes aux zones de conflit et à des dictateurs. Qu'en est-il de l'Arabie Saoudite ? Qu'en est-il du Qatar ? Je demande également : Qu'en est-il d'Israël ?". La CSU, centre-droit, parti d'Angela Merkel, lui a répondu : "Israël est un phare de la démocratie au Moyen-Orient et un pays ami". Des démocraties qui tuent des milliers de personnes ? L'Allemagne, qui a déjà livré quatre sous-marins à Israël, s'apprête à en livrer un cinquième. Ce dernier est équipé de missiles Popeye qui peuvent transporter une ogive nucléaire.

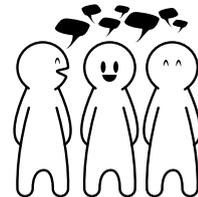
« L'entreprise privée est une chose très simple, mais elle n'est bonne que dans d'étroites limites. Si on ne la maintient pas dans un étai de fer, elle engendre des hommes-loups, des hommes de la bourse qui ne connaissent aucune retenue à leurs appétits et à leur cupidité. Avant d'être condamné d'un point de vue économique, le capitalisme l'était déjà d'un point de vue éthique. Longtemps avant. »

"Le pavillon des cancéreux", Soljenitsyne, 1967, dans la bouche de Chouloubine.

	VENDREDI 28 NOVEMBRE	DÉBAT ET RÉFLEXIONS - 10h à 17h « Préserver et diffuser les fraises anciennes » Entrée libre - Salle du Mt Brion - Inscription souhaitée
	SAM. 29 DIM. 30 NOVEMBRE 2014 DE 9H30 À 19H	COLLECTIONS VARIÉTALES, EXPOSITIONS, ATELIERS, CONFÉRENCES, DÉMONSTRATIONS, PROJECTIONS, DÉGUSTATIONS Sur les thèmes de la diversité variétale, la sauvegarde des variétés anciennes et locales, les techniques culturelles, la multiplication, la libre circulation des semences, la transformation et la gastronomie. PLUS DE 150 EXPOSANTS Pépiniéristes spécialisés, producteurs, transformateurs, artisans, artistes, pôle associatif sur l'environnement et l'agriculture paysanne, librairie spécialisée, pôle restauration, animations enfants PAF : 4€ / PASS 2 jours : 6€ / gratuit - de 12 ans

association Dimanches Verts 04 66 85 32 18
dimanches.verts@wanadoo.fr / www.dimanchesverts.org

Échange publicitaire



Société

Visages du racisme

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'organisme officiel chargé par l'Etat français de collecter les données sur l'état du racisme en France chaque année. Son dernier rapport en date (2012) montre une augmentation de 23 % des actes et menaces à caractère raciste et xénophobe. Les actes antisémites voient une hausse de 58 %, les actes d'islamophobie de 23 % (déjà +34 % en 2011). Le rapport constate un recul de la tolérance dans la société française : 69 % des personnes interrogées estiment qu' "il y a trop d'immigrés en France". Ces taux sont d'autant plus répandus que le taux d'étrangers résidant dans la commune est faible. L'indice de tolérance ne baisse de manière significative que pour deux minorités : les musulmans et les maghrébins. La CNCDH estime que "Si on compare notre époque à celle de l'avant-guerre, on pourrait dire qu'aujourd'hui le Musulman, suivi de près par le Maghrébin, a remplacé le Juif dans les représentations et la construction d'un bouc-émissaire".



De plus en plus de travail de nuit

Selon une étude du Ministère de l'emploi, publiée le 21 août 2014, le nombre de travailleurs de nuit en France a doublé entre 1991 et 2012 passant de 3,5 % à 7,4 % des salariés (15 % en comptant les occasionnels). Cela fait 3,5 millions de salariés dont un million de femmes. 43 % d'entre eux aujourd'hui se plaignent de la fatigue et pensent ne pas pouvoir tenir jusqu'à la retraite (contre 27 % pour l'ensemble des salariés), avec raison, puisque les personnes qui travaillent de nuit meurent plus tôt que la moyenne.

Les métiers concernés sont en premier les chauffeurs de véhicules (281 000), les forces de l'ordre (armée, police, pompiers, 276 000), les infirmiers (202 000), les aides-soignants (151 000), les ouvriers qualifiés (130 000), les agents d'entretien (120 000)...

» Réduction du temps de travail

Göteborg expérimente

La mairie de Göteborg (Suède, 520 000 habitants), sous l'impulsion du premier adjoint Mats Pilhem, membre du Parti de gauche, a négocié avec le personnel municipal pour mener une expérimentation grandeur nature sur la réduction du temps de travail. Alors qu'une partie de la ville continuera d'être gérée par des employés travaillant 35 h par semaine, une autre partie sera gérée par des salariés n'œuvrant plus que 30h par semaine, les salaires étant inchangés. Objectif : voir si la réduction du temps de travail n'améliorerait pas suffisamment la productivité pour compenser le temps moindre passé au travail. Cette expérience intervient après qu'une usine d'automobile ait mis en place une semaine de 30h qui s'est avérée tout aussi productive que la semaine de 35h précédente.

Consommation à outrance

La sortie d'un nouveau téléphone par Apple, le 19 septembre 2014, a battu des records de vente : neuf millions d'exemplaires vendus dans le monde en seulement trois jours. En France, tous les magasins ont été dévalisés. Comment est-il possible qu'autant de personnes ressentent le besoin de jeter leur actuel téléphone pour un nouveau gadget qui coûte quand même entre 700 et 1000 € selon les modèles ? Force de la publicité ? Besoin d'exposition sociale ? Toujours est-il qu'un gaspillage à cette échelle est insensé !

Libéralisme versus handicap

Un Nantais de 35 ans, tétraplégique et en fauteuil électrique, témoignait en juillet 2014 de sa situation et à travers elle, de celle de nombreuses personnes dans son cas, liée à la libéralisation des services médicaux. Vivant de façon autonome, ayant un emploi, il a dû rester immobilisé à domicile durant plusieurs semaines lorsque son fauteuil est tombé en panne. Pourquoi ? Ce sont les prestataires médicaux privés qui sont en cause, étant moins soumis à un impératif de service public que de profit : la logique du "zéro stock" fait qu'il faut commander le matériel, ce qui prend plusieurs jours, les techniciens sont en sous-effectif et mal formés... Les prestataires locaux sont dépendants des informations techniques données par le fournisseur parisien, hégémonique sur ce marché, qui de ce fait ne se presse pas pour répondre aux demandes de réparation... Résultat : une vie professionnelle et sociale bloquée inopinément durant plusieurs semaines.

» Publicité

L'État condamné

Le 29 juillet 2014, le tribunal correctionnel de l'Essonne a condamné l'Etat à verser 4000 € à l'association

Paysages de France car malgré les nombreuses demandes de l'association depuis 2003, le préfet de l'Essonne n'a jamais fait enlever les panneaux publicitaires illégaux présents dans une zone commerciale de Versailles.

C'est la 65^e fois que l'Etat est condamné, suite à des plaintes de l'association, pour sa carence dans l'application des lois. Ce sont donc nos impôts qui servent

à payer ces amendes... alors que les propriétaires des enseignes ne sont pas concernés !

L'association a calculé que si la loi était appliquée, la verbalisation du propriétaire de l'enseigne pendant 11 ans aurait pu rapporter plus de 5 millions d'euros. Et dire qu'on croyait que l'Etat avait des problèmes pour boucler son budget.

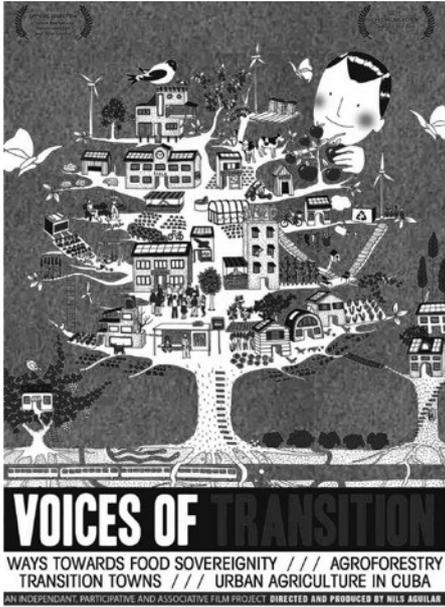
Paysages de France, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 06 82 76 55 84, <http://paysagesdefrance.org>



Démontage d'une enseigne illégale



Décroissance



Les voies de la transition

Le film de Nils Aguilar qui présente différentes initiatives de transition est désormais téléchargeable sur internet en 17 langues : <http://voice-softransition.org>. Il peut aussi être commandé à Milpa Films, c/o Thinkfarm, Oranienstr. 183, D-10999 Berlin, tél : 00 49 30 577 044 751.

Après les (F)Estives de la décroissance

Environ 200 personnes ont participé à Cerbère (Pyrénées-Orientales) sur le site de Can Decreix, aux (F)Estives de la décroissance, fin août 2014. Cette 8^e rencontre nationale a travaillé sur les "sources" de la décroissance (critique culturelle de la société de consommation, approche environnementale avec les limites de la planète, approche politique et sociale avec des précurseurs comme les socialistes utopistes...). Elle a aussi travaillé sur le découpage entre rejet, projet et trajet (ce que l'on ne veut plus, ce que l'on veut et comment y parvenir). Enfin, elle a aussi abordé la question du "comment décroître", en abordant les questions collectives et politiques (l'après-développement, l'anti-productivisme...). Un débat a porté sur le changement individuel (propre notamment aux Colibris) face au changement collectif : le capitalisme tire notamment sa force de l'individualisme et le changement personnel seul risque de renforcer son pouvoir. Un autre débat a porté sur le plancher et le plafond de la décroissance : le plancher, ce sont les besoins fondamentaux que certains n'ont pas atteint ; le plafond, ce sont les limites que nous imposent notre environnement. Prochaines rencontres à Merlimont (Pas-de-Calais) du 21 au 23 août 2015.



Action contre la ferme des 1000 vaches

Agri-bio

Les pesticides beaucoup plus dangereux qu'annoncé

Les effets toxiques des pesticides sont, dans la grande majorité des cas, largement plus élevés que ne le laissent paraître les études d'autorisation de mise sur le marché. C'est ce qu'annonce une étude de l'équipe du professeur Séralini publiée dans Biomedical research international début 2014. D'habitude seuls les principes chimiques actifs de chaque pesticide sont testés pour vérifier leurs éventuels effets toxiques avant d'être autorisés à être diffusés dans notre environnement et notre alimentation. Mais chaque pesticide est en réalité constitué d'un mélange de divers produits et adjuvants et c'est ce mélange qui agit sur les cellules végétales ou celles de nos corps. Les scientifiques de cette équipe indépendante ont testé les effets de chaque pesticide dans son intégralité. Ils ont testé leurs effets sur trois types de cellules humaines : embryonnaires, placentaires et hépatiques. Pour huit des neuf pesticides testés, les effets toxiques détectés ont été supérieurs à ceux détectés à partir de la seule substance active. La toxicité augmente dans des proportions énormes : 300 à 600 fois plus toxiques pour les trois fongicides testés. Le Roundup est le plus toxique parmi les trois insecticides et les trois herbicides testés. Cette étude remet en cause radicalement la valeur des tests réalisés dans les protocoles de mise sur le marché de ces pesticides par les agences sanitaires. Les doses légales à ne pas dépasser dans l'utilisation de ces produits agricoles sont vraisemblablement sous-évaluées et mettent gravement en danger notre santé.

Biocoop se sépare de Senoble

Biocoop avait référencé le distributeur de produits laitiers Senoble pour sa gamme de produits bio. A l'époque, la commission "stratégie produits" de Biocoop avait estimé les pratiques de Senoble convenables, notamment l'approche avec le partenaire Biolait. Après avoir appris que Senoble avait passé contrat avec la ferme des 1000 vaches de la Somme, le réseau Biocoop a engagé une procédure pour mettre fin à ses contrats avec la firme, refusant de diffuser des produits provenant d'une filière industrielle. La procédure engagée en septembre 2014, mettra six mois à être effective. Biocoop, Zone de Confortland, CS46851, Mélesse, 35768 Saint-Grégoire cedex, tél : 0800 807 102, www.biocoop.fr



Les faucheurs volontaires neutralisent 3500 tonnes de soja transgénique !



Guillaume de Crop

tées chaque année en France pour la nourriture animale et les agro-carburants. Les faucheurs réclament un moratoire sur les importations de cultures transgéniques en France. Au nom de la santé des consommateurs mais aussi de la protection des paysans d'Amérique du Sud.

Une quarantaine de membres du collectif des faucheurs volontaires ont neutralisé une cargaison de 3500 tonnes de soja OGM destinées à l'alimentation animale dans le port de Lorient, le 19 septembre 2014 au petit matin, en déversant dessus 500 litres d'un produit naturel qui le rend impropre à la consommation. 4,5 millions de tonnes de protéines végétales transgéniques (colza, soja, maïs) sont impor-

» Suisse

Du blé OGM en plein champ

C'est le 13 mars 2014 que les premiers semis de blé génétiquement modifié se sont déroulés sur un site en plein air de l'université de Zurich dans le cadre d'un essai destiné à se terminer en 2019. Il s'agit en l'occurrence de l'introduction d'un gène censé rendre le blé résistant à l'oïdium, un champignon. La parcelle est dûment protégée... contre le vandalisme, annonce la presse suisse. En effet en 2008, un champ de blé transgénique avait été détruit sur le même site par des anti-OGM. On aurait préféré que ce soit contre la dissémination dans l'environnement. On annonce qu'un filet est censé protéger des oiseaux, mais les insectes, eux, sauront passer entre les mailles du filet... La coordination suisse Stop OGM estime cet essai inutile et coûteux. L'oïdium n'est pas un vrai problème en suisse et on peut lutter contre celui-ci par d'autres moyens conventionnels. Cet essai coûtera 750 000 francs suisses pour son installation puis 50 000 francs par an. L'organisation estime que pour faire ces essais sur les résistances internes du blé à la transgénèse, la recherche en milieu confiné est amplement suffisante. Et que cet essai a peut-être pour principal intérêt de venir justifier pour les cinq prochaines années le financement du coûteux site "protégé" de Zurich-Reckenholz. On se trouve dans une situation similaire à celle des essais de vignes transgéniques de l'INRA de Colmar, dont l'arrachage par 60 faucheurs volontaires en 2010 a été jugé en appel en mars 2014. Stop OGM, coordination romande sur le génie génétique, rue de l'Evoles, 35, 2000 Neuchâtel, Suisse, tél. : +41 77 400 70 43, www.stopogm.ch

Etude de toxicité biaisée

Suite à l'étude à long terme de l'équipe indépendante du professeur Séralini en 2012 montrant la toxicité du maïs OGM NK603 et de son pesticide associé le Round up, l'ANSES, Agence nationale de sécurité sanitaire, avait reconnu la carence de l'évaluation à long terme de ces produits de Monsanto, testés seulement trois mois par la firme avant mise sur le marché. Le ministère de l'écologie débloquent alors trois millions d'euros pour une nouvelle étude à long terme "Risk'OGM" chargée d'étudier la toxicité chronique de ces produits. Mais l'étude en question ne porte finalement plus que sur... 3 mois, potentiellement prolongeables à six mois, c'est-à-dire à peine plus que les études insuffisantes délivrées par les firmes. Une durée qui empêche précisément de détecter des effets toxiques chroniques. Cerise sur le gâteau, des membres de Monsanto, Limagrain et Bayer Crop Science, fleurons du lobby OGM, participent à l'"instance de dialogue" chargée de piloter cet essai. Dans ces conditions, le Criigen, laboratoire indépendant à l'origine de l'étude critique sur le sujet, a décidé de se retirer du projet. Criigen, www.criigen.org.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Agir ensemble

■ **Drôme**. Dans le cadre de ma formation agricole (BPREA) au CFPPA de Nyons, je suis à la recherche d'exploitations à visiter et d'opportunités de stage à proximité géographique. Je m'intéresse plus particulièrement aux productions méditerranéennes (vigne, olivier, abricotier...) en agriculture biologique et/ou biodynamique, transformation, vente en circuits courts, activités complémentaires. Merci de me transmettre vos propositions à nicalas.maurent@yahoo.com ou 06 51 19 07 66.

■ **Nièvre**. Ferme familiale en bio depuis plus de 30 ans, sur 60 ha, élevage vaches, chèvres... production fromage. Cause approvisionnement énergétique insuffisant, nous pensons à l'autonomie et cherchons pour cela une personne qualifiée pour réaliser un bilan des potentialités du domaine (solaire, hydraulique, méthanisation...). D. et P.

Perrot, tél : 03 86 27 11 31 ou 06 85 75 16 73, delphine.perrot@hotmail.fr.

■ **Saône-et-Loire**. Installés en maraîchage depuis 2010 sur des terres en location, nous cherchons à créer une Société civile immobilière, SCI, pour racheter les terrains que vend notre propriétaire. Nous animons actuellement une AMAP avec une quarantaine d'adhérents et trois autres producteurs. La SCI doit permettre de mettre à disposition l'ensemble du foncier acquis, bâtiments compris, à l'entreprise maraîchère et d'assurer une pérennité dans le temps. Les parts sont de 100 €. Merci de nous contacter : [Pascale Monnereau et Christian Voisin, Ferme de l'Echeneau, rue des Peigneux, 71600 Saint-Yan, tél : 09 83 88 97 72, http://lecheneaubio.blogspot.fr](mailto:Pascale.Monnereau@ChristianVoisin.com)

» Rencontres

■ **Rhône-Alpes**. Nadège, 48 ans, druidisante, cherche ami(e)s païen(ne)s célébrant fêtes païennes et paganismes. Tél : 07 85 49 19 45.

» Emploi

■ **Jura**. Nous rénovons de manière écologique une maison ancienne dans le Jura français. Nous cherchons 1-2 personnes pour nous aider cet hiver trois jours par semaine, contre salaire horaire. [Famille Wauquiez, tél : 0041 31 735 51 81.](mailto:Famille.Wauquiez@orange.fr)

» Logement

■ **Var**. J'habite dans le Var et je cherche une chambre meublée indépendante, dans une villa ou autre ; je reste ouverte pour une colocation ; et je cherche aussi des sympathisants de Silence, histoire de communiquer ! [Mireille ; tél : 06 83 03 29 90 ou mireilledorey@yahoo.fr](mailto:Mireille.dorey@yahoo.fr)

■ **Tarn**, sud-est du département, dans petit village à 3 km des services (école, commerces...), vend maison 150 m² mitoyenne, à rénover. Toiture refaite en 2006, murs de 50 cm, à proximité terrain de 300 m² avec hangar et puits. Maison seule 65 000 €, terrain seul 25 000 €, les deux 80 000 €. [Frédéric, tél : 05 62 71 26 79.](mailto:Frédéric.t@orange.fr)

■ **Indre**. A vendre à Châteauroux, "Ville à la campagne" ; sensibilité écologique assez développée, ouverte aux thérapies, médecines douces & approches bio : magasin ou lieu d'activité 48 m² (grande vitrine + possibilité d'étalage extérieur) + sous-sol 63 m² + T1 à l'arrière avec fenêtre sur espace arboré - cuisine et salle de bains fonctionnelles, séjour, WC beaux et fonctionnels, gros œuvre en assez bon état général - 80 000 € - DPE : F et G. [Contact tél : 06 41 68 56 76.](mailto:Contact.t@orange.fr)

annonces

agri-bio



ARDÈCHE
DEVENIR AMBASSADEURS DU JARDINAGE ET DU BIEN-VIVRE ALIMENTAIRE du 5 au 7 novembre et du 3 au 5 décembre.

Formation destinée à former des personnes ressources ou susceptibles d'accompagner des initiatives de projets de jardins vivriers et d'ateliers culinaires auprès des personnes de condition modeste ou en difficulté d'autonomie. Bases d'agrobiologie, jardinier efficace, récolter et cuisiner les produits du jardin, mettre en place un atelier cuisine...

Organisé par *SaluTerre, Terre d'Opale, les Anges Gardiens* et l'association *Le Mat*, à Balazuc. Association *Le Mat, Centre de formation, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, Tel: 04 75 37 73 80, www.levelaudon.org.*

AUDE
FABRICATION DE PRODUITS À BASE DE PLANTES du 7 au 10 novembre

à Saint-Jean-de-Paracol, pour gagner en autonomie

L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, http://ortie.asso.fr

ALLIER
INTRODUCTION À LA BIODYNAMIE 18-21 novembre

Avec René Becker.

Au Foyer Mickaël, Les Béguets, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 96 27, www.foyer-mickaël.com

ALLIER
PLANTES ET PLANÈTES 24-28 novembre

Approche du monde végétal avec Raymond Burlotte, et modélage avec Vivien Della Négra. Approche biodynamique.

Au Foyer Mickaël, Les Béguets, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 96 27, www.foyer-mickaël.com

décroissance, transition



LYON
NON-PUISSANCE, SOBRIÉTÉ ET ESPÉRANCE 8 et 9 novembre

3^e colloque du groupe Chrétiens et pic-pétrole, à l'Espace culturel Saint-Marc : 10, rue Saint-Hélène, Lyon 2^e. Au programme : Domination, profit, puissance, l'érosion du socle éthique de nos sociétés avec Frédéric Baule, Olivier Rey, Bernard Ginsty, Nicolas Ridoux (samedi matin). Sobriété, dignité, convivialité : les valeurs fondamentales avec Corinne Morel-Darleux, Michel Lepesant, Serge Latouche (samedi après-midi). Transitions écologiques, transmission de l'évangile, l'espérance d'abord, au service du bien commun avec Victor Grange, Dominique Artaud, Benoit Dondo Bena, Thierry Roche, Fabien Revol, Christian Mellon (dimanche matin). Les nouveaux champs du possible : essai de conclusion avec Michel Bernard, François Brune, Marie Drique, Dominique Lang.

Chrétiens et pic de pétrole, espace Saint-Polycarpe, 25, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, www.chrétiens-et-pic-de-petrole.org

éducation



PARIS
FORUM "LA NON-VIOLENCE À L'ÉCOLE" 29 novembre, de 9h30 à 17h,

Thème : "Je déclare la paix. Pourquoi ? Comment ?" Matin : table-ronde, témoignages d'enseignants ayant mis en place des outils. Après-midi : mise en pratique de certains de ces outils.

Mairie du 10^e arrondissement de Paris, 72, rue du Faubourg Saint-Martin. Inscriptions : Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148, faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 46 33 41 56, www.education-nvp.org. Mairie du 10^e arrondissement de Paris, 72, rue du Faubourg Saint-Martin.

CHANGER L'ÉDUCATION ? OU VIVRE SANS ÉDUCATION ?

Témoignage de Déirdre Bergeron sur son expérience de déscolarisation au Québec (voir la présentation du livre *Comme des invitées de marque...* dans *Silence* n°425 p.51)

• **Gironde, Pessac, 4 novembre, 20h**
Salle Roger Cohé, Centre Culturel et Associatif Jean Eustache (3^e étage), rue des Poilus. Sonia, 06 82 58 39 71, soniaeon@free.fr, http://labc.klubi-web.com/

• **Gironde, La Réole, 5 novembre**
Mylène : 06 46 14 40 03, mylenevez@yahoo.com, www.echoecole.org

• **Ariège, Foix, 6 novembre à 19h30**
Centre Universitaire, 4 avenue Raoul Lafagette, Foix. Valérie, 06 82 60 31 07, valerie-racaudmignona@orange.fr, Virginie, 06 68 34 25 79, Alain, 06 13 21 49 57

• **Haute Garonne, Toulouse, 7 novembre à 20h**
Salle Barcelone, 22 allée de Barcelone, Toulouse. Laetitia, 06 77 77 70 49, laetitia.gil@gmail.com

• **Tarn, Castres, 8 novembre**
brigitte.schenfele@free.fr ou education-authentique.org page « conférences »

• **Tarn, Cestayrols, 9 novembre à 14h30**
Salle des Fêtes, Route de Cahuzac sur Vère (près de l'école), 81158 Cestayrols. Brigitte, 06 63 39 75 00, com-uni-coeur@laposte.net, comunicoeur.unblog.fr

• **Aveyron, Rodez, 10 novembre à 17h**
Maison des Associations Claude Dangles, 15 avenue Tarayre, Rodez. Minou, 07 50 34 08 81, malvezie@hotmail.com

• **Corrèze, 11 novembre à 18h30**
Kacalou - maison conviviale, Place du collège, 19120 Beaulieu-sur-Dordogne. Cyril et Rebecca, 06 19 88 03 36, rebecca.cyril@gmail.com

• **Creuse, Royère-de-Vassivière, 12 novembre à 18h30**
Le Villard, http://www.plateaux-limousins.org/presentation - Cadine, 06 43 75 66 25, cafedesenfants.adm@laposte.net, http://courteechelle.wordpress.com/

• **Côte d'Or, Dijon, 13 novembre à 20h**
École Croisée des Chemins, 10, r. de la Marseillaise, Dijon. Thomas, 03 80 55 50 30, thomas@ecoledelacroiseedeschemins.fr, http://ecoledelacroiseedeschemins.fr

• **Rhône, Lyon, 14 novembre**
Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon. Azalais, tél : 06 47 52 07 32, azalaisrichard@orange.fr

• **Savoie, 16 novembre**
Le Château Partagé, Le Guicherd, 73610 Dullin. Delphine, 04 58 16 00 03, delphcopin@orange.fr, http://lechateau partage.wordpress.com/

• **Yvelines, Élancourt, 19 novembre**
melissa.plavis@gmail.com ou education-authentique.org (page « conférences »)

• **Seine-Saint-Denis, 20 novembre à 19h**
Casa Poblano, 15 rue Lavoisier, 93100-Montreuil. Flora, 01 55 86 03 71, casa.asso@riseup.net, www.casa-poblano.fr

• **Paris 4^e, 21 novembre à 19h15**
Pôle Simon-Lefranc, 9 rue Simon-Lefranc, Claudia : 06 70 100 140, claudia.renau@gmail.com, www.lecoledelavie.org

• **Paris 19^e, 22 novembre à 16h**
La Cité des Sciences, 30, av. Corentin-Cariou, salle Jean-Painlevé, (Bibliothèque niveau -2) Lorena, 01 40 05 74 41, lorena.sanders@universcience.fr, educ-parent@universcience.fr

• **Loire-Atlantique, Nantes, 23 novembre à 14h30**
Médiathèque Jacques-Demy, amphithéâtre. Amélie, 06 26 06 43 92, summerhill44ief@yahoo.fr

93200 Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60, www.andines.com

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
OCCUPE TON ROND-POINT !

Partout en France, le 15 novembre
 Chacun est invité à s'installer sur un rond-point près de chez lui et à le décorer avec des banderoles sur le thème de la transition énergétique avec comme point commun à tous le slogan : "Arrêtons de tourner en rond, ni rafistolage, ni nouvelle construction de centrales nucléaires"



Renseignements : Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22, http://www.sortirdu nucleaire.org



• **Vendée, La Roche-sur-Yon, 24 novembre**
Marlène, 06 17 53 84 49, marlene.pineau@ac-nantes.fr

• **Finistère, Quimper, 25 novembre à 20h**
Lycée de Kerstum, 12 Allée de Kerstum. Laure et Nathalie, semeursdecole@gmail.com, www.lessemeursdecole.com

• **Finistère, 26 novembre à 18h30**
Le Mouton enneigé, 18 rue de la Gare, 29380 Bannalec. Moon, 06 28 82 37 58, roquetamere@gmail.com

• **Loiret, Orléans, 27 novembre**
hmalexandra@yahoo.co.uk ou education-authentique.org (page « conférences »)

• **Vosges, 28 novembre**
88360 Rupt-sur-Moselle. Cécile, 09 50 18 64 52, tortues@tranquille.ch

• **Meurthe-et-Moselle, Nancy, 29 novembre**
Marion, 06 37 37 45 92, nancy@colibris-lemouvement.org, https://www.facebook.com/ColibrisDeNancy54

• **Belgique, Louvain-la-Neuve, 30 novembre à 14h**
Maison du Développement Durable - Grand Place 7 (à côté de Cinéscope et de la gare), contact@lamaisondespotentiels.be, http://www.lamaisondespotentiels.be/activites-pour-adultes/conferences-et-ateliers/deirdre-bergeron/

• **Luxembourg, 1^{er} décembre à 19h30**
Kulturhaus à Kopstal (L-8181) Carole, 661 400 041, carolehamrouni@gmail.com

• **Gard, 2 décembre à 19h30**
30120 Le Vigan, morissette17@no-log.org ou education-authentique.org (page « conférences »)

• **Hérault, 3 décembre à 20h**
Maison de la Vie Associative, 34500 Béziers. Chritina : 06 81 15 66 65, info@papotipapota.com, www.papotipapota.com/

• **Pyrénées Orientales, 4 décembre à 14h**
Les Oliviers de Virginia, rue des Oliviers, 66600 Cases-de-Pène. Emmeline, 04 68 38 91 46, gites@oliviers-de-virgina.com, Hélène, 06 28 32 46 32, in-butterfly@hotmail.fr

• **Ardèche, Aubenas 5, décembre à 16h**
Jenny, 04 75 37 91 14, jennyb07@hotmail.fr

• **Vaucluse, 6 décembre à 16h**
11 av Jean Moulin, 84110 Vaison-la-Romaine. Samuel, 06 13 93 03 98, samuel@rebis.org

• **Isère, 7 décembre à 10h**
Salle Paul Cullier, Stade de la Perelle, 38430 Moirans. contact@grainesdenthouasme.fr, www.grainesdenthouasme.fr

LOIRE
QUELLES ÉNERGIES POUR DEMAIN ? 21 novembre à 20h15

Espace José Cuadros, MJC, Saint-Chamond Projection et débat. Coordination culturelle, 2A, rue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.

AIX-EN-PROVENCE
CHAÎNE HUMAINE ANTINUCLÉAIRE 29 novembre

sur le cours Mirabeau, Programme sur : www.chainehumaine.fr ou par téléphone au 07 77 20 27 71.

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES
OCCUPATION DE TERRES
CONTRE L'AÉROPORT

maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Contact : reclaimthepad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

énergies



GENÈVE
7^e ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 00 87 60 47, www.independentwho.org.

ÎLE-DE-FRANCE
PORTES OUVERTES À ANDINES 8 novembre

La coopérative Andines, qui depuis 1987 travaille pour une économie équitable, respectueuse des hommes et de la nature, organise une journée portes ouvertes dans ses locaux, avec la présence de stands d'information, plusieurs films et débats, concert et repas collectif. Thème de l'année : "le nucléaire en questions".

Coopérative Andines, 5, rue de la Poterie,

les un-e-s, porte close pour les autres. La logique économique prévaut sur l'humain. L'invasion, mythe ou réalité ?
 Cimade, 64 rue Clisson, 75013 Paris, tél : 01 44 18 60 50, www.festivalmigrantscene.org



LYON
SALON DES ÉDITIONS
ET EXPRESSIONS LIBERTAIRES
22 et 23 novembre
 Maison des associations, 28, rue Denfert-Rochereau, Lyon 4e
 Salon des éditions et expressions libertaires c/o librairie la Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25, salonzedlib@lagryffe.net.

santé
GENÈVE
FORUM SCIENTIFIQUE ET CITOYEN
SUR LES EFFETS GÉNÉTIQUES
DES RAYONNEMENTS IONISANTS
29 novembre, 8h30 à 18h
 Centre Cécuménique, 150, route de Ferney Intervenants : Dr Inge Schmitz-Feuerhake, de la Société Allemande de la Radioprotection (Allemagne) ; Dr Yuri Dubrova, du Département de Génétique de l'Université de Leicester (Royaume Uni) ; Dr Wladimir Wertencki, du Département de la Génétique Médicale et des Anomalies Congénitales de l'Université d'Alabama (USA) ; Dr Keith Bayerstock, du Département des Sciences Environnementales de l'Université de Finlande orientale (Finlande) ; Dr Timothy Mousseau, Professeur des Sciences Biologiques de l'Université de Caroline du Sud (USA) ; Dr Chiyo Nohara de l'Université d'Okinawa (Japon).
<http://independentwho.org/fr/2014/09/21/forum-effets-genetiques>

silence
JURA
SILENCE, ON CAUSE !
 Jeudi 6 novembre de 18h30 à 20h, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".
 Contact : Julien Da Rocha, darocha.julien@gmail.com / 06 17 09 47 60.

LYON
EXPÉDITION DE SILENCE
 Jeudi 20 et vendredi 21 novembre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

GARD
JOURNÉES DE L'ARBRE, DE LA PLANTE ET DU FRUIT
29 et 30 novembre
 à Saint-Jean-du-Gard
 Thème de l'année : héritage des Amériques, fraises et maïs. Journée professionnelle le 28 sur la préservation des variétés de fraises anciennes. Plus de 150 exposants.
 Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18, www.dimanchesverts.org

films, spectacle, culture

PARIS
IMAGES MOVEMENTÉES
18 au 23 novembre
 Au cinéma la Clef, 21, rue de la Clef, Paris 5e. Festival du film d'Attac. Thème de l'année : "sortir du cadre", avec une vingtaine de films, de nombreux débats, des séances pour le public scolaire, une table de presse...
 Images Mouvementées, c/o Luc Vitorge, 12, rue Hippolyte-Lebas, 75009 Paris, <http://local.attac.org/images-mouvementees/>

nord sud
PARIS
FESTIVAL NIO FAR
22-29 novembre



Danse, théâtre, documentaire, table-ronde... Sur le thème "Histoire coloniale histoire commune". Samedi 22 : projections-débats "Comment la société a-t-elle évolué sur les questions de l'égalité et du racisme" avec Alice Diop et Rokhaya Diallo, Centre Fleury Barbara, 1, rue de Fleury, 18°. Dimanche 23 : projection-débat "les nouvelles formes de résistance" avec Franck Garbely, Manuel Domergue, Catherine Coquery-Vidrovitch, Centre Fleury Barbara, 1, rue de Fleury, 18°. Mardi 25 : danse, carte blanche à Sophiatou Kossoko, l'étoile du Nord, 16, rue Georgette Agutte, 18°. Etc.
 La Tribu. Contact : 01 73 73 82 21, www.festivalniofar.com

politique & société

LOIRE
IMPÔTS : PETITS ARRANGEMENTS ET GRANDES INÉGALITÉS
7 novembre à 20h15
 Espace José Cuadros, MJC, Saint-Chamond
 Projection et débat.
 Coordination culturelle, 2A, rue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.

FRANCE
FESTIVAL MIGRANT'SCÈNE
15-30 novembre
 Dans 40 villes de France, des événements, rencontres, débats autour cette année des paradoxes de l'Europe face aux migrations. Lieu de liberté et de mobilité pour

NE VIVONS PLUS COMME DES ESCLAVES !
 Le film « Ne vivons plus comme des esclaves » sur les alternatives développées en Grèce depuis le début de la crise, film de Yannis Youlountas sera projeté en présence du réalisateur à **Tulle** (salle Latreille, le 19 novembre), **Clermont-Ferrand** (cinéma Le Rio, le 20), **Ambert** (cinéma La Façade, le 21), **Tailhac** (la Grange à Palabres, le 22), **Draguignan** (cinéma l'Écloradio, le 24), **Aix** (le 25), **Marseille** (centre social et culturel Del Rio, à 14h, le 26), **Rognes** (à 20h30 le 26), **Aubagne** (Cercle de l'Harmonie, à 19h, le 27). Plus d'infos sur le film : <http://nevivonspluscommedesesclaves.net>



ISÈRE
FAISONS ENSEMBLE, ÇA RÉCHAUFFE !
10-12 décembre
 9^e Rencontres Régionales de l'Éducation à l'Environnement vers un Développement Durable. Formation d'acteurs et d'actrices de l'éducation, de la formation, etc., sur le thème "Changements climatiques et participation des citoyens". Organisée à l'Arche de Saint-Antoine l'Abbaye par Graine, Réseau Rhône-Alpes pour l'environnement vers un développement durable.
 Graine Rhône-Alpes, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél. : 09 72 30 04 90, www.graine-rhone-alpes.org

femmes, hommes, etc.

RHÔNE
BRISONS LE SILENCE
19 au 29 novembre.
 Festival contre les violences conjugales. Samedi 22, happenings place Charles-Béraudier et place de la République. Mardi 25 : village associatif à Bron, Espace Pestourie, 9-17h, avec des associations qui travaillent dans le champ de la prévention des violences et de la lutte contre le sexisme. Mercredi 26, mairie de Lyon 7e, soirée "Parler des violences conjugales, un premier pas pour s'en sortir". Samedi 29 : après-midi jeux à la bibliothèque Jean-Macé, 14-17h, autour des préjugés, des représentations de l'autre...
 Filactions, 6, rue des Fantaisies, 69001 Lyon, tél. : 04 78 30 63 50, www.filactions.org

CHAMBÉRY
LE CLITO, UN PETIT NOM QUI EN DIT LONG
22 novembre 2014 à 19h
 Salle Jean Renoir
 Plaisir et Politique au Pays de la Sexualité Féminine. Conférence gesticulée. Ce soir là, 7 femmes, 7 histoires différentes, 7 points de vue différents forcément, 7 envies de vivre leurs corps pleinement, intensément.
 Pour en savoir davantage sur cette conférence gesticulée, rendez vous sur le site internet des conférencières : <http://www.questionsdegalite.org/conference-gesticulee-clitoris/>.
 Cette conférence ne se fera pas sans vous et votre participation financière !
 Les billets sont en pré-vente à la librairie J-J Rousseau de Chambéry et en ligne vers un pot commun : <https://www.lepotcommun.fr/billet/015rsije>.
 Contact : unpetitnomquienditlong@gmail.com

MONTREUIL
AUTODÉFENSE VERBALE ET PHYSIQUE POUR FEMMES
30 novembre-1^{er} décembre, 9h30-17h.
 Méthode Seito Boei : mouvements simples et immédiatement efficaces, poser ses limites, s'affirmer au quotidien, désamorcer des situations conflictuelles, réflexion sur les conditionnements sociaux et culturels des femmes...
 Contact : Maison des Femmes de Montreuil, 24/28 rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 46 59, www.maisondesfemmes.org.

Fêtes, foires, salons

PARIS
FORUM ALTER'LIBRIS
8 novembre
 CAP, ancienne Gare de Reuilly, 181, avenue Daumesnil, Paris 12e, 10h à 18h
 Le Carrefour des Associations Parisiennes

(CAP) organise en compagnie du FORIM (Forum des ORganisations de solidarité Internationale issues des Migrations) et des associations Paroles d'Hommes et de Femmes et Sortir du Pétrole, son 2e Forum du livre associatif, Alter'Libris. Il sera organisé autour de 4 pôles : Solidarité, Politique de la ville, Environnement, Culture. Table ronde à 10 h 30 : "L'édition numérique, usage et intérêt pour les associations". Conférence à 14 h 30 : "Comment un livre peut-il changer le monde ?". Des ateliers pour enfants et adultes seront également mis en place, de 14 h à 15 h 30 ainsi que de 16 h à 17 h 30, autour du livre objet.
 Carrefour des Associations Parisiennes, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 55 78 29 30.

PARIS
MARJOLAINE
du 8 au 16 novembre
 au Parc floral de Paris, 39e édition.
 Alimentation, vin, beauté, bien-être, santé, mode, déco, maison, tourisme, jardin, écologie. 130 ateliers-conférences. Spécial 50 ans de Nature & Progrès. Exposition de Silence Les 200 dates de l'écologie. 200 conférences dont "perturbateurs endocriniens" (André Cicolella, François Veillerette, Corinne Lalo, le 8 à 14h30), "Comment l'industrie chimique a envahi le monde" (Fabrice Nicolino, le 8 à 17h), "changement climatique, enjeux et capacités d'adaptation" (Geneviève Azam, Stephen Kerckove, le 9 à 14h30), "du terroir à l'assiette, circuits cours et développement local" (Agnès Chamayou, Isabelle Chenal, Henri Rouillé d'Orfeuill, le 10 à 12h30), "les femmes au cœur de la transformation de nos systèmes alimentaires" (Anne Barre, Frédérique Basset, Sandrine Bigot, le 10 à 15h30), "50 idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation" (Marc Dufumier, le 12 à 17h), "L'agroécologie, oui, mais paysanne" (Guy Kastler et Silvia Pérez Vitoria, le 13 à 14h30), "le chemin de la simplicité volontaire" (Yves cochet, Jean-Eudes Bellanger, le 14 à 14h), "Nourrir l'Europe en temps de crise" (Pablo Servigne, le 14 à 16h), "Semences, terres, eau, jusqu'où leur privatisation" (Patrick de Kochko, Marc Laimé, Raoul-Marc Jenner, le 15 à 14h), "Construire les alternatives" (Christian Jacquiau, Hervé Le Gall... le 16 à 17h).
 Programme complet : SPAS, 160 bis, rue de Paris, 92645 Boulogne-Billancourt cedex, tél : 01 45 56 09 09. www.salon-marjolaine.com.

VAUCLUSE
7^e FÊTE DE LA BIODIVERSITÉ ET DES VARIÉTÉS ANCIENNES AU THOR
15 et 16 novembre
 Salle des fêtes et salle polyvalente. Marché, expositions, conférences. Vendredi 14 à 20h, film Il était une forêt de Luc Jacquet et Francis Hallé.
 Association défense et promotion du patrimoine paysan, 278, hameau de Thouzon, 84250 Thor, tél : 04 90 38 17 16, <http://www.d3p84.fr>

LYON
SALON DES DÉBOUCHÉES
23 novembre
 Journée de découverte des "vins naturels". De 10h à 19h au Croiseur, 4, rue Barret, Lyon 7°. Renseignements : www.lesdebouchees.com.

GRENOBLE
NATURISSIMA
26 au 30 novembre, à Alpexpo
 Thème : "bio, nature et cocoon". 190 exposants.
 Alpexpo, 2 avenue d'Innsbruck, CS52408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00, naturissima@alpexpo.com

➤ Lors de la distribution des paniers d'une AMAP, on constate qu'une majorité d'hommes viennent chercher les légumes du foyer...



D.R.

Circuits courts : nos paniers sont-ils "féministes" ?

Les circuits courts de consommation permettent d'améliorer le lien social entre producteurs et consommateurs tout en réduisant notre empreinte écologique. Agnès Terrieux a étudié leurs impacts sur le travail féminin, entre reconnaissance sociale et labeur domestique invisible.

DES CONSOMMATEURS ET DES PRODUCTEURS, toujours plus nombreux, se rencontrent dans de nouvelles formes de mise en marché des produits alimentaires, qu'en France nous appelons "circuits courts". Ils construisent des relations sociales nouvelles et font une bonne affaire, les producteurs captent une plus grande partie de la plus-value et les consommateurs accèdent à des produits frais au meilleur prix. Dans les circuits courts, on échange de plus grandes quantités de produits bruts ou peu transformés que dans la grande distribution et les petits commerces où l'on trouve surtout des produits de l'agroalimentaire.

Si acheter un produit déjà transformé revient en quelque sorte à acheter le temps de travail qui a été consacré à sa transformation, alors les consommateurs qui achètent des produits bruts doivent assumer tout ou partie du temps de transformation, je me suis donc interrogée sur la répartition des tâches de la transformation, autant chez les producteurs que chez les consommateurs. Il a rapidement émergé que les femmes et les hommes ne faisaient pas les mêmes choses, le genre jouait donc un rôle.

VOIR ET COMPRENDRE LE TRAVAIL FÉMININ

Le monde du travail est construit sur des interactions sociales asymétriques. Il est empreint de relations de pouvoir entre des dominants et des dominés, mais il structure l'essentiel des relations. Pouvoir reconnaître le travail féminin est donc un problème social crucial. Parce que nous vivons dans une société qui confond travailler et recevoir un salaire, le travail domestique, majoritairement féminin, échappe au regard, est sous-évalué, souvent invisible. Par deux raccourcis saisissants la société en vient à penser que le "travail productif", payé, vaut plus que le "travail reproductif", non rétribué, et *ipso facto* que les hommes, puisqu'on les paie, valent plus que les femmes qu'on ne paie pas. (1)

LES AGRICULTRICES, LONGTEMPS INVISIBLES

L'agriculture est un monde professionnel dans lequel les femmes sont particulièrement peu visibles, la profession se pense (et est pensée) au masculin, pourtant cette idée est en grande partie fausse.

(1) Hirata et Kergoat, 1998, "La division sexuelle du travail revisitée", in Maruani, *Les nouvelles frontières de l'inégalité, hommes et femmes sur le marché du travail*, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 1998, pp 93-104.



D.R.

◀
... par contre la structure en AMAP semble valoriser le travail des femmes dans la structure agricole.

Parce que la ferme est aussi fréquemment le lieu de résidence de la famille, on a contesté aux femmes leur place dans le monde professionnel, leur travail se résumerait à une "aide" sous la direction du chef d'exploitation qui est aussi le "chef de famille". Ainsi, le recensement de 1954 a éliminé du paysage de l'emploi agricole un million (!) de femmes par un jeu statistique (2), la modernisation, associée à son corollaire la machine, accentuant ensuite l'exode rural féminin (3). Pourtant, les femmes sont présentes en agriculture, le plus souvent cachées par des statuts sociaux très défavorables ou, pire encore, sans statut (4).

DANS L'AGRICULTURE, LE TRAVAIL FÉMININ MIEUX RECONNU

Les circuits courts font émerger une possibilité de rendre visible le travail agricole féminin, de valoriser financièrement ce qui est communément pensé comme des savoir-faire féminins. En effet, pour vendre il est important d'avoir fait les courses ce qui permet de connaître les attentes des clients, parfois de savoir transformer donc cuisiner ce qui était réservé naguère aux femmes.

Vendre en circuits courts est donc l'occasion pour les femmes de faire reconnaître des compétences, de les monnayer et d'en retirer des revenus pour la ferme, la famille et elles-mêmes, et surtout d'acquérir un statut professionnel. Le succès économique de cette activité est tel que des hommes assument aujourd'hui ces tâches (cuisinent, emballent, font l'article...) dans le cadre professionnel.

Le bilan des circuits courts en terme de travail agricole féminin serait donc plutôt positif. Il faut toutefois modérer ce propos car toutes et tous constatent que la vente directe augmente considérablement le temps de travail : après avoir produit il faut transformer, conditionner, transporter, vendre... ; et pour les femmes cela s'ajoute au temps de travail domestique.

DANS LE SECRET DES FAMILLES OU DU CÔTÉ DES CONSOMMATEURS ET DES CONSOMMATRICES...

Qu'en est-il du côté des client-e-s ?

J'ai pu constater qu'au moment de l'achat les femmes sont moins présentes que les hommes. Au marché le samedi ou le dimanche matin, aux distributions des AMAP en soirée, on voit plus d'hommes que de femmes jeunes ; lorsqu'on les interroge ils expliquent volontiers qu'ils font les courses parce que leurs compagnes se consacrent aux enfants à ce moment-là. Donc, ils ne les déchargent pas des travaux domestiques, mais choisissent une activité qui permet d'être dehors lorsqu'elles sont dedans, ce qui reste un schéma classique de répartition genrée des tâches. Je n'ai pas réussi à apprendre si cette répartition résultait d'un accord conscient dans les couples ou d'un état de fait (5).

Une fois entrés dans la maison, les produits des circuits courts sont confiés à celui ou celle qui "fait à manger", et c'est le plus souvent une tâche féminine. Les produits bruts ou semi-transformés sont longs à mettre en œuvre ; parfois peu connus, la famille ne les apprécie pas, ce que les femmes ressentent comme un double déni de leur travail.

Les circuits courts contribuent donc bien à un accroissement du travail féminin, de façon positive en permettant aux femmes qui travaillent en agriculture de se voir reconnues et d'acquérir un statut, mais ils alourdissent aussi le travail domestique qui reste un impensé social majeur.

Agnès Terrieux ■

Agnès Terrieux est maître de conférences en géographie à l'École Nationale de Formation Agronomique (ENFA) de Toulouse. Elle a notamment publié "Consommer différemment, les nouveaux rapports villes-campagnes : cas en Midi-Pyrénées" in Hélène Guétat-Bernard (coord.), *Féminin-Masculin, genre et agricultures familiales*, Versailles, Quae, 2014.

(2) Maruani et Méron., *Un siècle de travail des femmes, 1901-2011*, Paris, La Découverte, coll. Sciences humaines, 2012, 232 p. Le recensement de 1954 a modifié la proposition du nom de métier : au lieu de cultivateur/cultivatrice on devait se déclarer agriculteur/aide familial. 1 million de femmes ont coché aide familial-e, ce qui n'est pas un statut d'emploi (ni salaire, ni sécurité sociale ou cotisation de retraite en propre).

(3) La mécanisation a écarté les femmes en jouant sur leur supposée incapacité à conduire les tracteurs, et surtout en associant les hommes à la capacité à conduire les machines agricoles, ces dernières étant présentée comme une sorte de prolongation de la voiture. Elle sont donc été remplacées par des machines qu'on leur interdisait d'utiliser.

(4) Granié, Guétat, Terrieux, "Initiatives féminines en agriculture et dynamiques des territoires ruraux, ou la poule aux œufs d'or", in Ferreol G.(dir), *Femmes et agriculture*, Bruxelles, EME, coll. Proximités Sociologie, 2011, pp 143-154. Labourie-Racapé A., 2004, "Genre et territoire, quelles questions?", *Espace, populations, sociétés*, n°1, pp. 113-119.

(5) Dans les 6 AMAP observées par l'auteure, à Toulouse et sa région, dont les distributions avaient lieu après 18h30, la proportion était environ de 70% d'hommes et de 30% de femmes. C'est dans les couples qui ont de jeunes enfants (moins de 10 ans) que la sur-représentation masculine était la plus forte. Au niveau des "bureaux" des associations AMAP, il y avait 4 présidentes et 2 trésoriers, et 6 trésoriers (de l'aveu de l'une d'entre elles "le boulot le plus ingrat dans une association, surtout quand il faut réclamer les chèques").

► Sylvie Fofana, secrétaire générale du Syndicat national des auxiliaires parentales



Révoltée, Sylvie la nounou a créé un syndicat

Un jour, Sylvie Fofana a dit non, ça suffit. Pour elle, pour les autres auxiliaires parentales, elle a refusé de se soumettre plus longtemps à la loi de l'employeur. Alors, la nounou a fondé le *Syndicat national des auxiliaires parentales*, qui revendique une véritable reconnaissance et un meilleur encadrement de cette profession.

C'EST À LA BOURSE DU TRAVAIL, À Paris, bureau 513, que siège Sylvie Fofana, la secrétaire générale du *Syndicat national des auxiliaires parentales* (UNSA/SNAP), les nounous qui exercent au domicile des familles.

Au chômage, Sylvie s'en occupe bénévolement. Quant à ses ressources, "Dieu y pourvoira" (...) "Je ne peux plus trouver de travail, estime-t-elle. Car je suis celle qui met des choses dans la tête des nounous". Des choses ? Prétendre aux droits de n'importe quel salarié.

Elle s'exprime avec une assurance sereine. Disposer d'un bureau dans ce temple du syndicalisme, "c'est une belle reconnaissance. Que de chemin parcouru". Avec un sens consommé du récit, elle revient sur cet itinéraire.

"UNE RESPONSABILITÉ INOUIË"

Sylvie est originaire de Côte d'Ivoire. Là-bas, elle travaille auprès d'un pharmacien qui la renvoie à l'annonce de sa grossesse. Elle se consacre alors à l'éducation de ses enfants. Cependant, la jeune femme veut étudier et gagner sa vie. Elle s'envole donc pour la France, seule, et entreprend de passer un baccalauréat professionnel en secrétariat. Le projet avorte lorsque son oncle la jette dehors. "Je dormais à gauche et à droite, j'étais presque SDF". Pour obtenir un logement, elle accepte le seul emploi qui lui offre un contrat à durée indéterminée : auxiliaire parentale. Nous sommes en 1995. Elle exercera le métier pendant dix-sept ans.

Ce travail use le corps et les horaires sont très longs – 50 heures par semaine en moyenne. Sylvie accompagne

les premiers pas, les premiers mots, etc. "C'est ce qui m'a fait tenir. Il n'y a pas plus beau que le sourire d'un enfant", s'enthousiasme-t-elle. À côté de ces bonheurs, "la responsabilité que l'on a sur le dos est inouïe. Car un accident est vite arrivé. Quand tout s'est bien passé, on se dit : 'Gloire à Dieu. Tous les jours, tous les jours'". Sa voix se mue en un murmure. "Il faut prendre conscience de cela et valoriser, respecter ces femmes. Or, beaucoup ont honte de pratiquer cette profession et sont considérées comme des bonniches".

Qui plus est, cette activité se déroule souvent à l'abri des regards. Sans contrôle. Et si elle reconnaît avoir eu des patrons "formidables", Sylvie est aussi maintes fois exploitée. Par fatalisme, elle ne se révolte pas. Puis un jour de 2009, c'est l'étincelle.

35 ADHÉRENTES EN 2010, 2300 AUJOURD'HUI

Sylvie travaille pour "une gosse de riches" depuis dix mois. Une mauvaise surprise l'attend à son retour de vacances : "Vous ne correspondez plus aux critères de la nounou, l'informe-t-on. Nous voulons une personne qui fasse le ménage". "Mais cela ne figurait nulle part dans mon contrat !", s'insurge-t-elle. "C'était un licenciement déguisé". Sylvie brandit la menace du tribunal. "C'était la première fois de toute ma carrière que j'osais prononcer le terme 'prud'hommes' ". Son employeuse lui concède un mois de salaire, à condition qu'elle renonce à une action en justice. "J'accepte, mais je m'en vais avec le cœur gros".

Le feu couvait, l'incident allume la mèche. "J'ai pensé : plus jamais ça. Je ne veux plus jamais donner l'occasion à



D.R.



Le *Syndicat national des auxiliaires parentales* (UNSA/SNAP) encourage la formation des nounous, réclame la mise en place d'une convention collective unique et le passage aux 35 heures, contre 40 actuellement.

Des inégalités dans la réglementation

Assistant(e)s maternel(le)s et auxiliaires parentales exercent la même profession. Les différences portent sur le lieu d'exercice – à leur domicile pour les assistant(e)s maternel(le)s, au domicile des parents pour les auxiliaires parentales – et le statut.

- Un(e) assistant(e) maternel(le) doit impérativement obtenir un agrément, délivré par les conseils généraux et complété par une visite d'évaluation à domicile.

- Aucun diplôme ni formation ne sont exigés pour les auxiliaires parentales. Elles sont soumises à la convention collective nationale des salariés du particulier employeur, qui s'applique aux emplois ménagers, assistants de vie pour personnes âgées, etc.

Le *Syndicat national des auxiliaires parentales* (UNSA/SNAP) encourage la formation des nounous, réclame la mise en place d'une convention collective unique pour les accueillantes d'enfant et le passage aux 35 heures, contre 40 actuellement.

quelqu'un de se foutre de moi ou de se foutre d'une autre personne qui laisse ses enfants pour aller s'occuper des enfants des autres". Elle lance alors un appel à des collègues : "Et si on s'organisait ?".

Le 17 octobre 2010, Sylvie fonde l'*Association des nounous d'Île-de-France*. De réunion en réunion, "c'est devenu un "parloir". Les filles venaient raconter leurs misères ; c'était un défouloir !". Deux ans plus tard, l'association évolue en syndicat. La secrétaire générale arpente les squares pour inciter les nounous à se syndiquer. La tâche n'est pas aisée. "Elles pensaient que j'allais leur faire perdre leur emploi". Créé avec 35 personnes, le

syndicat compte aujourd'hui 2300 adhérentes en Île-de-France.

Sans locaux, Sylvie reçoit d'abord les nounous chez elle après son travail. Parfois jusqu'à 23h. Rapidement, elle entre dans le giron de l'*Union nationale des syndicats autonomes* (UNSA) et trouve sa place à la Bourse du travail. "Je ne voulais pas que l'on reste isolées. Il fallait un réseau pour nous faire aider dans notre lutte".

"NOUS SOMMES DÉSORIENTÉES ET LES EMPLOYEURS AUSSI"

Congés non payés, auxiliaires parentales filmées à leur insu ou épiées dans les parcs, heures supplémentaires ni rémunérées, ni déclarées, l'ouvrage ne manque pas. La cause de ces abus ? Un manque d'encadrement de la profession et des employeurs parfois mal informés. "Nous sommes désorientées et eux aussi. Une femme m'a appelée en pleurs car sa nounou s'était mise en arrêt maladie, alors qu'elle l'avait vue faire la fête sur son compte facebook. Je suis là aussi pour conseiller les employeurs".

FÉMINISTE, HUMANISTE, INDIGNÉE

En parallèle, Sylvie mène encore une autre bataille. Membre du *Laboratoire de l'égalité*, elle est une féministe 'revendiquée'.

En 2011, elle a créé l'ONG *Woroba*, en Côte d'Ivoire, qui milite notamment pour la scolarisation des petites filles. Aujourd'hui, Sylvie cherche des livres et des fournitures scolaires pour son ONG.

Féministe, humaniste, indignée, Sylvie tient à rendre sa vie exemplaire : "Si chacun de nous donne de son temps pour la justice des opprimés et des moins forts, le monde sera un paradis".

Emilie Lay

Histoires Ordinaires ■

A lire

■ *Qui gardera nos enfants ?*
Caroline Ibos, éd. Flammarion,
2012, 288 pages.

■ *UNSA/SNAP*, 3, rue du Château d'eau (Bourse du travail/5^e étage), 75010 Paris, tél. : 01 44 78 54 06, <http://unsa-snap.org>.

La Fédération des services du syndicat CFTD défend également les droits des employés du particulier employeur. Pour les joindre, contacter le 01 48 10 65 90.

En partenariat avec

Histoires Ordinaires

Créé en 2010 par un ancien grand reporter à Ouest France, *Histoires Ordinaires* est un site internet d'information doublé d'une lettre web hebdomadaire et d'une maison d'édition, animés bénévolement, dont "la seule et modeste ambition est de parler des hommes et des femmes qui améliorent de mille façons notre foutue condition humaine". Contact : *Histoires Ordinaires*, 39, rue Lobineau, 35000 Rennes, www.histoiresordinaires.fr.

►
Tour de réfrigération du data center de Google à Council Bluffs, Iowa (USA)



Comme Zhou

Internet fait exploser la consommation électrique

En 2030, internet et les appareils qui lui sont reliés pourraient consommer autant que l'ensemble de notre consommation électrique en 2008 ! Hallucinant.

LE SEUL SITE DE *GOOGLE* AVAIT BESOIN DE près d'un million de serveurs dans le monde pour faire face, en 2012, à 3,5 milliards de requêtes par jour. Il reconnaît qu'en 2010, il consommait 2 milliards de kWh soit 1 % de la consommation d'Internet. À l'époque Internet ne représentait que 1 % de la consommation électrique mondiale. Quatre ans plus tard, Internet en serait à 6 %. Et cela augmente à toute vitesse. D'après une étude de l'ADEME (1), la consommation des infrastructures d'Internet pourrait atteindre en 2030 la consommation mondiale d'électricité de 2008 !

Le plus gros data center d'Europe se trouve actuellement à Gravelines (France), près de la centrale nucléaire du même nom. Les deux tiers de l'électricité servent à refroidir les centres et non à faire fonctionner directement internet... d'où l'idée de disperser les serveurs un peu partout pour que la chaleur puisse être récupérée comme chauffage (2).

L'INCROYABLE GASPILLAGE DES APPAREILS CONNECTÉS

Un rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) paru le 2 juillet 2014 rappelle que la consommation d'énergie n'est pas seulement liée aux serveurs : les appareils connectés à internet (smartphones, tablettes,

consoles de jeux, montres...), — 14 milliards en 2013 — ont consommé cette année-là 616 TWh, soit autant que la Grande-Bretagne et la Norvège réunies ! Or environ les deux tiers de la consommation de ces appareils sont dus à la veille. Ne pas gaspiller ces, environ 400 TWh de "veille", reviendrait à ne pas utiliser les 58 réacteurs nucléaires français. D'ici à 2020, le nombre de ces appareils connectés pourrait doubler. (3)

Quelques ordres de grandeur

Consommation mondiale des serveurs d'internet en 2013 : 200 TWh

Consommation mondiale des appareils connectés en 2013 : 616 TWh

Production annuelle des 58 réacteurs nucléaires français : 400 TWh

GREENWASHING

Pour contrer la contestation montante sur la question, les grands groupes essaient de s'appuyer sur les énergies renouvelables. Ainsi chez *Apple*, 100 % de l'énergie consommée

est d'origine renouvelable, et la firme cherche à baisser sa consommation. *Facebook* est moins conscient du sujet, selon une estimation de Greenpeace (4) : seulement 49 % issue des renouvelables. *Google* et *Yahoo* sont sensiblement à ce niveau. *Microsoft* est nettement en-dessous : seulement 29 % de renouvelables. Les mauvais élèves sont *Amazon* et *Twitter* qui ont un taux d'usage des renouvelables égal à la moyenne mondiale (23 %). Si, demain, les sites sont "propres", le problème reste entier : c'est la consommation des appareils connectés qui grimpe en flèche.

(1) Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, www.ademe.fr

(2) Des essais sont en cours à l'école Télécom Paris Tech et à EuroDisney.

(3) Sources : *univers-nature.com* 15 juillet 2014, *plus.lapresse.ca* 6 juillet 2014

(4) Greenpeace, étude publiée en avril 2014, « *The internet's ecological footprint* » reprise dans la revue britannique *Ethical consumers*, été 2014.



◀
Venir au
boulot en étant
malade n'est pas
forcément le bon
choix !

Le surprésentéisme, un fléau méconnu

Tout le monde connaît l'absentéisme, consistant à prendre des arrêts maladie alors qu'on n'en a pas vraiment besoin. Mais qui a entendu parler du surprésentéisme ?

AGNÈS TRAVAILLE DANS UNE GRANDE entreprise. Elle sent qu'elle tombe malade mais préfère prendre un cachet et se rendre au bureau par peur d'attirer la suspicion de la direction et des collègues après des angines à répétitions. Daniel est agriculteur et il n'envisage pas de s'arrêter tant que son corps ne le lui interdit pas complètement.

TRAVAILLER MALGRÉ LA MALADIE

"On parle de surprésentéisme quand une personne déclare être venue travailler au moins une fois dans l'année, alors que son état de santé aurait nécessité un arrêt maladie. On peut estimer le taux de surprésentéisme en France à 55%", explique le sociologue Denis Monneuse (1).

Les raisons peuvent être multiples. Peur d'occasionner une surcharge envers ses collègues par esprit d'équipe, pression patronale ou des collaborateurs prompts à stigmatiser la moindre absence et à mettre en doute la bonne foi... Sans oublier certains cadres qui se croient indispensables ou qui veulent "donner l'exemple", ou encore la peur d'avouer une dépression ou une pathologie mentale.

Le surprésentéisme traverse l'ensemble des classes de travailleurs. Variante : le fait de reprendre le travail prématurément avant d'être complètement rétabli.

TOUT LE MONDE EST PERDANT

"Dans l'inconscient collectif, chacun a l'impression que les autres s'arrêtent au moindre prétexte, constate Denis Monneuse. Quand on interroge les personnes sur l'absentéisme, on note qu'elles sous-estiment le nombre de jours où elles ont été absentes et, à l'inverse, surestiment la situation de leurs collègues" (2). Cela aide à comprendre pourquoi le surprésentéisme tend à passer inaperçu.

Pourtant ses dangers sont réels : la personne qui travaille en étant malade dégrade sa santé à long terme, elle peut rechuter plus fortement un peu plus tard (et dans ce cas elle devra prendre un arrêt maladie encore plus long), ou accumuler la pression jusqu'au *burn out* ou à l'infarctus... Sans oublier le risque de contagion envers les collègues. Tant la santé du travailleur que la structure dans laquelle il travaille en font finalement les frais.

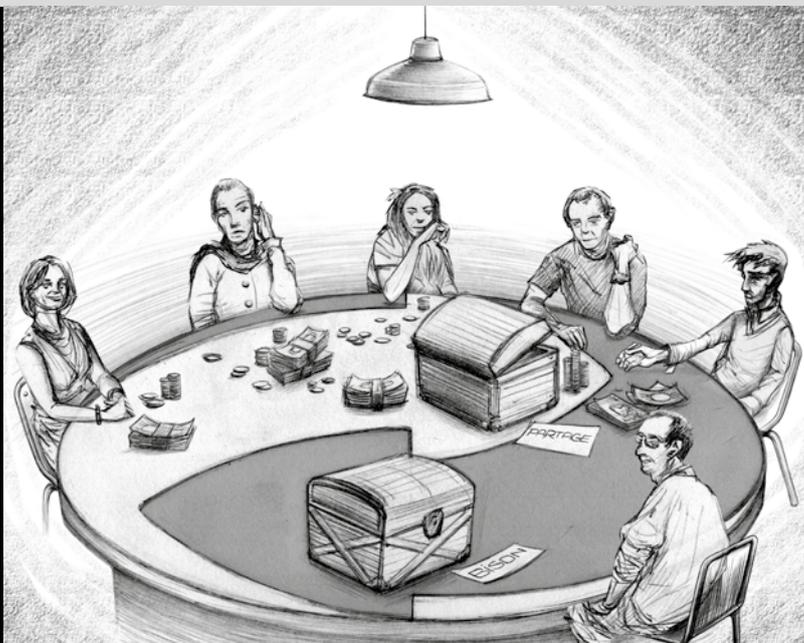
Denis Monneuse souhaite que ce problème soit mieux reconnu, et notamment intégré dans les baromètres sociaux. Ce qui nécessite de décoloniser nos esprits de l'idéologie libérale qui stigmatise les travailleurs comme des tire-au-flanc et des profiteurs.

Guillaume Gamblin ■

(1) Auteur de *Le surprésentéisme. Travailler malgré la maladie* (éd. De Boeck, 2013)

(2) Denis Monneuse, "Le surprésentéisme fait courir un danger aux salariés et aux entreprises", *Lusine nouvelle*, 8 septembre 2013.

*De la charité déguisée ?
Non, il faut penser à long terme.
Les personnes aujourd'hui à l'aise
ne sont pas à l'abri du changement
et celles qui n'ont rien maintenant
peuvent être celles qui les
soutiendront demain.*



Le partage du butin

Depuis trois ans, à Lyon, une petite trentaine de personnes expérimentent une forme de solidarité concrète et troublante : la mise en commun d'une partie de leur revenu pour la vie de tous les jours.

Questionnement, partage et démythification. Explications.

"MAIS, AU FAIT, COMBIEN EST-CE-QUE vous gagnez ?". Rare question, et pour cause : le montant du salaire relève, en France, du presque tabou. L'argent. Il occupe pourtant une place essentielle dans nos vies, valeur d'échange servant à acquérir ou conserver des biens, pour nos plaisirs ou nos besoins. Et voilà qu'il vient à manquer. Tandis que demander au voisin de prêter sa tondeuse, emprunter à une copine *Le Capital* de Karl Marx ou garder quelques semaines le *Monopoly* de Mamy, ne présentent pas d'inconvénients majeurs, les choses se corsent quand l'outil qu'emandé n'est pas un produit fini, mais un pécule sonnante et rébuchant. Honte, embarras, culpabilité d'un côté comme de l'autre ; on dirait qu'il y a un écu dans le potage.

Au sein du couple, de la famille, parfois aussi du cercle d'amis proches, la solidarité pécuniaire peut se jouer de façon fluide. Aujourd'hui, mutualiser les ressources financières adopte les formes du communisme familial, de l'entraide en cas de coups durs individuels, ou d'une caisse de soutien à vocation politique. Et puis ?

Qu'on ne s'y trompe pas : il n'est pas question de santé ici, mais bien de mutualisation de fonds pour la vie de tous les jours.

QUESTIONNER SON RAPPORT À L'ARGENT, PUIS AGIR

C'est quoi l'argent ? Quelles peurs éveille t-il en moi ? Dans quelles situations m'a-t-il posé problème ? Des questions, des questions. Comment ma relation à cet outil s'est-elle composée ? Quelles valeurs la sous-tendent ? Quelle histoire m'a été transmise ?

Les biographies sont tissées de liaisons dangereuses et autres accointances monétaires. Pour s'inscrire dans le groupe, les mutualistes ne peuvent s'épargner une réflexion sur le sujet. Les réunions mensuelles de répartition créent des espaces de parole, espaces poursuivis dans les fréquentes discussions suscitées par cette forme d'action.

Action. Expérimentation. Mise en commun concrète, originale, modeste. Chaque mois, les membres versent 10 % de l'ensemble de leurs revenus (salaires, dons familiaux, allocations de l'état, etc.), loyer déduit. Les finances ainsi récupérées — soit entre 1000 et 2000 € en fonction des mois — sont réparties en deux moitiés : une première en redistribution directe, une seconde constituant la "caisse bison". La première redistribution permet à toute personne de disposer chaque mois d'un revenu minimum de 100 €, loyer payé. Cette somme, pouvant sembler dérisoire, représente une aide précieuse pour des individus précaires, détenteurs du





RSA, sans-papiers. Puis, s'il reste de l'argent de cette première moitié, il est réparti équitablement entre les individus disposant de moins de 400 €.

Quant à la deuxième partie de la somme, la "caisse bison", elle constitue une réserve collective dans laquelle toutes et tous peuvent venir piocher au cours du mois en fonction des plaisirs et besoins.

PEUR DE LA PLUIE

"Pour moi la Mutuelle, c'est essentiel et concrètement dans ma vie, ça m'apporte un sentiment de sécurité" découvre-t-on dans la brochure du projet. Un enjeu important du projet se niche là, à la jonction entre tranquillité apportée par une mutualisation des ressources, et mise en danger liée à la distribution d'une part de son capital personnel.

La question du logis a formé nœud dans les réflexions, tant est ancrée la crainte primaire de ne plus disposer d'un abri. Certaines personnes ont pourtant préféré les charmes du nomadisme au confort de la sédentarité... Le compromis mutualiste ? Prélever 10 % du revenu une fois déduit le coût mensuel du logement.

DEUX CAISSES : PARTAGE ET BISON

Concernant les deux caisses, la première redistribution s'inscrit clairement dans une vision traditionnelle de partage des richesses. Les mutualistes se réapproprient ainsi une partie du rôle usuellement dévolu à l'Etat, soit l'impôt et la solidarité systématique garantissant un revenu minimum. "L'état, c'est nous !"

La seconde caisse, la bison, interroge d'avantage. Au départ, cette caisse s'appelait "coup dur". Personne n'osait s'y servir. Le terme "coup dur" induisait d'une part une situation de choc, et d'autre part, une échelle de valeur. Naviguant dans ces zones mal définies, les mutualistes

éprouvaient des difficultés à s'autoriser des prélèvements dans la caisse. Mais est-ce que j'en ai bien le droit ?

Qu'est-ce qui relève du besoin, qu'est-ce qui est prioritaire ? Se loger ou s'habiller ? Se soigner ? Se faire plaisir ? Le plaisir n'est-il pas un besoin ? Est-ce que ça ne dépendrait pas aussi de la personne ? La caisse fut rebaptisée "bison", et plus besoin de blessure pour y puiser.

Définir l'argent comme un moyen, ne pas juger des finalités qu'il procure, associer confiance et monnaie... La caisse bison rue dans les bran-cards. Elle permet finalement à chacune et chacun d'expérimenter son autonomie propre : au lieu d'inspecter qui prend combien et pourquoi, chaque membre se sent responsable en tant qu'individu au moment où il réalise son prélèvement. Les autres membres accordent leur confiance.

Est-ce qu'elle ne se trouve pas là, la révolution ?

UNE VISION DE PETITE ÉCHELLE ET DE LONG TERME

L'expérimentation évolue à petite échelle, nombre d'individus et quantité d'argent. Enclenchée par des personnes militantes, elle tend à s'ouvrir vers des milieux plus larges. Dans une certaine mesure, car les nouvelles entrées se font par cooptation. Selon les adhérents, l'aspect pratique et l'absence de jargon partisan font de la Mutuelle un dispositif accessible et reproductible à l'envie.

Des essaims de Mutuelles ? Et pourquoi pas ? En attendant, celle de Lyon fonctionne bien et poursuit sa construction, pièce après pièce, portant son regard à long terme. Le diable dans la bourse ou du foin dans les bottes, les mutualistes cheminent vers leur pays de Cocagne.

Eva Thiébaud

en collaboration avec Anna Villard ■

Dessins réalisés par :

Nicolas Henry
<http://okkyno.blogspot.fr/>
 et Alexandra Lolivrel
<http://chezbatlex.net/>

►
Femmes
manifestant à
Lomé, au Togo,
pour la paix en
Sierra Leone, en
2000.



Fredrik Neumann

Les femmes, meilleures actrices de la résolution des conflits armés

Les femmes sont perçues comme victimes des conflits armés, plus rarement comme actrices d'une sortie de la violence.

ET POUR CAUSE, SELON UNE ÉTUDE DE Laurel Stone, chercheuse au *World Policy Institute*, elles ne seraient que 4 % des parties prenantes aux tables de négociations pour la paix (1). Comme au Sud-Soudan où des organisations de femmes ont réclamé, en vain, être associées au processus de paix mais ont été mises à l'écart par les deux parties.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE GENRES RÉDUIT AUSSI LES RISQUES DE GUERRE

Selon Laurel Stone, qui se base sur l'étude de 156 négociations de paix, augmenter la participation des femmes aux processus de paix pourrait faire diminuer de 24 % le recours à la violence lors de conflits internes ou internationaux. Elle précise qu'il s'agit de femmes présentes localement, et non extérieures au conflit comme des membres de l'ONU (2). Selon elle, la généralisation de quotas de femmes élues permettrait de la même manière, de faire baisser significativement la violence.

UNE VISION SOCIÉTALE DU CONFLIT

La présence de femmes dans ces processus de négociations apporte également une situation de paix globalement plus durable. En effet, les femmes engagées dans les discussions élaborent des plans de sortie de crise plus complets en prenant mieux en compte les

implications sociétales des conflits, et pas seulement l'accord politique entre les belligérants.

"Si on laisse les négociations de paix aux seuls belligérants, on en a pour des années !", expliquait ainsi Solange Koné, militante pacifiste de Côte d'Ivoire, au moment des accords de Marcoussis en 2003. *Nous demandons, encore et toujours, à faire partie des négociations. En vain. Il ne nous reste plus qu'à nous poster à l'extérieur des salles de négociations pour faire pression, faute de mieux*". (3)

CHEMINS DÉTOURNÉS

Les femmes sont souvent condamnées à emprunter des chemins détournés pour participer à la résolution des conflits armés : actions symboliques pour la paix, organisation d'objectrices à l'armée en Israël, soutien aux objecteurs en Turquie, actions de médiation directe envers les soldats au Sierra Leone et au Libéria, dénonciation des violences envers les civils avec la *Plate-Forme pour la Paix en Casamance* (Sénégal) née en 2011 du regroupement de 170 organisations de femmes...

Les sociétés "payent" donc les inégalités de genre par un recours aux armes plus important en cas de conflit politique. Qu'on se le dise : la paix passe par l'égalité.

Guillaume Gamblin ■

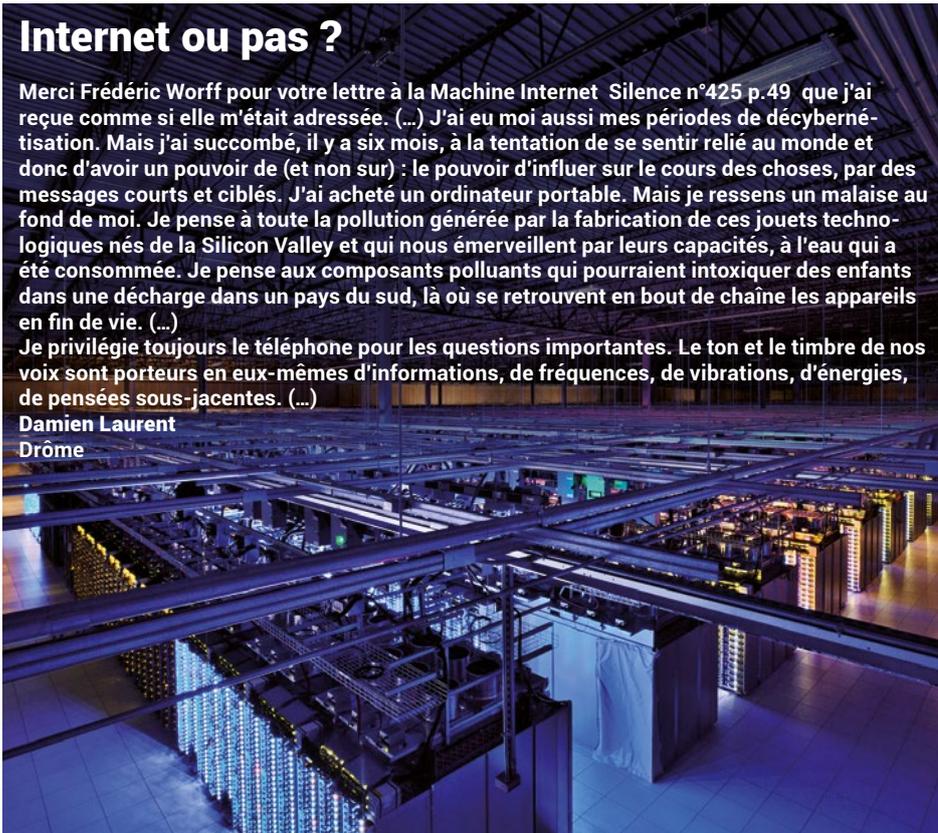
(1) Source : *peacedirect.org*
(2) Notons au passage que jusqu'à aujourd'hui, l'ONU n'a élu aucune femme secrétaire générale.
(3) Les accords de Marcoussis, ou accords Kléber, se sont tenus du 15 au 26 janvier 2003 en France et visaient à mettre un terme à la guerre civile de Côte d'Ivoire qui s'y déroulait depuis 2002. Autour de la table de négociations, les "Forces nouvelles" rebelles du nord et les différents partis politiques du pays étaient invités par le président français, Jacques Chirac.
(4) "Les femmes, actrices de non-violence et de paix : une reconnaissance difficile", Stéphanie Marseille, *Altermondes* n°7, 2006.

Internet ou pas ?

Merci Frédéric Worff pour votre lettre à la Machine Internet Silence n°425 p.49 que j'ai reçue comme si elle m'était adressée. (...) J'ai eu moi aussi mes périodes de décybernisation. Mais j'ai succombé, il y a six mois, à la tentation de se sentir relié au monde et donc d'avoir un pouvoir de (et non sur) : le pouvoir d'influer sur le cours des choses, par des messages courts et ciblés. J'ai acheté un ordinateur portable. Mais je ressens un malaise au fond de moi. Je pense à toute la pollution générée par la fabrication de ces jouets technologiques nés de la Silicon Valley et qui nous émerveillent par leurs capacités, à l'eau qui a été consommée. Je pense aux composants polluants qui pourraient intoxiquer des enfants dans une décharge dans un pays du sud, là où se retrouvent en bout de chaîne les appareils en fin de vie. (...)

Je privilégie toujours le téléphone pour les questions importantes. Le ton et le timbre de nos voix sont porteurs en eux-mêmes d'informations, de fréquences, de vibrations, d'énergies, de pensées sous-jacentes. (...)

Damien Laurent
Drôme



Connie Zhou

Transition énergétique

L'office des HLM de Brest Métropole Habitat a prévu pour septembre 2014 d'accorder à ses locataires un abonnement à internet pour 1,10 € par mois. (Il va sans dire que les réfractaires au numérique devront batailler pour que leurs charges locatives ne soient pas augmentées). Nul doute que la générosité de l'Etat va booster le +0 de croissance actuelle. Elle va entraîner l'achat "en masse" d'ordinateurs, de mobilier qui va avec, accessoires divers, téléphones compatibles, achats en ligne, etc. Cela évitera peut-être d'introduire comme certains le proposent l'économie dite souterraine dans le PIB. Le petit commerce va encore en pâtir. Plus de lien, ah bon ! Une chose est certaine : cela ne réduira pas la consommation énergétique, ni la consommation tout court. Encore moins la part du nucléaire dans celle-ci. Ni la masse des déchets "numériques" dans les pays du sud. Cette générosité va-t-elle être étendue à tout le parc immobilier de l'Etat ? Là-dessus, silence jusqu'à ce jour. Notre ancien président le disait déjà : "l'ordinateur est un outil essentiel à tous les français". A cela je réponds : constance et résistance.

Thierry Brélivet
Finistère

Entre masculin et féminin

Bravo et merci pour la qualité de votre publication. Je ne suis personnellement jamais déçu-e. Je vous écris au sujet de l'article Entre masculin et féminin (Silence n°425 p.44) de Monique Douillet. Bien que celui-ci soit un véritable bol d'air frais dans une "presse écologique" (L'écologiste, La Décroissance...) qui s'entête à confondre normes sociales et faits de nature (...), j'aurais toutefois quelques commentaires à faire. (...)

Je voudrais commencer par la note (2) concernant le nombre de personnes dites intersexes (terme symboliquement problématique, puisque la bipolarité n'est pas questionnée et que ces personnes restent des "hors-normes" et non des personnes ayant une anatomie tout à fait naturelle, mais terme politiquement approprié... pour le moment). Monique évoque les chiffres de 0,5 à 2 naissances pour 1000. L'embryologiste Anne Gaos-Sterling, auteure de *Corps en tous genres*, évoque, elle, le chiffre de 3 pour 100. Mais ses critères sont plus larges. (...)

Vous écrivez une phrase qui me laisse perplexe : "3° genre (...). La combinaison légèrement différente d'éléments connus aurait-elle entraîné un bond qualitatif et abouti à l'avènement d'un être d'une autre nature ?" C'est confondre, comme le font allègrement vos "collègues" précités, la norme sociale et la nature, le genre et l'anatomie. (...) Les anatomies sont toutes uniques, c'est un des principes de la vie (sexuée encore plus qu'asexuée) mais la

société nous demande de les classer en deux groupes. Pourquoi pas alors en 3 ? C'est, dirais-je, tout aussi inepte. Certains êtres humains peuvent porter la vie et d'autres pas, certains ont des gamètes d'une certaine forme, d'autres d'une autre, d'autres pas du tout, etc. etc. Le sexe, la "nature" sexuelle est (notamment ?) un marqueur social (qui permet... la construction du genre, ici, mais d'autres différences servent également de marqueur social, comme la couleur de peau pour la "création" de la race...). Il est donc tout aussi inepte de demander à un être humain de cocher la case (ou de la cocher pour un autre) homme/mâle, femme/femelle, voire intersexe/indéterminé/neutre afin de complaire à une norme (discriminatoire par essence), que de demander à cette même personne de se déterminer en blanc-he ou noir-e... ou grise. Cela n'est pas un classement de "nature", mais un classement politique. (...)

J'espère que cette thématique (le genre) restera chère à votre cœur et que vous nous permettez encore de lire quelques articles sur ce sujet. J'espère que pourra prendre pied, face à une position normative issue d'une certaine approche de la psychanalyse, une position progressiste décroissante combinant critique du technoscientisme, de l'hétéronorme et de la bicatégorisation (ou tricatégorisation) des êtres humains. Vous êtes, je le pense, celles qui peuvent donner de l'écho à cette



approche. Continuez de ne pas vous/nous en priver.

Davy Borde
Alpes-de-Haute-Provence

Silence : ce n'est pas l'auteur de l'article qui dit "3° genre" mais la Cour suprême indienne. Dans le paragraphe "les définitions se cherchent" elle critique l'appellation 3° genre et dans le paragraphe sur les dernières études scientifiques, il est précisé que biologiquement le 3° sexe n'existe pas car le sexe représente un vaste ensemble de données. Quant aux catégorisations administratives "sexe non déterminé ou neutre", comme vous, elle ne les trouve pas pertinentes et l'écrit. Nous sommes entièrement d'accord avec vous lorsque vous concluez : "Cela n'est pas un classement de nature, mais politique" en vous élevant contre ces catégorisations.

Essais

ZAD du Testet

De retour de la ZAD, Zone à défendre du Testet (<http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/>) après 5 jours sur place : 5 jours de tristesse à voir cette belle forêt, cette paisible rivière du Tescou, cette dernière zone humide du Tarn se faire dévorer par des machines de mort, 5 jours de rage à observer ce projet destructeur, véritable dénie de démocratie pour quelques intérêts privés, 5 jours de violences policières disproportionnées (plus de 150 gardes mobiles surarmés sur place qui n'ont pas hésité lundi à charger 5 pacifiques enterrés et entourés de 70 copains, mettant leur vie en jeu !), 5 jours à prendre des coups, des tirs de flashballs, de bombes lacrymos, mais 5 jours de résistance, de solidarité de rêve d'une autre société, 5 jours d'autogestion, d'inventions, 5 jours de rencontres d'indignés et de résistants de la France entière qui ont décidé, toujours plus nombreux chaque jour, d'agir et d'arrêter de subir ce système mafieux qui déresponsabilise, lobotomise, appauvrit et divise le peuple, détruit la nature (l'équivalent de la surface agricole d'un département disparaît en France tous les 7 ans sous le béton), au profit de quelques-uns. Résistance les copains et les copines, il ne reste plus beaucoup de temps de vie à cette forêt ! Chacun peut trouver de quoi faire, plus ou moins loin du front...

Stéphane Trouille
Drôme



La forêt nous parle

Suite au courrier d'Alexis Robert "La forêt" dans Silence n°324 p.41. Cher Alexis, nous, le Petit Peuple de la Forêt de Brocéliande, te connaissons bien car tu te promènes souvent — d'un pas rapide — parmi nous, tu nous parles, ou murmures dans ta barbe. Tu nous honores par ton beau texte même si tu ne nous nommes pas. Oui, nous vous apportons à vous, les êtres humains, plein de bienfaits, tu les mets si bien en couleur et en musique ! Et vous, que nous offrez-vous en échange de nos dons ? Il y a ceux qui nous exploitent sans scrupules, nous traitent comme des champs de blé pour leur seul bénéfice financier. Nous voyons ceux qui nous piétinent irrespectueusement en criant, en nous souillant de leurs déchets divers. Nous entendons ceux qui nous saccagent en traversant la forêt dans ou sur

des machines bruyantes et polluantes. Et six mois durant, tous les ans, les fusils claquent et tuent. (...)

Pauvres de vous, qui vous êtes coupés de la Nature (...) et en devenez malades. (...)

Tu décris comment nos amis, nos sœurs et frères plantes, minéraux et animaux comblent les humains de ressources et nourritures. (...) Pensez-vous nous respecter, nous remercier ? Songez-vous à dialoguer avec nous ? Vos gestes, paroles, sourires, chants, câlins, silences contemplatifs apporteraient la joie dans nos cœurs. (...)

Porte-toi bien Alexis et au plaisir de ta prochaine balade parmi nous. Nos amitiés féériques à la sympathique équipe de Silence.

Le Petit Peuple de la Forêt de Brocéliande
Ile-et-Vilaine

Pollution publicitaire

A plus de 89 ans je suis toujours indigné, en constatant les écarts entre les vœux pieux et ce que nos dirigeants locaux ou nationaux font. Ici, dans la ville du Blanc, dans l'Indre, s'est tenue une manifestation dite "Chapitre Nature", trois jours durant lesquels les thèses chères à nos cœurs ont été abondamment exposées. C'était la semaine dernière. Aujourd'hui, dans le quotidien régional "La nouvelle République" du centre-ouest, j'apprends que la communauté de communes de la Brenne et du Val-de-Creuse va confier à une société de communication l'achat d'un véhicule électrique qui transportera, entre autres passagers, des enfants des différentes communes. Pas mal, n'est-ce pas ? Si on ne savait pas que ces véhicules seront recouverts de publicités traversant, sans vergogne, les routes du Parc naturel de la Brenne (...) Bel exemple donné aux écoliers trimballés par leurs enseignants, dans ce salon où se disait tout le contraire. (...)

Robert Heymann
Indre

Silence : une voiture électrique sans publicité est-elle écologique ? Voir nos brèves sur l'énergie.

■ **Les beaux quartiers de l'extrême droite**, Agone n°54, 2014, 206 p. 20 €. Comment la riche bourgeoisie et la noblesse entretiennent des liens étroits avec l'extrême droite pour maintenir leur position dominante avec des discours populistes et racistes.

■ **Global Gâchis**, Tristram Stuart, traduction Patrice Piquionne et Nina Blanchot, éd. Rue de l'Echiquier, 2014, 450 p. 25 €. L'auteur, activiste britannique, organise régulièrement des banquets publics réalisés avec des légumes refusés par la grande distribution. Il dénonce ici un fonctionnement de la distribution alimentaire qui entraîne la destruction d'un tiers de la nourriture au niveau mondial, de la moitié en Europe. Tour d'horizon extrêmement complet de tout ce qui provoque ce gaspillage insensé (normes, limite de consommation, transports...) et des initiatives qui sont prises un peu partout pour contrer ce phénomène (glaneurs, compost, régime alimentaire). Très bien documenté.

■ **Le monde soleil**, Albert Espinoza, éd. Livre de Poche, 2014, 6,60 €. L'auteur a connu, très jeune, un cancer qui lui a fait perdre une jambe et un poumon. Il s'en est sorti et présente ici toute une liste de pensées positives pour se redonner de l'allant en toute circonstance. Cela ressemble à de très nombreux guides de développement personnel. Ce serait acceptable sans des références abêtissantes à la numérologie.

■ **20 inconnus au destin hors du commun dont vous n'avez jamais entendu parler avant**, Patrick Baud, Gwen Tomahawk, éd. Aaarg ! (Marseille), 2014, 68 p. 9,90 €. Tsutomu Yamaguchi était représentant de commerce. Le 6 août 1945, il prospectait à Hiroshima. La bombe atomique le laisse sourd et brûlé. Il rentre chez lui à Nagasaki où il se prend la deuxième bombe américaine. Il est le seul humain à avoir survécu à deux bombes atomiques. Philippe Semmelweis, gynécologue, découvre en 1846 qu'en se lavant les mains, il divise par dix le nombre de femmes mortes des suites de l'accouchement, mais il finira fou, car personne ne le croit... On vous laisse découvrir les autres !

■ **La ligue des économistes extraordinaires**, Benoit Simmat et Vincent Caut, éd. Dargaud, 2014, 180 p. 15 €. Voici une manière originale de découvrir 35 économistes dont les théories ont influencé le monde. Un texte découpé en trois parties : leur vie, leur théorie et comment ces économistes se sont plantés à chaque fois, illustré par une petite BD. La limite de l'exercice est dans la brièveté des propos. Et on notera qu'il n'y a aucune femme !

■ **La véritable histoire du 1^{er} mai**, Justhom, éd. Libertaires, 2014, 48 p. 5 €. Pendant des années, à partir de 1886, le premier mai sera l'occasion d'une journée d'actions pour obtenir la journée de travail de 8 h. Il ne s'agit donc pas d'un jour férié comme les autres.

■ **Homme/femme mode d'emploi**, Yang Liu, éd. Taschen, 2014, 128 p. 12 €. L'auteure, designer d'origine chinoise et berlinoise, illustre dans des doubles pages les pires clichés que les hommes et les femmes ont l'un-e sur les autres. C'est superbement stylisé, très souvent drôle, mais malheureusement pas féministe pour un poil.

■ **Aymare, une collectivité anarchosindicaliste espagnole dans le Lot**, Olivier Hiard, éd. Libertaires, 2014, 164 p. 13 €. En 1939, des militants anarchistes espagnols se replient en France. Ils achètent un domaine de 120 hectares et créent une communauté agricole qui va servir de base de repli aux réfugiés pendant la guerre, puis sera un lieu d'expérience libertaire jusqu'en 1967. Des rencontres y accueilleront jusqu'à 1000 participants. Les conflits internes mettront un terme à une histoire intéressante à redécouvrir.

■ **Moutons rebelles**, Béatrice Barras, éd. Repas, 2014, 240 p. 17 €. Réédition revue et complétée de l'histoire de la coopérative Ardelaine, en Ardèche. Où l'on découvrira que ces dernières années, Ardelaine a développé un ensemble d'activités locales (restaurant bio et local, librairie, musée...) qui ont permis l'embauche de nouvelles personnes dans une région pourtant fortement touchée par la crise.

Du chlordécone et de ses effets

Philippe Verdol



Le titre complet de ce livre est *Du chlordécone comme arme chimique française en Guadeloupe et en Martinique et de ses effets en Europe et dans le monde*. Son auteur est en colère contre la politique française "coloniale" qui ne prend pas en compte les effets dévastateurs de ce dangereux pesticide agricole, aujourd'hui interdit, mais très présent dans l'environnement de ces îles, et qui continue à engendrer cancers de la prostate (taux le plus élevé au monde), infertilité, malformations, maladies neuro-dégénératives... Il dénonce les sous-évaluations, les autorisations de cultures en terres polluées mortelles pour les populations locales et les consommateurs extérieurs. Les labels bio locaux ne prennent pas en compte l'intensité de la contamination. Un scandale sanitaire qui mérite d'être dénoncé, mais un livre extrêmement technique et "brouillon". GG

Ed. L'Harmattan, 2014, 208p., 18 €.

Moi, Malala

Malala Yousafzai



Après l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan, en 2001, les Talibans se replient dans le nord du Pakistan. C'est là que vit l'auteure, fille d'un modeste directeur d'école. Lorsque les intégristes exigent que les filles cessent d'aller à l'école, âgée de seulement 12 ans, elle commence à parler dans des réunions publiques pour revendiquer le droit à l'éducation. Repérée par les médias, elle tiendra pendant un temps un blog sous pseudonyme pour la BBC, avant de révéler son identité. En octobre 2012, sur le chemin de l'école, un Taliban lui tire dessus et elle n'en réchappera que grâce à une mobilisation médicale internationale. Le livre, co-écrit avec une journaliste britannique, présente intelligemment la vie dans sa vallée du Swat, l'origine des parents, leur religiosité, l'opposition entre musulmans et intégristes, la montée de la terreur, le rôle ambigu des Etats-Unis jusqu'à l'arrestation de Ben Laden à quelques dizaines de kilomètres de là. Un éclairage différent et fort intéressant de la montée de l'islamisme. FV.

Ed. Livre de poche, 2014, 424 p. 7,10 €

L'utopie des indociles 40 ans de Longo Mai



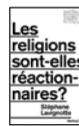
Alors que circule une intéressante exposition sur les coopératives de Longo Mai (voir Silence n° 418), ce livre en reprend le contenu : comment un projet de révolte d'après-68 est devenu une force de proposition qui aujourd'hui fédère plusieurs centaines de personnes de tout âge dans

une dizaine de lieux (dont 5 dans le Sud-Est en France). Photos et extraits de textes anciens ou récents pour comprendre la démarche d'une recherche d'autonomie par l'autoproduction et l'échange entre les lieux, avec un souci important d'intervention dans la politique (notamment à travers des actions, des radios, des revues). Un exemple qui pourrait s'étendre ou se reproduire. MB.

Ed. Pro Longo Mai (Bâle) ou Association Longo Mai (04300 Limans), 2014, 68 p.

Les religions sont-elles réactionnaires ?

Stéphane Lavignotte



Voici une synthèse éclairante pour penser le phénomène religieux et les alliances possibles du point de vue de la gauche alternative et écologiste. L'auteur, pasteur engagé dans de nombreuses luttes, invite les militants à dépasser les clichés et à prendre en compte la complexité des dynamiques qui traversent les religions, christianisme et islam en particulier. Il expose les facteurs qui peuvent rendre celles-ci réactionnaires (littéralisme, recherche d'un ordre naturel, institutionnalisation...) et insiste sur les courants religieux subversifs : des rebelles du Moyen-Age à la théologie de la libération jusqu'à aujourd'hui où certains courants religieux se rapprochent de l'anarchisme, voire intègrent les dimensions écologiques et les théories du genre. Il invite à ne pas en rester à une exclusion des croyant-e-s au nom d'une vision étriquée de la laïcité, mais à renouer avec la tradition de la gauche inclusive qui, dans les années 1960-70, n'hésitait pas à rendre visible ses alliances avec les croyants. GG

Ed. Textuel, 2014, 140 p., 13,90 €

Too much magic L'Amérique désenchantée

James Howard Kunstler



Connu pour ses sombres (mais hélas crédibles) prévisions de notre futur, Kunstler récidive avec un vaste tour d'horizon de la situation des USA au plan écologique, largement entendu : impasse du modèle d'urbanisme, fin du pétrole, faillite du système financier ou inanité de la politique partisane. Percutant et concret, il démonte les faux espoirs (en particulier les énergies alternatives) dont on berce une population qui aspire encore à conserver son mode de vie. Sa thèse est en effet la suivante : tétanisée par l'ampleur des catastrophes en marche, la pensée rationnelle a cédé la place à la pensée magique, à la croyance aveugle en la toute-puissance de la technologie, voire aux délires de certains "savants fous". Or la seule voie de salut sera difficile et passera dans tous les domaines par des retours drastiques au local, au simple et frugal. DG.

Ed. Le retour aux sources, traduction Jean-François Goulon, 2014, 360 pages, 21 €

Livres

Nanotoxiques Une enquête

Roger Lenglet



Les nanotechnologies (manipulation de la matière au milliardième de mètre) sont en train de transformer le monde dans la plus grande discrétion. On trouve déjà des nanomatériaux dans de nombreux objets (cosmétiques, aliments, médicaments, vêtements, bâtiment, loisirs...) et ce marché représente des dizaines de milliards d'euros. Que sait-on des risques ? Presque rien : les études de toxicité représentent 3 % du budget de la recherche en ce domaine. Les industriels, couverts par les politiques au nom de la compétitivité, ont réussi le tour de force de diffuser leurs produits "nano" avant que des connaissances scientifiques ne viennent déterminer leur toxicité. Pourtant, les études existantes sont alarmantes sur les effets potentiellement très toxiques de ces molécules qui traversent toutes les barrières biologiques et viennent modifier les gènes, l'ADN, etc. Un scandale type "amiante", mais à une échelle supérieure est prévisible. Une enquête saisissante. GG

Ed. Actes Sud, 2014, 232p., 22 €

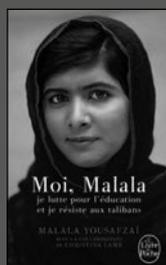
Faim zéro En finir avec la faim dans le monde

Bruno Parmentier



La faim dans le monde persiste et ne résulte pas d'une fatalité naturelle, mais des politiques menées par les hommes : nous le savons. Ce que ce livre nous apporte, c'est une compréhension claire de l'ensemble des dimensions du problème : politiques agricoles et rôle des multinationales, démographie, réchauffement climatique, guerres... Au passage, il remet aussi quelques idées en place. Par exemple, si la surpopulation au Sud est un vrai problème, celle du bétail pour l'alimentation trop carnée du Nord en est un plus grave encore ! Comme on a pu le voir au Brésil, des programmes d'éradication de la faim efficaces sont possibles. Il s'agirait de remplacer le modèle techno-chimique par une agriculture "écologique intensive", adaptée à chaque contexte local. En même temps, agir par le biais du droit international, avec des financements spécifiques et une prise en compte du social sur le terrain, etc. Bonne ou mauvaise nouvelle : il "suffirait" pour cela d'une volonté politique partagée par tous... DG.

Préface d'Olivier de Schutter, Ed. La Découverte, 2014, 256 pages, 19 €





Un empoisonnement universel

Comment les produits chimiques ont envahi la planète

Fabrice Nicolino

Cela fait plus de trente ans que Fabrice Nicolino enquête sur le sujet. Il présente dans ce copieux ouvrage, dans un style

facile à lire — proche de l'enquête policière — comment sont apparus les produits chimiques de synthèse (les liens avec les guerres sont nombreux). Il développe ensuite comment nous les accumulons dans notre air, notre eau, notre corps et les conséquences que l'on observe sur la santé. Mais alors pourquoi cela continue-t-il ? Parce que le monde politique est complètement sous la coupe des industriels. Exemple : on met presque un siècle pour interdire l'amiante parce que les financiers font en sorte de maintenir le doute pour éviter sa remise en cause. La lutte est perdue d'avance ! Pendant que l'Europe met des années à installer un dispositif de contrôle sur 30 000 molécules (prévu pour être opérationnel en 2018), il s'en crée 1000 de plus par heure et 20 millions sont actuellement commercialisées ! Un livre vital et étouffant, car l'auteur ne croit pas un instant que l'on puisse stopper la machine infernale : nanotechnologies et chimie verte sont là pour accélérer le mouvement. MB.

Ed. Les liens qui libèrent, 2014, 440 p. 23 €

Romans

La Machine s'arrête

E. M. Forster

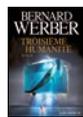


C'est en 1909 que l'écrivain britannique E.M. Forster écrit ce récit d'anticipation d'une incroyable actualité. Les humains vivent dans un monde souterrain régi par la Machine. Chacun vit sans aucun contact direct avec les autres, dans sa chambre dont il ne sort presque jamais ; il lui suffit d'appuyer sur un bouton pour que jaillissent un lit, un repas, des médicaments... Dans cette société, les habitant-e-s ont le sentiment que "les contacts humains se sont multipliés", car ils peuvent communiquer par écran interposé avec toute autre personne dans le monde entier. La relation entre Vashti et son fils rebelle, Kuno, illustre les différentes attitudes par rapport à ce système technicien. Un récit qui dénonce la nouvelle religion techno-scientiste dans lequel certains éléments de nos modes de vie technologiques actuels sont anticipés de manière étonnante : internet, Skype, achats à distance... Subversif et d'une actualité décoiffante. GG

Ed. Le pas de côté, traduction Laurie Duhamel, 2014, 112 p., 6 €

Troisième humanité

Bernard Werber



Jonglant avec les grandes traditions religieuses, Bernard Werber présente là un ouvrage de science-fiction plein d'autodérision qui alterne diverses histoires, la suite de son encyclopédie du savoir absolu et relatif, et qui montre la course scientifique vers l'humanité de demain. Le livre est censé se passer "dix ans après que vous ayez commencé à le lire" et va imaginer une civilisation de géants qui auraient vécu sur l'Atlantide, et une civilisation de petites femmes qui apparaîtraient dans ce futur proche. En plus, tout cela se ferait sous le contrôle de Gaïa, la planète Terre douée d'une conscience. Course aux armements, géopolitique, recherche, légendes, tout s'emmêle dans une heureuse logique qui nous questionne sur ce que nous allons devenir. Trois tomes annoncés. Le premier est en poche, le deuxième broché est disponible, le dernier tome est annoncé pour octobre 2014. FV.

Tome 1 : Ed. Livre de poche, 2014, 696 p. 8,10 €

Tome 2 : Ed. Albin Michel, 2013, 440 p. 22 €

Tome 3 : Ed. Albin Michel, 2014, 600 p. 22 €



B. D.

Human Stock Exchange

Xavier Dorison et Thomas Allart



Dans le premier tome, Félix Fox, vendeur de voitures, a réussi son introduction en bourse. Désormais comme les champions sportifs, les médecins, les chercheurs et quelques autres, il peut bénéficier de fonds de placement dans sa vie de tous les jours. Mais pour encore faut-il entretenir la confiance des investisseurs... Ce qui demande un équilibre entre ses ambitions professionnelles, sa vie privée et son apparence. Et quand va évoluer son histoire d'amour, les investisseurs vont avoir leur mot à dire. Leur "produit" va-t-il se plier à leurs demandes ou prendre le risque de perdre de la valeur ? Une politique-fiction dans un futur sans doute proche (les joueurs de foot, c'est déjà fait). Un dessin réaliste qui renforce la vraisemblance d'une histoire qui fait froid dans le dos. MB.

Ed. Dargaud, 2014, 52 p. 14 €

Rencontre sur la Transsaharienne

Sébastien Verdier et Pierre Christin



Fanny, Nico et Lila se lancent dans une expédition pour livrer des médicaments à un camp humanitaire. Karim et Shafiq, d'Arabie Saoudite, s'envolent pour l'Afrique, pour une partie de chasse. Diop et Norbert quittent leur village pour essayer d'aller poursuivre leurs études à Paris. Au centre du désert, ils vont se retrouver lors d'une tempête de sable. Astucieux scénario qui permet de poser des questions sur la notion de richesse, sur la possibilité de voyager ou non, sur l'utilité de l'aide humanitaire, sur les risques que prennent ceux qui tentent d'entrer dans la forteresse Europe. Avec un dessin ligne claire, une histoire sur la sensibilité des jeunes gens en fonction de leur lieu d'origine. De l'ambiguïté des voyages... FV.

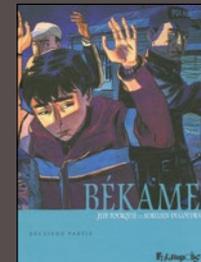
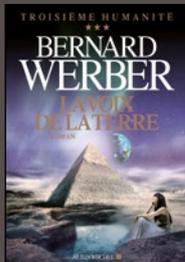
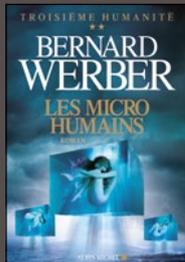
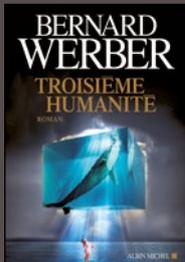
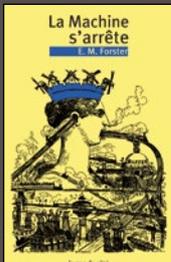
Ed. Dupuis, coll. Aire Libre, 2014, 88 p. 19 €

Békame

Jeff Pourquié et Aurélien Ducoudray



Dans le premier tome, Bilel, surnommé Békame du nom de son idole de foot, rejoint son frère Ahmed dans la zone de Sangatte avec l'espoir de gagner l'Angleterre, mais découvre que ce dernier est devenu lui-même passeur pour financer la traversée. Dans ce second tome, ils vont essayer d'échapper au milieu pour tenter seuls le passage... mais cela n'aboutira pas et finalement, ils retourneront en Algérie. Une histoire poignante et très réaliste autour de la question des réfugiés politiques qui s'entassent



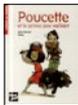
à proximité du tunnel sous la Manche. Une plongée dans les zones obscures, les drames humains, la lassitude de la police, la rudesse du trafic humain. FV.

Tome 2, éd. Futuropolis, 2014, 96 p. 17 €

Jeunesse

Poucette et le prince peu vaillant

Alex Darvier, Sway



Dès 9 ans. C'est avec beaucoup d'humour qu'on suit les aventures de Poucette, abandonnée comme il se doit par ses parents en pleine forêt. Notre téméraire héroïne, loin de se lamenter, va poursuivre ses aventures et rencontrer le prince peu vaillant, gringalet, peureux et fier, avec lequel elle ira à la rencontre de sept nains, d'une sorcière, d'un centaure et de quelques loups. Un récit jouissif qui met en scène une aventurière aussi malicieuse que courageuse. On s'esclaffe à chaque page devant les trouvailles et l'ingéniosité de cette Poucette à laquelle plus d'une fille devrait pouvoir s'identifier avec jubilation. GG

Talents Hauts, 2014, 96p., 8 €.

Film

Ziztadak

Oriol Andrés, Carlos Castro, Gemma Garcia



Ce documentaire prend à contrepied les clichés sur la violence au Pays Basque, en venant révéler l'immense richesse des résistances non violentes qui s'y déroulent depuis longtemps. De nombreuses luttes y sont évoquées, souvent par leurs acteurs : la naissance des Ikastolas (les écoles en langue basque) de manière clandestine, la lutte des objecteurs de conscience puis des insoumis au service militaire, le combat contre la construction de centrales nucléaires qui a permis de paralyser plusieurs projets, la lutte contre le barrage de l'toiz, le mouvement de désobéissance civile des Démo, la création d'une chambre d'agriculture autonome alternative... Très structuré autour des grandes dimensions de l'action non-violente (refus de collaborer avec l'injustice, légalité/légitimité, désobéissance civile...), ce film constitue une brique solide pour la diffusion d'une mémoire et d'une culture de l'action non-violente, qui devrait en inspirer plus d'un-e. GG

Espagne, 2013, 52 mn, <http://ziztadaktabanos.wordpress.com>.

Musique

Tan ar bobl

Les Ramoneurs de Menhirs



Les Ramoneurs de Menhirs sont de retour avec ce troisième album qui continue à nous balader dans un univers punk bretonnant. Les binious, la boîte à rythmes, la guitare de Lor'ann (ex Bérurier Noir), les chants révolutionnaires de Gwenael et la voix celtique de Louise Ebrel nous servent des titres tous plus enragés les uns que les autres, déjantés et improbablement bretons. Le titre de l'album, Tan ar Bobl, signifie le feu du peuple que nos amis insoumis traduisent par une diversité de reprises traditionnelles et internationales. Avec ces 11 titres, nous embarquons pour l'Ukraine, la Kabylie, la Grèce en passant par l'Aven et quelques surprises franco-françaises. Toutes ont en point commun d'être des chants partisans et révolutionnaires. Ce qui ne nous étonnera pas de la part d'un groupe de musiciens que l'on a vu aux côtés du Réseau Sortir du nucléaire et de nombreuses luttes civiles et sociales.

Le punk n'est pas mort, il est même international dans ses luttes, et en voici un des plus représentatifs fleurons. JP

Production Du-man ha du-hont, 2014, 11 titres, 44 mn, 12 € (commande en ligne sur www.folkloredelazonemondiale.fr)

T'as vu la vierge ?

Maggy Bolle



Prenez un brin d'insouciance délirante, servez sur un lit d'injures délicatement arrosé d'un velours de liberté, le tout allégrement saupoudré d'une pointe de bêtise volontaire et vous obtenez le nouvel album de Maggy Bolle.

Cette artiste artisanale n'en est pas à son premier flot de mots servant une vérité engagée qui pourrait en déranger certains par son franc-parler.

Ses textes sont autant de remèdes contre la morosité et les non-dits. Les ambiances sont tout aussi variées que surprenantes et les blagues fusent à tout moment, sur scène comme sur album.

De par sa verve populaire et militante, Maggy Bolle déverse une fraîcheur verbale teintée d'un engagement social et écologique.

Une artiste d'une honnêteté et d'une bonne humeur contaminatrice qui ne vous laisseront pas indifférent. JP.

Prod. Le Cri du Corbeau, 15 titres, 47 mn, 10 €

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Calendrier lunaire 2015**, Michel Gros, 6, rue des Prés Verts, 39 120 Chêne-Bernard, 2014, 116 p. 7,90 €. Influence de la lune sur le jardinage, l'agriculture, les forêts, les cheveux, l'alimentation, les dents...

Romans

■ **Départ volontaire**, Jean-Luc Debry, éd. Noir & rouge, 2014, 108 p. 8 €. Dans une entreprise où il faut gagner en productivité, Odile doit désigner une personne de son équipe qui va être encouragée à un "départ volontaire". Elle ne s'en remettra pas et, culpabilisant, elle va à son tour dégringoler dans l'estime de ses supérieurs... jusqu'ou ? Livre sur le monde de la bureaucratie d'aujourd'hui, le libéralisme et comment les plus démunis subissent la "crise". A force de détailler les modes de harcèlement, le livre devient un peu trop bavard.

Jeunesse

■ **L'été où j'ai sauvé le monde en 65 jours**, Michele Weber Hurwitz, traduction Emmanuelle Casse-Castrie, éd. Gallimard Jeunesse, 2014, 272 p. 10,90 €. Aux Etats-Unis, pendant l'été, Nina, 14 ans, s'embête dans son lotissement. Elle décide alors d'appliquer le conseil d'un des profs : "ne pas se faire remarquer, être remarquable". Elle se lance le défi de faire 65 bonnes actions en 65 jours. Entre préoccupations adolescentes, origines familiales diverses, une écriture pleine d'optimisme qui remontera le moral à tous, et surtout à ceux qui ont des ados difficiles.

■ **La campagne aux trousses**, Nadia Coste, Imaginemos, 2014, 154 p., 6,90 €. Dès 10 ans. Lors de ses vacances à la campagne, Léa va être en proie avec de mystérieux phénomènes : vaches qui tombent, moustiques géants... Quel lien avec les produits chimiques utilisés dans une ferme du village ? Quelques clichés choquants sur les agriculteurs sales et demeurés.

BD

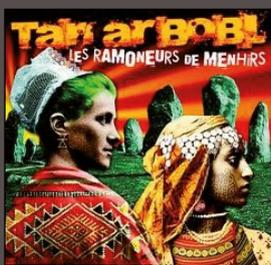
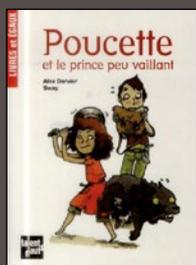
■ **Ecolomancho**, Jicé et Parno, Ed. Pat à Pan (Montpellier), 2013, 48 p. 12 €. En strips assez courts, des situations comiques sur la banquise, principalement sur le thème du réchauffement climatique, mais aussi sur le gaspillage et les choix technologiques... C'est inégal, mais souvent assez fin sur le plan politique.

■ **Mango est un troll**, Philippe Squarzoni, éd. Delcourt, 96 p. 16 €. Jusqu'à maintenant, l'auteur avait produit d'excellents romans graphiques très politiques. Ici, changement total : voici une histoire d'héroïc fantasy, avec sorcière, troll, et autres lutins. C'est très beau graphiquement, mais le scénario est des plus évanescents.

■ **Vertiges de Quito**, Didier Tronchet, éd. Futuropolis, 2014, 120 p. 18,50 €. L'auteur, sa femme, son fils et son chat ont vécu pendant trois ans dans la capitale de l'Equateur. Ce roman graphique raconte les moments marquants de leur histoire. Les rencontres avec les indigènes et un voyage sur les hauts plateaux de Bolivie permettent d'aborder les questions sociales et écologiques. Passionnant.

Musique

■ **Kiu semas venton**, Maragan', 2014, Vinilkosmo, 47 mn, www.vinilkosmo-mp3.com. Onze titres entraînants à base de musique traditionnelle en espéranto. Des musiques de bal, mais aussi des compositions engagées comme La paliso, reprise de L'estaca. Un disque de qualité qui plaira au-delà des amateurs de bal folk.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les **samedis 29 novembre** (pour le n° de janvier), **20 décembre** (pour le n° de février), **31 janvier** (pour le n° de mars)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1^{er} janvier 2014, l'association ne délivre plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

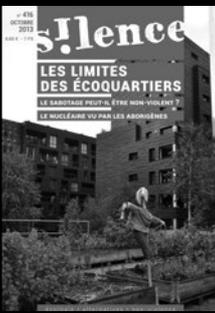
Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOEBBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **1^{er} octobre 2014** - **Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 3^e trimestre 2014 - **Tirage :** 5100 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Monique Douillet, Myriam Grataloup, Justine Lamonerie, Federico Witula - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Nicolas Henry, Lasserpe, Alexandra Loilivrel, Sylvain Moizé, Craig Stephens - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** Baudouin-Bergeron Architectes, Eric Coquelin, Guillaume de Crop, Gaëlx, Joel Guerry, Sami Helenius Oy, Tony Hisgett, Frédéric de La Mure / MAE, Arthur Max, Fredrik Naumann, Olivier Reisinger, Connie Zhou - **Et pour ce n° :** Bruno Barrillot, Anne Berthet, Nicholas Bell, Barnabé Binclin (www.reporterre.net), Laurent Carbonel, Danièle Gonzalez, Geneviève Laferrère, Emilie Lay (Histoires Ordinaires), Thomas Noirot, Denis Rouvre, Michel Scrive, Agnès Terrieux, Anna Villard - **Couverture :** Photomontage Damien BOUVERET / WWF / TBWA/PARIS - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Commandes

Numéros disponibles

- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme

- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 424 Lent, léger... le voyage
- 426 D'autres formes de démocratie
- 427 Penser l'agriculture de demain
- 428 La forêt brûle

Numéros régionaux

- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'écologie 600 en dates, 84 p. - 12 € *
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 € **
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 € ***
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteurs.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association...
1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association...
1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Règlement par chèque à l'ordre de Silence.

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :

SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE

I.C.S. FR82ZZZ54517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

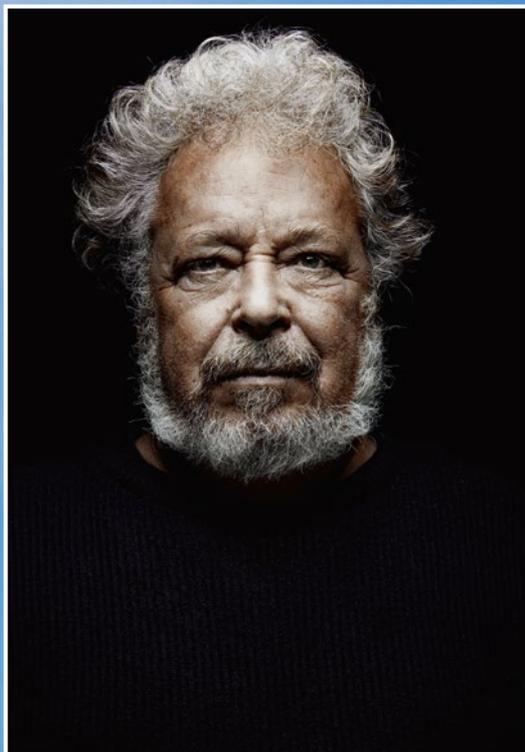
Des français... Identités, territoires de l'intime

Pendant deux ans, Denis Rouvre a fait le tour de la France pour photographier et interroger des personnes sur ce que signifie être Français aujourd'hui. Il a choisi de faire ses portraits sur fond noir, comme à la Renaissance, conférant une certaine noblesse à ces anonymes. Les réponses couvrent l'étendue de nos perceptions, depuis le "franchouillard" fier de ses racines, aux "internationalistes" qui ne se sentent pas trop attachés à un territoire. Un arc-en-ciel de réponses sur fond noir. Lors des Rencontres photographiques d'Arles, durant l'été 2014, le visiteur pouvait entendre la voix des personnes. Pour les autres, il y a maintenant un beau livre disponible.



"Mon identité française, je la définis par rapport à mon attachement, je dirais même plus, à mon amour pour la langue française. Etre française, pour moi, c'est ça, partager cet amour de la langue, de la poésie, de la littérature, et en même temps, pouvoir parler à son boulanger ou au tailleur du coin. L'identité, c'est partager une langue commune."

Marie Daisy Selin,
41 ans.
Née à Saint-Louis-de-La Réunion.
Vit à Paris.



"Je me méfie énormément des nationalismes, c'est ce que je crains le plus. Il y a toujours plus corse qu'un Corse, plus breton qu'un Breton, et ça, ça me fatigue. Sarajevo, c'est pas si loin que ça ! Et puis, j'ai un peu de mal avec la vieille marine, les drapeaux et tout ça !"

Yvon Le Guével,
65 ans.
Né à Yaoundé (Cameroun).
Vit à Paimpol.

"Quand on me pose la question, je dis souvent que je suis terrienne. Mais je suis aussi attachée à mes origines. Je dirais que mon identité est vraiment bagnoletaise, c'est vraiment ici ma place ; ici, chez moi, depuis plusieurs générations. C'est vrai que je me sens italienne, je me sens espagnole, mais je me sens aussi française, je me sens aussi arabe... On va dire qu'il y a beaucoup de Méditerranée en moi."

Karine Loubardo,
44 ans.
Née et vit à Bagnole.



"Mon identité ? Je suis une boule à facettes : je suis fils, je suis père, je suis homme, je suis français, je suis fonctionnaire, je suis écrivain... Je suis un tas de choses. Savoir qui on est, ça prend beaucoup de temps et puis ça bouge. Ça prend une vie entière. Etre français, pour moi, c'est un hasard."

Fabrice Vigne,
45 ans.
Né à La Mure.
Vit à Le Gua.

